

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

**Un an de révolte
au Maroc**

par Le MOHGREBIN

Grèves en Allemagne

par L'ITINÉRANT

**L'intervention des libertaires suédois
dans les municipalités**

par RUDIGER

La plaque tournante de 1914

par R. HAGNAUER

Indépendance et liberté

par LE PROLO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Six mois 400 fr.
Un an 700 fr.

EXTERIEUR
Six mois 480 fr.
Un an 850 fr.

Le numéro : 70 francs

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 86 - Septembre 1954

Un an de révolte au Maroc LE MOHGREBIN
La plaque tournante de 1914 R. HAGNAUER
Les pleins pouvoirs de Mendès-France U. T.
Après le congrès du S.N. G. FOLCHER-
F. FRANCO

Avant le congrès confédéral F.O. : Lettre
de Fontaine. — Réponse de Louis Mer-
cier.

Situation industrielle de la ville de Mont-
brison U.L. - F.O.

A travers le monde

Des oppositions se lèvent contre les dic-
tateurs I. METT
La liquidation des « comptoirs » européens
aux Indes J. PERA
L'intervention des libéraux suédois dans
les municipalités RUDIGER
Grèves en Allemagne L'ITINERANT
Une déclaration du C.I.O. sur le Guate-
mala.

Parmi nos lettres

Chéron, de Paris. — Un camarade tuni-
sien de Tunis. — Mougeot (Haute-Mar-
ne). — Henensal (Côtes-du-Nord).

Notes d'économie et de politique

Deux victoires, deux échecs et un point
d'interrogation — Le nouvel effet de la
bombe H. — L'auto-financement ne lèse
que les banques et l'Etat R. LOUZON

Les propos du prolo

Indépendance et liberté. — Reconversion
et salaires LE PROLO

Livres

R. Louzon : « La Chine » R. H.

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétaire ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le baigneur policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

UN AN DE REVOLTE AU MAROC

En 51, après la première grande machination administrative visant à perdre le sultan Ben Youssef, j'écrivais à peu près : nous venons d'assister à un grand « fourbi de bureau arabe » ; il a foiré ; et c'est le sultan qui a gagné.

J'ajoutais : après cela on ne verra plus de fourbi de grande envergure. En cela je sous-estimais la capacité d'obstination dans l'erreur du personnel administratif colonial. Le fourbi a été repris en août 53. Selon une formule à peine modifiée. Il a été, cette fois, poussé jusqu'au bout. Il a réussi. **Et c'est la France qui a perdu.**

Et comment ! D'un pays parfaitement calme et qu'ils administraient sans difficulté politique véritable, les auteurs du fourbi ont fait un pays en révolution, où les violences s'enchaînent l'une l'autre et où se trouve sérieusement posée la question de la domination française.

LA SUD-AFRICANISATION DE L'AFRIQUE DU NORD !

La terrible agitation qui est née au Maroc français le jour de la déposition du sultan marque l'échec de toute une politique. La déposition du sultan, en effet, n'est qu'un élément de la politique qui fut celle de l'administration — et du Quai d'Orsay ! — depuis le limogeage du résident Erik Labonne, en 1947.

Cette politique part curieusement du même point que celle des Marocains « nationalistes ». Elle part de la reconnaissance du fait que le régime de « protectorat » est nécessairement transitoire. Si la promesse, en effet, incluse dans le traité de protectorat n'a pas été tenue après quarante ans (ou quatre-vingts, comme en Tunisie) il y a carence. Et si elle l'a été, elle n'a plus à l'être ! Le « protectorat » doit donc évoluer soit vers l'indépendance, comme ce fut le cas pour l'Égypte après la première guerre mondiale, soit vers l'annexion, comme ce fut le cas à Madagascar en 1896, lorsque les Français, ayant envoyé en exil la reine Ranavaloa, élégamment appelée « Sa Majesté Peau de Boudin », réduisirent les indigènes, qui avaient cessé d'être « malgaches » sans devenir « français », à la condition de contribuables et de corvéables.

Devant cette situation, tandis que les nationalistes marocains se prononçaient pour une solution à l'égyptienne, la haute administration choisissait — sans le dire, bien sûr, mais de façon nette — la solution malgache. Plus exactement, si l'on considère que les grands personnages de cette politique, le général Juin et le préfet Boniface, sont des Algériens, on peut penser que leur idéal était d'amener le Maroc à ce que l'Algérie fut pendant si longtemps, depuis l'exil d'Abd el Kader jusqu'en 1919 : un pays où les

administrateurs français sont tout-puissants, et les administrés indigènes totalement privés de droits.

Dans les années 50, 53, on a aussi beaucoup entendu parler, dans les milieux « colons » du Maroc, d'une politique d'imitation de l'Union Sud-Africaine : constitution d'un Etat quasi indépendant, avec une caste « colon » toute-puissante et des indigènes en esclavage de fait. (Les colons n'auraient pas conçu cette idée délirante, si elle ne leur avait été inspirée de haut lieu.)

Voici quelques dates marquantes de la politique que nous venons de dire : 1950, expulsion du conseil de gouvernement, par le général Juin, des conseillers nationalistes ; 1952, interdiction du parti nationaliste, arrestation de ses membres et suppression de ses journaux ; prise d'assaut et fermeture définitive de la Maison des Syndicats ; suppression du drapeau marocain sur les bâtiments de Contrôle civil (il flotait depuis l'institution du protectorat, Lyautey tenant beaucoup à la coexistence des pavillons marocain et français) ; 1953, déposition du sultan.

ON N'ATTENDAIT PAS ÇA...

Or ce dernier coup fut l'occasion d'une immense surprise pour l'administration. Tous ses coups précédents ayant été acceptés non pas volontiers, mais de façon passive, l'administration comptait bien qu'il en irait de même cette fois-là. Au contraire, la réaction fut forte, rapide, massive.

Il ne s'agit pas seulement de la réaction politique, sous forme de terrorisme. Non, je veux parler de la réaction dans l'âme populaire profonde. Dès le coup porté, des légendes naquirent et se propagèrent avec rapidité. Par exemple le nouveau sultan, entrant après le coup de force, dans le palais vide, s'était trouvé en face d'un lion, lequel se mit à parler... Un des caïds qui avait joué un rôle actif dans l'action antisultanesque avait vu apparaître, étant rentré chez lui, trois hommes, qui ne pouvaient être que trois anges, puisqu'on ne les connaît pas, et qui lui dirent : « Tu mourras dans l'année. » (Il n'est pas mort, mais il a eu une bombe dans sa voiture.) Enfin, la nuit même de la déposition, le sultan est apparu à son peuple **dans la lune**, alors en son plein. Les personnes que j'ai interrogées sur ce dernier point à Rabat, ou dans le bled, ou à Casa n'avaient pas vu elles-mêmes, mais elles connaissaient toutes des personnes qui avaient vu !

Il est bien évident que de semblables croyances populaires ne peuvent pas naître sans une profonde émotion. En vérité, le peuple marocain a été étonné et choqué.

Autre fait presque inimaginable : presque aussitôt après la déposition, les Marocains **cessèrent d'aller** à

la mosquée, la prière devant être dite au nom du nouveau sultan. De même le pèlerinage à la Mecque a été, cette année, boycotté.

Quant à l'action proprement politique, l'action terroriste, elle a aussi dépassé les prévisions par sa rapidité, sa durée et l'impuissance de la répression... Quand je dis « action terroriste », je parle comme les journaux du Maroc, car ceux-ci appellent « terrorisme » tout ce que peuvent faire les Marocains pour marquer leur sentiment, même s'il s'agit d'actions systématiquement non violentes, comme la fermeture des boutiques, ou le boycott du tabac. Les boutiques fermées, la police les ouvre de force, en cassant le rideau de fer. (C'est même ainsi qu'a commencé la tuerie de Port-Lyautey.) Quant au tabac, qui est boycotté parce qu'il est une source importante de revenu pour le budget, voici une petite histoire, effarante mais vraie : un colon, près de Mazagan, apprend un soir que des gens sont venus conseiller à un buraliste voisin de cesser de vendre du tabac ; ces gens sont partis dans une 4 C.V. ; le colon se porte sur la route, arme au poing, tire sur une 4 C.V. qu'il croit, disent les journaux, être celle de ses « terroristes »... et tue un de ses amis, colon comme lui (1).

Ce qu'il y a de plus étonnant dans ce « terrorisme » marocain, vrai ou passif, c'est qu'il ait réussi à se développer dans une terrible atmosphère de répression. Tous les Marocains présumés nationalistes sont ou déportés, ou arrêtés. Mieux, tous les Marocains des villes, hommes, femmes et enfants sont aujourd'hui passés par les mains de la police, au cours de « ratissages » de quartiers entiers, avec fouille systématique des maisons... Cela n'empêche pas que la police ne trouve à peu près jamais les armes qu'elle cherche. Et lorsqu'un attentat a lieu en ville indigène, l'auteur n'est jamais arrêté. Seuls les témoins présumés sont arrêtés : pour « non-assistance », la notion déjà abusive de non-assistance à personne en danger étant transformée en non-assistance à la police.

Quelles sont les victimes du terrorisme proprement dit ? Il n'y a pas de règle. Les attentats sont de caractères divers, ce qui indique des inspirations différentes. Les attentats contre les trains et la célèbre bombe du marché central à Casablanca ont tué des gens ne faisant pas de politique. A Marrakech on vise plus précisément le haut personnel dirigeant : nouveau sultan, Glaoui, général Guillaume, général chef de région, contrôleurs civils. L'assassinat à Casablanca de M. Eyraud, journaliste (2) est unique en son genre. En fait ce sont des gens du petit peuple marocain qui forment la majorité des victimes : menus auxiliaires de l'administration française, petits mouchards bénévoles ou contraints, buralistes n'ayant pas respecté le boycott du tabac.

Ces attentats sont extrêmement fréquents. On di-

(1) Ce colon est un contre-terroriste, comme on dit maintenant, individuel. Il y a eu d'autres individuels parcourant la ville en auto, la nuit tombée, et tirant à la mitrailleuse sur ce qui leur paraissait marocain. Il y a encore du contre-terrorisme en groupes genre Ku-Klux-Klan, avec enlèvement à domicile de Marocains nationalistes. (L'un d'eux, enlevé comme il sortait de prison, a été trouvé au bord d'un oued, une balle dans la nuque.) Il y a aussi l'incendie contre-terroriste : des quartiers indigènes flambent ; c'est facile, puisque dans leurs parties pauvres ils sont en bois.

(2) La Vigie marocaine, journal que dirigeait M. Eyraud, avait fortement excité la population française de Casa contre les Marocains, lors des événements de novembre 52. Elle titrait par exemple, en caractères d'affiche : « Deux Européennes violées et égorgées ! » Le moment critique passé, elle reconnaissait en petits caractères, en page intérieure, que rien de semblable ne s'était passé.

sait, il y a quelques mois, « l'attentat quotidien ». Il y en a maintenant plusieurs par jour, dans la presse, sans parler de ceux dont on ne parle pas. Tout cela fait une salade dans laquelle il est bien difficile de distinguer ce qui est attentat terroriste, attentat contre-terroriste et faux attentat terroriste.

D'autre part, les délits de droit commun ont augmenté. C'est assez naturel ! Quand la police n'est occupée que de politique, les cambrioleurs sont à l'aise.

Tout cela fait que les Européens du Maroc ont perdu le sentiment de grande sécurité qui avait été le leur jusque fin 53. Comme tous les ans, ils sont partis nombreux pour la France, cet été. Mais il ne s'agit plus uniquement de vacances. Nombreux sont ceux qui profitent de l'occasion pour chercher un logement en France.

LA FRANCE N'A PAS DE POLITIQUE !

La situation de la France au Maroc est donc mauvaise.

Est-elle réparable ?

Certainement pas si l'on entend par là un retour à la situation d'avant la déposition du sultan.

La situation serait cependant susceptible de devenir moins mauvaise. Mais il faudrait de l'intelligence... Or c'est une denrée qui ne paraît pas abonder.

Le gouvernement français a condamné la politique Juin-Guillaume. Il l'a condamnée clairement en limogeant Guillaume. Cependant, à la place de la politique condamnée, quelle politique a-t-il proposée ? Aucune. En sorte que c'est la politique condamnée qui continue !

On ne sortira pas de la situation sans réaliser premièrement que le général Guillaume a fait un cadeau magnifique au peuple marocain. Il lui a donné un objet de revendication simple et concret. La « démocratie », les « réformes », l'« autonomie », tout cela était vague. Le retour de « notre roi légitime », les esprits les plus simples comprennent cela.

Seulement Mohamed V ne reviendra pas sans un considérable accroissement de prestige. Il ne pourra plus être question de transformer le « protectorat » en annexion de fait. Il ne pourra plus être question que d'une évolution « à l'égyptienne ». Alors se posera la question qui est au fond de tous les problèmes coloniaux français : la question de la coexistence d'une minorité française et d'une population indigène. La France n'a jamais résolu cette question. Partout où elle va, la minorité française domine, puis quand elle ne peut plus dominer, elle s'en va (Saint-Domingue, Syrie, Tonkin, Indes, la liste n'étant pas limitative).

Il y aurait pourtant mieux à faire !

Il y a lieu d'accorder la plus grande attention aux négociations qui vont s'ouvrir entre gouvernement français et nationalistes tunisiens. Ces négociations ont précisément pour objet la coexistence, sur un même territoire, d'un petit groupe français et d'un peuple indigène, sans qu'aucun des deux groupes opprime l'autre. S'il arrivait qu'une solution fût trouvée à ce problème, ce serait évidemment aussi important pour le Maroc dans quelques années que pour la Tunisie aujourd'hui.

Cependant, il n'y a pas lieu d'être trop optimiste sur ces négociations et de se laisser aller à l'euphorie que Mendès-France a voulu créer par son « choc psychologique ». D'une part la France, qui n'a pas intérêt à aller vite, fera trainer les négociations. D'autre part — et ceci est encore plus grave — la question ne paraît pas avoir été étudiée sérieusement ni d'un côté ni de l'autre.

LE MOHGREBIN.

U. R. S. S.

Des oppositions se lèvent contre les dictateurs

Coexistence... Cette trouvaille semble plaire non seulement aux Occidentaux mercantiles qui rivalisent d'efforts pour commercer avec l'Est, mais elle paraît satisfaire aussi les milieux travaillistes et socialistes (nous ne parlerons évidemment pas des communistes et des progressistes) ; ils sont prêts à accuser les adversaires de cette nouvelle « formule » de souhaiter, de fomenter la guerre contre la Russie.

Nous sommes loin d'appeler le monde occidental à prendre la tête d'une croisade contre les injustices et les crimes du régime stalino-malenkovien. Tout d'abord parce que nous croyons que ce monde est non seulement incapable d'aider les peuples soviétiques à se libérer de la caste qui les opprime, mais aussi parce que cet Occident, aveuglément attaché à ses petites commodités matérielles, ne voit pas du tout qu'il est lui-même en train de leur sacrifier sa richesse essentielle : la liberté.

En tant qu'adversaires du régime stalino-malenkovien, nous ne croyons pas que pour les peuples russes il existe une autre issue que la lutte et la défense par leurs propres moyens. Nous sommes persuadés que le régime existant trouve des adversaires acharnés et décidés dans les éléments les plus évolués de ces peuples. Entre autres témoignages, il faut citer les tentatives faites par quelques critiques littéraires et quelques écrivains soviétiques qui, profitant d'un certain « dégel » qu'ils avaient cru discerner dans les mœurs de la censure officielle, ont écrit et publié, dans l'espace de quelques mois seulement, trois ou quatre articles importants dans lesquels ils ont trouvé moyen de poser des questions de principe concernant les fondements mêmes du régime, aussi bien dans le domaine littéraire que dans son fonctionnement social. Tel l'article de Pomerantsev publié dans la revue *Novy Mir* intitulé : « De la sincérité dans la littérature ». L'auteur non seulement accuse le fameux réalisme socialiste de ne pas refléter la réalité soviétique, mais il utilise cette occasion pour parler du mode d'organisation des kolkhozes. Au total quatre textes de cette importance ont été publiés dans le *Novy Mir*.

Cela a suffi pour produire dans les milieux intellectuels du pays une telle impression que le parti a cru nécessaire de mettre fin à ce « dégel ». Des foudres sont lancées contre Pomerantsev, Lifchitz, Chtcheglov et Abramov, les quatre critiques littéraires en question. Des romanciers sont aussi accusés, et parmi eux Ilya Ehrenbourg, qui cette fois-ci a fait un mauvais calcul politique : dans sa nouvelle intitulée « Le dégel » il a plaidé en faveur de l'art pur. Attaqué par K. Simonov, il vient de se défendre dans la *Litératournaïa Gazeta*. En revanche, on n'entend plus parler de Pomerantsev dont l'attitude était la plus radicale. Pour avoir publié les quatre articles en question, la rédaction du *Novy Mir*

a été blâmée et son rédacteur en chef, l'écrivain Tvardovsky, limogé.

Une autre œuvre littéraire parue au mois de février dernier dans la revue *Théâtre*, intitulée « Les Invités », mérite d'être mentionnée. C'est une pièce en trois actes qui a été immédiatement jouée dans plusieurs théâtres du pays et avec un succès tel qu'elle a dû inquiéter sérieusement les gouvernants. Aussi vient-elle d'être enlevée de la scène et son auteur, Zorine, violemment attaqué.

Cela se comprend. On y voit les représentants de trois générations — un vieux grand-père, ancien tchékiste et héros de la guerre civile, son fils, grand bureaucrate moscovite et son petit-fils, jeune instituteur, combattant volontaire de la dernière guerre et ennemi acharné de son père bureaucrate. Il y a coalition entre le grand-père et le petit-fils contre le bureaucrate moscovite. Le vieux dit à son fils : « ...Les hommes ne comptent pas pour toi, tu n'en as pas besoin. Tu connais des mots — parti, peuple, communisme. Mais qu'est le parti pour toi ? Qu'est pour toi le peuple ? Le communisme ? Que t'importe que derrière ces mots se profile tout le chemin que nous avons parcouru depuis la « Vladimirovka » (1) jusqu'à nos jours ? Que t'importent les sept millions tombés dans la dernière guerre ? Pour toi, ce ne sont que des mots. » Et le petit-fils dit à son père bureaucrate : « Tu n'as plus de fils. Mais je saurai te trouver. Moi, Serge Kirpitchev, je te déclare la guerre à toi, Pierre Kirpitchev. Et où que je te rencontre — dans n'importe quel bureau, dans n'importe quel fauteuil, tu pourras prendre n'importe quel air, n'importe quel nom, je te reconnaitrai tout de suite et te ferai la guerre sans pitié. Tu m'entends. Je te combattrai à mort. »

« S'il le faut, on fera la guerre », réplique le père Kirpitchev. « Nous ne permettrons à personne de jeter la suspicion sur nous. Vous aurez le temps de regretter votre attitude », conclut le bureaucrate.

On voit dans la pièce un autre personnage, la sœur de Pierre Kirpitchev, une jeune intellectuelle, veuve de guerre. C'est elle qui pose des questions scabreuses. « Ce n'est pas de l'envie, oh ! non. Cela peut vous sembler ridicule, mais cela ressemble à un sentiment de classe », avoue-t-elle au journaliste Troubine qui lui aussi fait la guerre au bureaucrate. « Et d'où est surgi dans notre pays ce beau monde ? », demande la jeune femme. « Il y a un petit mot — le pouvoir », dit-elle plus loin. Le journaliste Troubine lui réplique que « le pouvoir ne gâte pas tout le monde », mais la question reste posée. Cette même Varvara dit aussi : « Mon Dieu, que je déteste les bourgeois ». D'après le con-

(1) Vladimirovka : route par laquelle partaient, sous le tsarisme, les bagnards pour la Sibérie.

texte, on voit que c'est des bourgeois soviétiques qu'elle parle.

Devant l'abîme qui sépare le peuple de la nouvelle bourgeoisie du pays apparait en Russie un sentiment de classe et des pensées anarchistes. Visiblement cela ne date pas de la mort de Staline, mais des années d'après guerre. En effet, la journaliste allemande Brigitte Gerland, libérée l'an dernier du camp de Vorkouta, a rencontré dans ce camp de jeunes étudiantes qui professaient la foi anarcho-syndicaliste.

Dans le *Courrier socialiste* de juillet 1954 elle consacre à ce sujet un grand article d'où nous extrayons quelques passages. Dehors tourbillonnait une tempête de neige. Les femmes détenues devaient balayer la neige le long du chemin de fer. Comme il faisait très froid, la garde leur permit d'entrer dans une baraque pour se réchauffer. Durant cette pause, B. Gerland vit « à droite du poêle des jeunes filles, anciennes étudiantes de différentes universités, toutes appartenant à un groupe qui se nommait I.T.L. (la vraie œuvre de Lénine). Même dans le camp, elles n'ont pas interrompu leur activité et mènent une résistance organisée qui prend des formes différentes. Elles se trouvent en liaison continue avec le « camp de régime » (camp pour politiques) dans lequel se trouve un nombre assez considérable de membres du même groupe, pour la plupart des anciens étudiants, arrêtés dans différentes villes universitaires durant les dernières années et qui furent condamnés à 25 ans de détention.

» A ce moment aussi Rimma, qui conduit le cercle, utilise l'occasion pour faire connaître un tract qu'elle a reçu la veille du camp masculin. Je vais citer ce document par cœur, les paroles se sont incrustées dans ma mémoire d'une manière solide et je pense n'avoir rien trahi, sauf évidemment le style. Debout devant le poêle Rimma lit d'une manière distincte :

Chaque mouvement de résistance commence par la négation, par un « non ». Nous disons « non » à la dictature du parti, qui a transformé la promesse de la liberté spirituelle pour tous les peuples en un mensonge hypocrite. Nous disons « non » au capitalisme d'Etat, car l'Etat soviétique est devenu un exploitateur plus tyrannique que le pire des capitalismes privés. Nous disons « non » à l'impérialisme soviétique qui se trouve en contradiction la plus flagrante avec la théorie marxiste, car on ne doit pas porter en avant la révolution sur les baïonnettes russes.

Cependant pour nous l'issue ne consiste pas à opposer aveuglément au bolchevisme soviétique l'imitation de la démocratie occidentale avec son système de capitalisme privé. Nous voulons nous libérer de la tyrannie de tout Etat, car l'Etat n'est en fin de compte qu'une machine bien imaginée pour exploiter et opprimer les travailleurs. Quant à nous, nous voulons établir un gouvernement socialiste soviétique sans parti, une véritable représentation populaire par l'intermédiaire des soviets des ouvriers et paysans. L'appareil d'Etat doit être remplacé par des syndicats ouvriers et paysans qui vont gouverner non pas des hommes, mais des moyens de production.

» Voilà le contenu approximatif du tract qui a été lu dans le baraquement près du chemin de fer. Je ne garantis pas l'exactitude des termes employés, mais le sens était certainement celui-là. Car nous avons discuté souvent et beaucoup de toutes ces choses durant les années que j'ai passées à Vorkouta et j'ai bien appris à connaître le cheminement des pensées du groupement dont je parle. Connaissant mieux que mes camarades russes les idées de la social-démocratie, j'ai

essayé de contester certaines de leurs thèses que j'ai considérées non pas comme socialistes, mais comme anarcho-syndicalistes. Et il n'y a aucun doute que leurs pensées allaient justement vers l'anarchisme. C'était une réaction naturelle contre la réalité soviétique, contre l'hypertrophie de l'Etat qui caractérise la dictature soviétique. Il faut d'ailleurs dire que les syndicalistes soviétiques m'ont influencée dans une certaine mesure.

» En tout cas après un certain temps, ce groupe changea son nom, I.T.L., lié à celui de Lénine, et se dénomma Union des Syndicalistes. Il faut dire qu'à ce mouvement de résistance prenaient part aussi d'autres groupements dont l'idéologie n'était pas anarcho-syndicaliste. Ainsi il y avait à Vorkouta un groupe de détenus qui se dénommaient « marxistes » ou « kautskiniens ». Ils adoptaient l'idéologie des anciens sociaux-démocrates russes bien que personne parmi eux n'ait jamais vu ni connu de mencheviks en chair et en os. Ils ne les connaissaient qu'à travers les livres. Mais le nombre des marxistes était infiniment plus petit que celui des syndicalistes. Je pense que dans nos camps il y en avait une centaine, tandis qu'on comptait un nombre plusieurs fois supérieur de syndicalistes.

» Je voudrais aussi ajouter que les jeunes adeptes du syndicalisme et du marxisme classique menaient leurs discussions sur un niveau idéologique très élevé, en manifestant une bonne connaissance des ouvrages et en citant continuellement les théoriciens connus. J'ai compris qu'à l'université elles avaient la possibilité de lire dans les bibliothèques les œuvres des classiques du socialisme. En tout cas elles ont lu et étudié Karl Kautsky, Mehring, Edouard Bernstein, les deux Labriola, sans parler de Marx, Engels, Lénine, Plekhanov et autres. »

C'est le deuxième article que B. Gerland consacre dans le *Courrier socialiste* à ces jeunes révolutionnaires. Le premier a soulevé des doutes dans les milieux de l'émigration russe. On disait que la journaliste, ne connaissant pas bien la langue, avait mal interprété les initiales I.T.L. qui, en réalité veulent dire « Camps de correction et du travail » (Ispravitelno-Troudovye Lagueria) et non pas la vraie œuvre de Lénine. En réponse, Gerland écrit dans une note : « Je ne peux pas émettre de jugements quant à la pureté de la langue russe. Pendant mon séjour au camp j'ai appris à parler couramment le russe et j'étais capable de tenir une conversation et de discuter politique. Je peux dire ceci : Durant les années que j'ai passées au camp de Vorkouta ainsi que dans les camps de transit sur mon chemin de retour, le nom de I.T.L. était toujours employé comme désignation d'un groupement politique et je n'ai jamais remarqué qu'on l'employât dans un sens péjoratif. »

En effet, on ne voit pas pourquoi B. Gerland inventerait l'existence de ces jeunes révolutionnaires. Comme nous l'avons vu, la pièce de Zorine, « Les Invités », confirme elle aussi l'existence d'une opposition radicale contre l'état actuel des choses. On ne peut que discuter des proportions et de l'écho qu'elle rencontre dans le pays. Cette opposition montre que les meilleurs enfants du peuple ne veulent pas « coexister » avec les Malenkov, Khrouchtchev et autres Vychinsky et Molotov. En face de la caste privilégiée, les oppositionnels affirment le droit du peuple à la justice sociale et élaborent des revendications intimentement apparentées à celles des matelots insurgés de Kronstadt en 1921, ce qui montre que malgré la dictature et la terreur la lutte pour l'égalité et la liberté continue en Russie.

L. METT.

La liquidation des "comptoirs" européens aux Indes

La liquidation des derniers établissements européens des Indes est à l'ordre du jour. Le Monde trouve « pitoyable » la fin des comptoirs français.

« Pitoyable », en effet, elle l'est bien... par le manque d'imagination et d'intelligence politiques qu'elle révèle dans notre personnel dirigeant.

Pitoyable, mais non imprévisible, loin de là ! Dès avril 52, Péra nous avait envoyé l'article ci-dessous, qui, pour avoir dormi dans nos cartons, n'a presque rien perdu de son actualité.

Bien entendu, les réflexions de Péra s'appliquent aussi bien au Portugal qu'à la France. On peut même remarquer que plus un Etat est faible, plus il montre d'étroitesse et de hargne dans son nationalisme.

Chandernagor vient d'être cédé par la France à l'Etat indien.

« C'est une ville, a expliqué M. Schumann aux députés, qui... économiquement est dans la dépendance totale des territoires voisins. »

Comme cette situation économique est aujourd'hui parfaitement vraie non seulement pour Chandernagor, mais pour les autres « comptoirs » français, il est sûr qu'une mesure analogue sera prise demain pour Mahé, Yanaon, Karikal et Pondichéry.

Ainsi est confirmé l'extraordinaire manque d'imagination de notre personnel politique.

Officiels comme opposants sont restés enfermés dans la question nationale : « France ? Inde ? », alors que s'il y a des points au monde où la question nationale devait être dépassée, ce sont bien ces comptoirs des Indes.

Je ne les connais pas tous, ces comptoirs. Mais je connais le moins inimportant d'entre eux, Pondichéry.

Les Pondichériens sont des gens très gentils, d'une douceur remarquable. (Cela tient-il à une influence bouddhique ?) Et l'on ne peut que vouloir du bien à ces doux agneaux.

Quelle était leur situation quand je les ai connus (dans les années 1930) ?

Elle n'était pas si mauvaise.

Ils étaient citoyens français (depuis 1848). Je dis bien **citoyens** — et non « sujets », comme, par exemple, à la même époque, les Algériens et les Malgaches. Ils avaient les droits des citoyens ; mais, par suite de mesures exceptionnelles bien compréhensibles dès qu'on y songe, ils **échappaient aux pénibles obligations qu'entraîne la citoyenneté française** : ils échappaient notamment aux impôts français et au service militaire français.

Ajoutons que les comptoirs étaient maîtres de leurs tarifs douaniers. Ils avaient donc, tout en évitant les dépenses de souveraineté, l'avantage essentiel d'une souveraineté de fait.

Une telle situation, bien évidemment, ne présentait pas un caractère de durabilité éternelle.

Il était évident que la situation privilégiée se détériorerait le jour où le pays serait rattaché effectivement à un grand Etat, soit Etat français (éventualité bien improbable), soit Etat indien. Alors commenceraient les servitudes qu'implique l'appartenance réelle à un grand Etat.

Et, dès 1930, le but raisonnable à poursuivre pouvait apparaître. Ce n'était ni du nationalisme français ni du nationalisme indien. C'était la **conservation des franchises locales**, avec, pour les

habitants, **constitution d'une double nationalité** : acquisition de droits à Delhi, sans perdre, pour cela, les droits antérieurement acquis à Paris (1).

L'espoir en une solution de ce genre a commencé à disparaître en 41, de Gaulle renonçant alors à la souveraineté économique locale et incluant les comptoirs dans le système douanier indien. Dès lors la survie, ou la disparition, de la petite industrie textile de Pondichéry — la seule industrie des comptoirs — dépendait de New-Delhi et il était sûr que les comptoirs marchaient à l'annexion pure et simple. Quelques années après, en 47, la France cédait les « loges », petits territoires français, sans façade maritime, inclus en territoire indien. Avec la cession actuelle de Chandernagor, on est entré dans la dernière phase du processus.

Un referendum a eu lieu à Chandernagor. Il ne semble pas qu'il y en ait eu encore dans les autres comptoirs. S'ils ont lieu, il sera impossible de les tenir pour vraiment honnêtes et satisfaisants, s'ils se contentent de poser la question « **Etat français ou Etat indien ?** », en négligeant la question de la double nationalité, avec retour aux franchises locales.

La IV^e République se pique d'internationalisme dans de grands projets dont tout le monde sait bien qu'ils ne fonctionneront jamais (« armée européenne », « haute autorité ») ; mais elle néglige systématiquement de dépasser le nationalisme sur les petits points où elle aurait pu le faire facilement, en admettant une binationalité. Ce fut le cas, hier, au Val d'Aoste. (Il n'y a aucune bonne raison pour que les Valdôtains alimentent le budget de Paris, ou celui de Rome.) C'est le cas aujourd'hui à Pondichéry. Ce pourrait l'être dans la Sarre.

Ce comportement n'est d'ailleurs pas le fait du hasard. L'Etat centralisé moderne, l'Etat-Leviathan, aime mieux perdre des citoyens et des territoires que de tolérer une atteinte à son principe de Léviathan centralisé.

17 avril 1952.

J. PERA.

(1) Ces droits comprenaient, en ces temps lointains, outre le droit électoral et l'accessibilité aux emplois publics, le droit de libre circulation en territoire français. Vous me direz que les Pondichériens n'usaient guère de ce droit et que vous les rencontriez peu sur les rives de la Seine. Mais ils aimaient les bords du Mékong. Etablis là en tant que commerçants, ils constituaient une part importante du corps électoral. (Car seuls avaient droit de vote, en la colonie de Cochinchine, les « citoyens » français.)

L'intervention des libertaires suédois dans les municipalités

La « Commune » fut, il y a trois quarts de siècle, le grand cri de ralliement du prolétariat parisien ; les « Soviets » furent, il y a moins d'un demi-siècle, celui du prolétariat russe.

Dans les deux cas il s'agissait de la même chose : l'institution d'organisations locales (donc facilement contrôlables par les citoyens) dotées de pouvoirs étendus, voire de tout le pouvoir.

La Commune contre l'Etat, telle est en somme la base de cette conception.

L'article que l'on va lire montre que, sous une forme moins ambitieuse, cette idée est reprise plus ou moins aujourd'hui par les révolutionnaires suédois.

L'intervention des libertaires suédois dans les municipalités est née de la vie quotidienne des ouvriers syndicalistes de certains départements du pays, plus spécialement de ceux des régions forestières. Dans certaines contrées, où les travailleurs organisés dans la S.A.C. (Organisation syndicaliste libertaire) exerçaient déjà une large influence dans les luttes menées pour l'amélioration des conditions de vie de l'ouvrier, on sentait le besoin d'élargir le champ des activités libertaires en le portant au-delà du cadre proprement syndical. Il était impossible de laisser aux mains des partis politiques la solution des problèmes sociaux non inclus dans la sphère syndicale, surtout alors que la majorité des travailleurs de ces contrées se trouvaient en dehors des partis politiques, du fait qu'ils étaient libertaires.

Or, en Suède, l'autonomie des municipalités est relativement grande, ce qui donne de larges possibilités pour une intervention non politique dans de nombreux organismes municipaux, ce qui fit qu'en différents endroits du pays beaucoup de syndicalistes libertaires se mirent à s'intéresser aux affaires municipales. Ils agissaient de leur propre chef — car il n'y avait pas de théorie définie pour cette espèce d'activité — et sans avoir établi de relations préalables avec les militants qui, ailleurs, étaient arrivés aux mêmes conclusions. La discussion systématique des problèmes relatifs aux affaires municipales ne commença qu'après la seconde guerre mondiale. Les groupes de bûcherons, ainsi que des petits paysans, qui, des années durant, avaient travaillé dans les municipalités, se mirent en contact pour, finalement, se réunir en un congrès et constituer la **Fédération des Libertaires municipaux**, en marge de la S.A.C. (centrale syndicale du pays) où la plupart de ces hommes militent, et y sont même les syndicalistes les plus actifs et les plus caractérisés. Un congrès de la S.A.C. prit une résolution déclarant la Fédération indépendante des syndicats, mais déclarant aussi que l'intervention dans les municipalités n'est pas incompatible avec le caractère de militant de la S.A.C.

L'intervention dans les municipalités est un mouvement modeste, jusqu'à présent limité à quelques régions. Dans une certaine mesure, il représente l'opposition de la population agricole et forestière au centralisme politique toujours crois-

sant et au rôle prépondérant que joue la capitale du pays.

La simplicité administrative est le caractère de la Fédération. Pas de fonctionnaires ou de politiciens de métier. Ses groupes et l'aide désintéressée de quelques militants des villes la font vivre. Les groupes sont formés par des ouvriers et des paysans, qui respectent cependant les intérêts des autres éléments de la population. Bien que de portée encore assez limitée, c'est un mouvement sain, très enraciné dans les régions où il existe et fonctionne. Le 25 avril de cette année, les représentants d'un certain nombre de groupes se sont réunis à Gayle pour étudier la création d'un programme définitif et commun à tout le mouvement. Il est évident que la mise en pratique de ce programme dépend essentiellement de conditions locales, et varie selon les régions. Cependant, les militants ne voient pas les choses d'un point de vue purement local ; bien au contraire, ils ont une vision d'ensemble, et ils ne considèrent pas la « municipalité » comme un organisme isolé, indépendant de la société. Ils essaient de sauvegarder les anciennes traditions municipales et cantonales qui ont toujours caractérisé la vie paysanne de la Suède et d'adapter cette autonomie communale aux besoins de la vie moderne. Agissant de la sorte, les libertaires s'opposent aux tendances bureaucratiques du parti socialiste qui tendent à convertir la communauté sociale en un objet passif aux mains d'une direction super-centralisée qui, en même temps qu'elle empêche le développement de la démocratie, institue de nouvelles catégories et substitue de nouveaux privilèges à ceux qu'elle cherche à supprimer.

La Fédération nationale des libertaires des municipalités — F.K.R. — a été fondée pour mobiliser les énergies populaires pour la défense de la démocratie. La F.K.B. va contre toutes les appétences dictatoriales qui se cachent sous des apparences pseudo-révolutionnaires, qu'elles soient de tendances communistes ou fascistes ; elle rejette la superstition envers l'Etat, qui caractérise les socialistes, et elle reproche aux partis bourgeois leur manque de compréhension devant la nécessité d'une Sécurité sociale dans laquelle les masses populaires voient l'un des fondements de la liberté personnelle.

RUDIGER.

Grèves en Allemagne ⁽¹⁾

Début août, quinze mille travailleurs des services municipaux cessaient le travail à Hambourg ; une dizaine de jours plus tard, un accord était signé accordant une augmentation horaire de 7 pfennig aux ouvriers, et de 4,5 % aux mensuels. Presque en même temps près de deux cent cinquante mille métallurgistes entraient en conflit ouvert avec le patronat en Bavière, appuyant leurs revendications (12 pfennig (2) d'augmentation par heure, 12 % d'augmentation pour les mensuels) par la grève. En Bade-Wurtemberg, une menace de grève entraînait une augmentation de 6 à 8 pfennig de l'heure pour les métallurgistes. D'autres mouvements se dessinent ou se préparent. Pour environ un million et demi de salariés, les contrats de travail viennent à expiration. Chez les fonctionnaires, des demandes sont présentées pour le relèvement des traitements.

Faut-il conclure de ce tableau que l'Allemagne de l'Ouest se trouve à la veille de vastes conflits sociaux et que la situation soit tendue au point de rappeler les années de « l'autre » après-guerre ? Il ne semble pas. Ce qui est plus sûrement exact, c'est que la période de paix sociale, entre une classe ouvrière acceptant les « disciplines nationales » et un patronat vigoureux réorganisant l'industrie et reprenant sa place sur les marchés mondiaux grâce aux salaires bloqués, aux investissements massifs et aux dégrèvements fiscaux, se termine.

Depuis plusieurs mois, la presse ouvrière menait campagne en faveur d'un relèvement des salaires et de la semaine de quarante heures. Le Dr Agartz, conseiller de la D.G.B., expliquait qu'une politique « expansionniste » des salaires était indispensable pour développer le marché intérieur. Les journaux patronaux répondaient par des articles d'allure savante. Les économistes de « l'Industriekurier » parlaient de la menace inflationniste et du coup porté au combat mené par l'Allemagne pour soutenir la concurrence étrangère. Sans insister sur le détail de la polémique dont le ton se haussait à mesure que les arguments s'accumulaient de part et d'autre, il est évident que le climat nouveau s'explique chez les ouvriers par des considérations plus simples et sans doute plus solides : après une dizaine d'années d'efforts et de privations, le moment est venu de bénéficier de l'extraordinaire redressement économique. D'importants groupes d'usines ont été construits ou reconstruits, l'autofinancement a permis la rapide extension d'entreprises chétives au départ ; les dividendes versés aux actionnaires sont en hausse sensible depuis deux ou trois ans. Le gâteau est suffisamment grand pour que son partage se fasse de manière plus équitable. Les chiffres confirment ce sentiment spontané : l'indice des biens d'investissement (100 en 1936) passait de

82,7 en 1949 à 204 en avril 1954 ; alors que celui des biens de consommation ne grimpeait que de 85,9 en 1949 à 162 en avril 1954.

En réalité, les revendications ouvrières apparaissent d'une exceptionnelle modestie. Freitag, président de la D.G.B., a précisé que la centrale syndicale n'exigeait pas une augmentation générale des salaires, mais que les demandes s'adressaient à un certain nombre de branches industrielles. D'après les calculs de la direction confédérale, le total des revendications représenterait 5 % du volume salarial actuel.

D'autres facteurs interviennent sans nul doute pour inciter les travailleurs à se montrer moins dociles qu'au cours de la période de reconstruction et de redressement. Sur le plan parlementaire, aucun espoir ne leur est laissé. Bien que la D.G.B. groupe indistinctement travailleurs chrétiens et travailleurs socialistes, il est normal que ces derniers soient tentés de porter la lutte sur le terrain syndical, après l'échec électoral enregistré par leur parti. La grève des services municipaux à Hambourg a sans doute symbolisé cette tendance ; elle a éclaté peu après que la mairie eut été enlevée aux social-démocrates par les démo-chrétiens. Le même phénomène, quoique de moindre envergure et répondant à d'autres mobiles, se répète pour les minorités communistes, actives chez les mineurs et chez les métallos. Enfin, un certain sentiment de crainte se manifeste chez les travailleurs quand ils constatent l'identité des politiques gouvernementale et patronale en matière de salaires. Le parti démocrate de la Liberté (F.D.P.), dont les attaches avec les milieux industriels sont notoires et qui figure dans la coalition ministérielle, n'a pas manqué de proposer par la voix de son leader, le Dr Dehler, l'interdiction légale des grèves dans les services publics... Les chrétiens de gauche (tendance Arnold en Ruhr-Rhénanie), qui s'alliaient volontiers avec les socialistes il y a quelques années, sont aujourd'hui associés dans les gouvernements locaux avec le F.D.P.

La structure des syndicats laisse à chaque organisation régionale le soin de mener son combat dans le cadre des « laender ». Les salaires varient d'une province à l'autre. Ce système peut présenter des avantages pour la D.G.B. (laquelle rassemble près de six millions de salariés sur un total de 16,5), si celle-ci mène une offensive « en souplesse ». Mais il peut présenter le défaut de la bataille en ordre dispersé, défaut que certains milieux espèrent exploiter et multiplier, en favorisant la création de nouveaux syndicats par la sortie des éléments chrétiens de la centrale unique. L'idée de la scission a fréquemment été mise en avant et elle reparait chaque fois que les rapports travail-capital s'aggravent.

Le retour à l'arme de la grève par la classe ouvrière allemande, après une période de trêve, forcée ou volontaire suivant les époques, longue de vingt ans, signale, en fin de compte, le retour à la santé de l'économie allemande. Après l'écroulement du III^e Reich, alors que nombre d'entreprises minières et métallurgiques se trouvaient sans propriétaires légaux, le mouvement syndical est parvenu à obtenir que ces deux secteurs industriels soient orga-

(1) Cette note sur la situation sociale allemande a été rédigée sur la base d'une documentation rassemblée en France. Elle ne peut ni ne veut remplacer l'étude ou le reportage d'un militant mêlé aux grèves, et nous espérons qu'en notre prochain numéro la voix du syndicalisme allemand se fera entendre.

(2) Le pfennig vaut environ 1 franc français.

nisés sous le signe de la cogestion. Aujourd'hui, le capitalisme a repris du poil de la bête. Un coup d'arrêt a frappé la tendance nouvelle par la loi de mai 1951 qui limitait le système de cogestion aux situations acquises. Au sein des entreprises « cogérées », de nouveaux problèmes ont surgi, dont le moindre n'est pas celui des frictions entre « directeurs du travail » théoriquement contrôlés par les syndicats, et les syndiqués membres du personnel. Les puissances d'argent s'efforcent de tourner la loi en imposant leur politique aux entreprises qu'elles financent tout en échappant au contrôle que les représentants ouvriers ne peuvent exercer qu'à l'échelon industriel. Le gouvernement s'oriente vers les formules de « marché libre » pour la construction et cherche à se débarrasser du far-

deau des subventions qui favorisaient les locataires ouvriers.

La grande tendance est donc au retour de puissance du capitalisme. L'heure serait bien choisie pour dresser un premier bilan de l'expérience de la cogestion, avec défauts et qualités. Pour les syndicats allemands, directement intéressés, et pour les syndicats des autres pays soucieux de s'épargner des faux pas.

Car, au-delà de la bataille des salaires qui s'amorce en Allemagne de l'Ouest, le problème de la participation effective de la classe ouvrière au contrôle, à la gestion, à l'orientation de l'économie, continue à se poser, non en théorie exaltante, mais en dure pratique.

L'ITINERANT.

GUATEMALA

Une déclaration du C. I. O. sur le Guatemala

La fureur patriotique d'un peuple ne connaît pas de bornes lorsque son gouvernement se livre à quelque acte de banditisme ne comportant aucun risque. Aussi est-il souvent difficile, en de pareilles circonstances, de ne pas hurler avec les loups.

C'est pourquoi il convient de féliciter la grande organisation syndicale américaine du C.I.O. d'avoir eu le courage de remettre beaucoup de choses au point en ce qui concerne le Guatemala, par la déclaration du 29 juin dernier que l'on va lire. Regrettons cependant que le C.I.O. n'ait pas cru devoir aller plus loin en dénonçant son propre gouvernement comme l'instigateur et l'organisateur de l'agression contre la petite république socialiste, au lieu de s'adresser à lui comme à un pauvre innocent qui ignore tout.

Voici cette déclaration :

Les combats actuels au Guatemala prouvent le besoin urgent d'une politique positive et solide des Etats-Unis dans cet hémisphère. Nulle part l'absence d'une politique basée sur les besoins du peuple ne nous contrarie plus dans notre combat contre l'impérialisme communiste qu'en Amérique du Sud et en ce moment au Guatemala.

Sans minimiser la force militaire et la nécessité d'être prêts pour prévenir ou repousser une agression communiste, il est clair que les avions, les bombes et les canons ne fournissent aucune réponse solide et durable à la lutte politique et sociale, à l'injustice politique en Amérique latine.

Il a été démontré maintes fois que le communisme peut saisir le pouvoir, en utilisant systématiquement des programmes naturels, estimables pour s'installer finalement dans la place par la force et la terreur.

Les conditions qui en 1944 ont provoqué un soulèvement réellement démocratique au Guatemala avec comme buts : l'indépendance nationale, des réformes économiques et sociales, existent dans tout autre pays latin démocratique.

Les grands propriétaires terriens (y compris les compagnies étrangères et plus particulièrement la United Fruit Company) ont perdu certains de leurs privilèges, permettant l'exploitation de la pauvreté et des besoins des paysans et travailleurs du Guatemala. Ils doivent subir de nouvelles obligations, telles que de meilleurs salaires, de modestes mesures de sécurité sociale et des conditions de travail légèrement améliorées. Bien qu'inférieures, ces conditions de vie sont plus élevées que dans d'autres pays de l'Amérique latine.

Au Honduras, par exemple, les travailleurs non

communistes ont fait la grève, pendant des semaines, pour obtenir de leurs employeurs, de l'United Fruit Company, des salaires bruts inférieurs de 2 dollars par jour à ceux payés au Guatemala.

Trop souvent le gouvernement des Etats-Unis est confondu avec l'United Fruit et autres « corporations » qui veulent maintenir les bas salaires et bloquer les réformes économiques et sociales.

Les communistes n'ont joué qu'un faible rôle dans la révolution de 1944 au Guatemala. Cette identification des Etats-Unis avec les compagnies étrangères laisse le champ libre aux forces communistes, faibles, mais disciplinées, dans toute l'Amérique latine. Ils monopolisent les réformes économiques et sociales, enrôlant dans ce mouvement, dans bien des cas, des masses de paysans salariés, fonctionnaires, ainsi que d'importantes fractions de l'armée. Partis comme compagnons de voyage, quand des réformes furent réalisées, ils finissent par contrôler les organisations et à la fin, le gouvernement lui-même.

Au Guatemala, l'opération ne semble pas avoir complètement réussi. Les communistes sont numériquement un petit groupe de moins de 2.000 membres inscrits. Autant qu'on puisse le dire, le Président Arbenz n'est pas des leurs. Ils n'ont aucun poste dans le gouvernement et seulement 4 des 56 sièges du Congrès.

Rien ne pourrait mieux renforcer l'influence communiste au Guatemala que de fournir de nouveaux motifs d'identification du gouvernement des Etats-Unis avec les forces qui, de l'intérieur ou de l'extérieur du Guatemala combattent les réformes de 1944 et qui, aux yeux des Américains latins, semblent plus attachés aux compagnies étrangères que

soucieux du bien-être de leur propre pays et de leur propre peuple.

Sur la base des observations et informations de l'organisation régionale américaine de la C.I.S.L., nous insistons auprès du président Eisenhower, du secrétaire d'Etat, de l'administration, de la délégation à l'organisation des Etats américains, pour l'adoption des principes d'action suivants comme éléments essentiels de la politique des Etats-Unis en Amérique latine :

1° Convaincre par la parole et par l'action les peuples et gouvernements de l'Amérique latine que l'aide totale du peuple américain sera accordée aux efforts légitimes pour une réforme politique, économique et sociale, engagée par des décisions démocratiques. La réalisation demandera des années, à cause d'amères expériences passées. Elle devra donc être entreprise et menée avec toute la vigueur possible.

2° Le Département d'Etat notifierait à toutes les compagnies des Etats-Unis opérant en Amérique latine — y compris l'United Fruit — qu'on attend d'elles qu'elles se soumettent aux lois et règlements adoptés démocratiquement dans chaque pays. Qu'en aucun cas, le gouvernement des Etats-Unis n'aidera des efforts faits pour combattre, retarder ou violer une telle législation. Que toute tentative directe ou indirecte pour fomenter ou financer une résistance armée, une sédition ou une agression sera considérée comme une intervention injustifiée dans les affaires intérieures des pays amis et comme telle brisant les relations entre les Etats-Unis et nos alliés.

3° De concert avec les nations latines américaines, les Etats-Unis notifieraient au communisme mondial que nous ne tolérerons plus tout effort de subversion contre les gouvernements libres dans cet hémisphère et partout ailleurs.

4° Les problèmes de réforme agraire et de conditions de travail sont l'élément vital dans les conflits entre la liberté et la stratégie communiste.

Donc, toutes les nations participant à l'effort de défense mutuelle s'entendraient sur une déclaration claire des droits des fermiers, travailleurs agricoles et salariés de l'industrie de s'organiser et d'agir collectivement au sein des syndicats de leur choix.

5° Le travail serait représenté dans une commission d'enquête nommée par l'organisation des Etats américains, dont la mission porterait sur :

A — La preuve, les sources et les effets de l'influence et du contrôle communistes sur le gouvernement du Guatemala.

B — La nature et l'étendue de l'intervention étrangère — communiste ou non — dans les affaires intérieures du Guatemala.

C — Les conditions de l'invasion du Guatemala en juin 1954 (origine des fonds, des armes, des avions, des hommes).

D — Le caractère des groupes et des personnes à l'intérieur du Guatemala et du Honduras et d'ailleurs qui ont coopéré avec les insurgés, afin de déterminer la valeur démocratique ou non démocratique ou anti-démocratique de cette participation à la rébellion.

6° Nous insistons auprès du gouvernement des Etats-Unis pour dresser, de concert avec les gouvernements démocratiques de l'Amérique latine, un programme d'action sur les points suivants :

A — Mesures pratiques pour renforcer les pratiques et les forces démocratiques au Guatemala et dans toute l'Amérique latine.

B — Pacte dans cet hémisphère, comportant défense militaire et construction d'une économie interaméricaine basée sur un sérieux relèvement du niveau de vie, utilisant l'abondance que nos terres,

nos mines, nos usines et le génie de l'homme peuvent produire.

C — Programme d'assistance technique et de coopération sur une échelle réellement efficiente. Un tel programme, réalisé avec une partie seulement des dépenses pour la défense purement militaire, peut et doit donner aux peuples de l'Amérique latine une chance de développer leur économie, de produire davantage, de jouir d'une part légitime de ce qu'ils produisent, et d'acquérir la capacité nécessaire à la défense des droits démocratiques.

Parmi nos

LETTRES

Du camarade CHERON, de Paris :

Je crois que l'attachement de certains camarades de la rédaction à défendre un peu trop ouvertement les syndicats américains est aussi néfaste pour le prolétariat que le sont ceux qui se font les adulateurs des syndicats soviétiques. Les uns et les autres de ces syndicats ne représentent à mes yeux que les deux blocs antagonistes qui recherchent la domination mondiale. M'étant débarrassé des uns, je ne veux à aucun prix tomber chez les autres, les considérant aussi dangereux et aussi néfastes les uns que les autres ; seules leurs apparences et leurs méthodes ne sont pas pareilles, mais le résultat est le même.

D'autre part, je crois qu'il faudrait chercher à savoir pourquoi les abonnements à la R.P. manquent de stabilité, à part, bien entendu, ceux des camarades attachés de longue date au mouvement syndical. Il faudrait, pour attirer davantage le lecteur, traiter d'une façon assez claire et documentée certains problèmes d'actualité qu'ont besoin de connaître beaucoup de camarades qui occupent des postes de responsabilité dans les syndicats et de conclure en donnant le point de vue syndicaliste révolutionnaire.

Beaucoup de discussions sont actuellement en cours, non seulement sur des questions d'ordre revendicatif ou économique, mais aussi sur les alliances militaires (C.E.D.) ; il serait bon de connaître sur ces points la position de certains camarades, d'autant plus que de tout temps les syndicalistes révolutionnaires ont manifesté des tendances antimilitaristes.

D'autres sujets pourraient être aussi traités, telle la reconstruction des logements, dont aucune organisation syndicale, y compris les fédérations du bâtiment, ne s'occupe. C'est le dédain de toutes ces petites choses qui a coûté cher à la révolution espagnole, et le camarade Louzon avec qui, là-bas, en 1937, nous étions en contradiction pourrait, sans doute, après réflexion vous le rappeler. Tout cela peut-être ne pourrait être traité à fond, mais les éléments essentiels devraient en être fournis aux militants.

Si je vous rappelle tout ceci, c'est que voyageant à travers toute la France, je me rends compte que les éléments les plus combattifs, ne trouvant rien dans la presse prolétarienne et révolutionnaire, se gargarisent de ce qu'ils trouvent dans la presse bourgeoise ou petite-bourgeoise comme France-Observateur.

Notre camarade a parfaitement raison lorsqu'il dit que la R.P. doit être une mine de renseignements et d'idées pour les militants du syndicalisme révolutionnaire.

C'est ce que nous nous efforçons de faire, mais il n'est pas toujours facile d'être complet. Rappelons cependant que nous avons suivi les événements d'Indochine presque jour par jour, que nous avons, dès le début, montré l'importance des événements d'Afrique du Nord, que nous avons fourni des analyses du plan Schuman et, depuis que celui-ci est entré en vigueur, de certaines de ses conséquences, que nous avons à maintes reprises dénoncé l'erreur de la hausse des salaires qui fait monter les prix, et décortiqué cette notion de la « productivité » dont on cherche à recouvrir une exploitation accrue du prolétariat ; nous avons exposé tout au long la grande affaire de corruption Bedes ; nous avons dès le premier jour, alors que la grande presse faisait encore un silence pudique sur elle, précisé les effets destructeurs de la bombe à hydrogène, nous avons fait de la question du désarmement le test qui permettait de juger de la « volonté de paix » des uns et des autres ; nous avons analysé, avant même la mort de Staline, la crise qui l'accompagna ; nous avons relaté en détail les événements de Berlin, et enfin, sur la C.E.D., deux camarades au moins, dont un de langue allemande, ont donné leur avis et en ont indiqué les raisons.

Mais, évidemment ! il y a encore des trous, telle la question des logements, et sans doute bien d'autres. Nous chercherons à les combler.

D'une lettre d'un camarade tunisien de Tunis, datée de deux jours avant le voyage de Mendès-France :

Ça chauffe ici. Perquisitions par quartier, par rue, par impasse.

Butin ? zéro.

Mais des arrestations de « suspects », et tous les destouriens et tous les travailleurs, surtout les chômeurs, sont des suspects.

Dans le bled et dans les villes, le réseau policier de renseignements est en pleine déroute. Colonna — le « sénateur » de Tunisie — lui-même s'en plaint dans un article de journal. Et c'est cela qui enrage le plus ces messieurs du « Rassemblement français » ; ils se sentent abandonnés par leurs valets ; cheikhs, inspecteurs et mouchards ne se sentent plus à l'aise.

Que donnera Mendès-France ? En tout cas, je pense que le Quai d'Orsay est toujours le même.

Du camarade MOUGEOT (Haute-Marne) :

Notre ami Auguste Mougeot, ouvrier plâtrier de 76 ans, à Melay (Haute-Marne), vieil abonné de la R.P. (depuis le premier numéro), n'est pas content de l'article de Delsol sur Jouhaux. Il nous écrit à ce propos :

J'ai toujours lutté contre la guerre ; en 1926 j'ai fait six mois de prison pour cela et je n'ai pas eu le prix Nobel de la Paix. Depuis 1914 j'ai pris Jouhaux pour un salaud, aussi j'ai été stupéfait en lisant l'article de Delsol sur la R.P. du mois de mai à propos de Jouhaux qui, lui, a été jusqu'au-boutiste pour la guerre 14-18 et qui a réussi à avoir le prix Nobel, ce qui me fait voir que ce prix est fait pour récompenser les traîtres. Oui Jouhaux a pu venir en aide d'une façon efficace en faveur de Lucie Colliard et autres, ce qui me prouve que le gouvernement n'avait rien à refuser à ce renégat.

Nous comprenons parfaitement la réaction de notre ami Mougeot. Elle est celle de la plupart des

militants qui ne peuvent oublier la responsabilité de Jouhaux dans l'abandon par la C.G.T. de sa politique d'avant 1914, véritablement pacifiste et internationale. Ceux-là ont rompu il y a quarante ans avec Jouhaux et n'ont jamais eu de raison de modifier leur jugement.

Mais il faut bien admettre que notre camarade Delsol, secrétaire d'une importante fédération syndicale, appelé à ce titre à rencontrer Jouhaux en des circonstances très diverses, ne pouvait porter sur l'ancien président de Force Ouvrière un jugement basé uniquement sur le désaccord — certes fondamental — qui nous a opposés à lui depuis le début de la guerre de 1914-18.

Du camarade HENENSAL, des Côtes-du-Nord :

Pas toujours d'accord avec Louzon, dont la russo-phobie est une vraie maladie. Ces pauvres Russes peuvent mettre tout ce qu'ils peuvent de bonne volonté et l'Amérique faire l'ogre, c'est quand même les Russes qui ont tort. Nos camarades en deviennent ridicules. Louzon n'a qu'à relire ses articles depuis la fin des hostilités pour se rendre compte de ses erreurs, mais ça ne l'empêchera pas de continuer, et Hagnauer de même.

Inutile de dire que je ne suis pas du tout « russo-phobe ». Mais ce que je suis, ce que je suis à fond, irrémédiablement, c'est totalitarismophobe. Je hais le despotisme, en quelque pays qu'il règne, que ce soit en Russie, en Allemagne ou en France. Je ne suis pas plus russo-phobe du fait que je combats l'Etat stalinien que je ne l'étais quand je combattais l'Etat czariste, ou que je n'étais germanophobe parce que j'étais anti-hitlérien, ou que je suis francophobe (bien que des procureurs de la République l'aient prétendu) parce que je combats le despotisme français aux colonies. — R. L.

L'EXTERMINATION D'UN PEUPLE

Le massacre des Kikuyu du Kenya se poursuit, avec la bénédiction du pape et de l'archevêque de Cantorbéry, à grande allure. Avec une magnifique impudeur, chaque jour ou chaque semaine, on publie le tableau de chasse :

— Durant la semaine finissant le 25 juillet, 19 Kikuyu furent tués.

— Durant la semaine finissant le 1^{er} août, 101 Kikuyu furent tués.

— En un seul jour, le 6 août, les « forces de l'ordre » massacrèrent 21 Kikuyu.

— Et le 9 août, 32.

— Enfin, dans la semaine finissant le 15 août, 96 Kikuyu avaient été tués.

Cette extermination de tout un peuple est dans l'ordre ; après l'avoir privé, en l'expropriant de ses terres puisqu'il avait commis le crime d'habiter des plateaux où l'Européen peut vivre, il faut bien le faire disparaître !

Les Anglo-Saxons, qui sont peut-être les plus féroces des Blancs, car ils sont le type même de la race, ont déjà fait disparaître totalement les indigènes de Tasmanie, réduit presque à rien ceux d'Australie et à fort peu de chose ceux d'Amérique du Nord, ils sont maintenant en train de faire disparaître ceux des hauts plateaux du Kenya.

Avoir déjà dépeuplé pendant trois siècles l'Afrique par la traite des Noirs ne suffit pas au Blanc ; il lui faut la dépeupler encore par le massacre pur et simple. La France de la IV^e République s'enorgueillit de ses 80.000 tués de Madagascar ; de combien de Kikuyu tués s'enorgueillira finalement l'Angleterre churchillienne ?

LA PLAQUE TOURNANTE DE 1914

Je publie aujourd'hui les observations et les réflexions que m'a inspirées le 40^e anniversaire de la déclaration de guerre de 1914.

Je n'ai pas la prétention d'avoir accompli une œuvre d'historien. Ma documentation est assez légère et je suis obligé de travailler surtout sur des souvenirs. Je ne crains pas des rectifications. Au contraire, je les appelle.

Je renvoie d'ailleurs à la fin de mon article, quelques notes complémentaires, pour éclairer les jeunes, encore mal informés sur cette lourde époque.

Il me plaît de dédier ces pages à ceux qui ont orienté l'adolescent pacifiste par sentimentalité que j'étais en 1918. A Gilbert Raguiet, qui me fit connaître le Comité pour la reprise des relations internationales. A Marcel Hasfeld qui me mit en contact avec la vieille Vie Ouvrière. Et aussi à Pierre Monatte et à Alfred Rosmer qui furent nos guides pendant quarante ans, parce qu'ils étaient demeurés fermes sur la plaque tournante de 1914.

En septembre 1949, le dixième anniversaire de la déclaration de guerre de 1939 nous incitait à confronter nos souvenirs aux leçons de l'expérience vécue pendant la guerre, l'occupation, la libération.

Le quarantième anniversaire de la déclaration de guerre d'août 1914 provoque une revue rétrospective plus riche et plus complexe, éclairée par des souvenirs beaucoup plus confus (1).

Cependant, pour notre génération 1914 reste la date décisive, le tournant essentiel. Que nous ayons participé physiquement à la guerre, que nous ayons simplement livré au « diable » notre corps d'adolescent, nous méritons tous le terme par lequel nos anciens nous qualifiaient sévèrement : « des nés de la guerre ».

Toute la révolte des jeunes héros campés par Remarque dans *A l'Ouest, rien de nouveau* tient dans cette définition. Tout ce que nous avons cueilli dans le jardin de nos pères et de nos maîtres se dispersa au premier coup de canon. Nous n'avions rien planté nous-mêmes.

Parmi les survivants de 1918, on pourrait facilement distinguer deux tendances fondamentales : celle des « démobilisés » revenant aux arbres, à la maison, à la charrue, à l'atelier, au mouvement d'avant guerre ; celle des « libérés », que la guerre avait émancipés civilement et socialement, qui « n'avaient pas de passé » selon le mot terrible du héros de Remarque. Peut-être trouverait-on dans cette distinction primaire l'explication des succès du bolchevisme, du fascisme, de l'hitlérisme même ?

Sans doute les faits ne pèsent-ils pas du même poids sur une génération « localisée dans le temps » et sur les facteurs permanents de l'évolution humaine. La tragédie d'une génération n'oriente pas obligatoirement l'histoire. Celle-ci s'appuie sur d'autres données pour porter 1914 sur une plaque de carrefour important, pour inaugurer le vingtième siècle par cette date décisive.

Louzon dans *l'Ere de l'Impérialisme* juge la guer-

re de 1914-1918 comme le terme de la formation des nations et nationalités (2).

Monatte reste convaincu que le reniement en 1914 du syndicalisme révolutionnaire de 1906 explique dans une large mesure les défaillances, les défaites, les débâcles subies par la classe ouvrière pendant quarante ans.

Revenons donc à ce carrefour tragique, et cherchons les causes et les raisons d'une orientation dont nous subissons toujours les effets.

L'ALIGNEMENT DE LA C.G.T. ET DU PARTI SOCIALISTE DANS L'UNION SACRÉE

Au 2 août 1914, la nation semblait unanime. Chacun prenait place dans l'Union sacrée. En quelques jours toutes les oppositions, toutes les divergences s'étaient anéanties.

On a fréquemment rappelé dans nos colonnes l'effondrement de la direction de la C.G.T. en 1914. Le congrès confédéral extraordinaire de novembre 1912 avait formulé le devoir individuel de tout travailleur : « ne pas répondre à l'ordre d'appel », et l'objectif de l'organisation ouvrière : « préparer la grève générale révolutionnaire ». Formules totalement méprisées.

(2) C'est là un problème qui appellerait un autre débat. Pour Louzon, la guerre de 1914 apparaîtrait donc comme une nécessité historique. Cette considération, et peut-être la défense de l'originalité du mouvement français contre l'étatisme germanique expliquent qu'il n'eut pas la même position que Monatte et Rosmer. N'oublions pas que Pierre Kropotkine et James Guillaume — apôtres de l'anarchisme et du syndicalisme — se prononcèrent également pour la résistance à l'impérialisme allemand. Un autre collaborateur de la vieille *Vie Ouvrière*, Albert Thierry, se battait... pour la culture classique française.

Mais Louzon et Thierry payèrent de leur personne, ce qui leur conférait le droit de ne pas penser comme leurs amis. Ce qui peut paraître répugnant, même avec le recul du temps, c'est le jusqu'aboutisme des « sursis d'appel » en 1914, des « affectations spéciales » en 1939.

(1) J'emprunte la plupart de mes citations quant à l'attitude de la C.G.T. et du parti socialiste au livre de A. Rosmer : *Le mouvement ouvrier pendant la guerre*, dont l'intérêt capital n'a pas diminué.

Dans son manifeste du 2 août 1914, la C.G.T. ne pouvait que « déplorer le fait accompli ». Son organe : la *Bataille syndicaliste* citait le même jour le *Bonnet Rouge* qui avait annoncé la veille « que le gouvernement renonçait à user du carnet B et que si on voulait perpétrer AILLEURS le crime monstrueux contre l'humanité, tous les Français sauraient faire leur devoir ».

Le 4 août, aux obsèques de Jaurès, Jouhaux (3) prononce ces paroles désormais historiques : « Au nom de ceux qui partent et dont je suis, je déclare que ce n'est pas la haine du peuple allemand qui nous poussera sur les champs de bataille, c'est la haine de l'impérialisme allemand. » Le 8 août, le Comité de Secours National réunissait aux côtés de Maurice Barrès, président de la Ligue des Patriotes, de Mlle Déroulède (sœur du fondateur de la Ligue des Patriotes), de Maurice Pujo (de l'Action Française), du représentant de l'archevêque de Paris — Jouhaux et Bled (secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine).

Le 30 août Jouhaux, avec l'autorisation de la majorité du Comité Confédéral (la Fédération des Métaux ayant protesté par l'organe de Lenoir) suit le gouvernement à Bordeaux, où il sera nommé commissaire à la Nation, à titre personnel.

Le parti socialiste français restait divisé en deux grandes tendances : celle de Jaurès, pour qui le socialisme prolongeait et accomplissait la démocratie ; celle de Jules Guesde, qui se réclamait de l'orthodoxie marxiste et s'apparentait à la majorité de la social-démocratie allemande dont Karl Kautsky était le théoricien incontesté. Les deux vétérans de la Commune, Edouard Vaillant et Jean Allemane, héritiers du blanquisme révolutionnaire, suivaient des destins contraires. Le premier se neutralisait dans le parlementarisme. Le second, qui avait perdu en 1910 son siège de député, tentait sans grand succès en 1914 de ressusciter le vieux parti ouvrier révolutionnaire qu'il avait mené à la bataille dans les dernières années du XIX^e siècle.

Pendant un congrès extraordinaire du parti socialiste avait été convoqué le 14 juillet 1914 — soit quinze jours après l'attentat de Serajevo, prodrome de la guerre.

Jaurès qui sentait le péril proposait, « comme particulièrement efficace pour prévenir et empêcher la guerre, la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés ».

Jules Guesde s'y opposait. Ce serait désarmer le pays où l'organisation ouvrière serait la plus forte, ce serait donc « un crime de haute trahison contre le socialisme ».

Jaurès l'emportait, grâce au soutien de Vaillant, peut-être aux interventions de Sembat et d'Albert Thomas.

Rien ne subsistait le 2 août 1914 de cette volonté pacifiste et révolutionnaire. L'assassinat de Jaurès, le 31 juillet, prend avec le recul du temps une valeur déterminante.

Vaillant affirme « qu'en présence de l'agression

(3) Des anciens ont reproché à Delsol l'objectivité de son article sur Jouhaux. D'autres nous ont reproché la virulence des propos de Monatte sur Jouhaux. Peut-être ceux-ci comprendront-ils les raisons de nos réserves sur Jouhaux, en lisant ces précisions historiques. Reconnaissons que l'abdication de Jouhaux en 1914 fut approuvée par la grande majorité du Comité confédéral — que son attitude de 1919 à 1939 a toujours été approuvée par la majorité de la C.G.T. — que d'autre part, on a trop facilement concentré contre Jouhaux des colères qui, depuis 1921, auraient dû frapper d'autres cibles. C'est tout ce que nous pouvons concéder aux défenseurs de la mémoire du... général.

les socialistes accompliront leur devoir pour la Patrie, pour la République, pour la Révolution ».

Sembat tient le même langage et lance pour la première fois le slogan : « Nous voulons que cette guerre soit la dernière des guerres. »

Guesde — « doctrinaire inflexible et loyal » — se rend chez le président Poincaré le 14 août et en sort — selon son interlocuteur — convaincu qu'on ne fait pas la guerre au peuple allemand et qu'il serait dangereux d'accepter un plébiscite en Alsace-Lorraine. Le 28 août, Guesde et Sembat entrent au gouvernement où Albert Thomas les rejoindra, au bout de quelques mois.

Les leaders de l'extrême-gauche se rallièrent aussi facilement à l'Union sacrée. Le parti ouvrier de Jean Allemane disparut totalement et son fondateur mourut, politiquement, longtemps avant sa fin de nonagénaire.

On sait comment l'antimilitariste forcené Gustave Hervé nettoya le « drapeau de Valmy » qu'il avait planté dans le fumier, tomba de la *Guerre Sociale* à la *Victoire*, joua le rôle d'agent provocateur contre Caillaux et les « défaitistes » en 1917, et finit — méprisé de tous — sans avoir profité du règne de Pétain qu'il avait annoncé et salué, quelques années avant 1940.

NAISSANCE DE L'OPPOSITION A LA GUERRE

Mais derrière cette façade d'unanimité, l'opposition s'isolait dans un douloureux silence. La clairvoyance de ceux qui furent nos guides pendant l'entre-deux-guerres — Monatte, Rosmer, Marcel Martinet, Amédée Dunois, a résisté dès les premières heures au délire collectif, sans subir ni la loi « du mensonge triomphant qui passe », ni les séductions du ralliement à l'Union sacrée, ni les prudents avertissements de la lâcheté.

Cette opposition foncièrement ouvrière, syndicaliste et socialiste, se justifiait aussi bien par l'objection de conscience collective : *cette guerre n'est pas la guerre de la classe ouvrière* — que par la fermeté doctrinale : *il s'agit du heurt prévu des impérialismes et non d'une croisade pour la Liberté* — et par la discussion sur les responsabilités immédiates du conflit.

Mais l'opposition de guerre ne demeura pas strictement ouvrière. Un observateur objectif, particulièrement sensible, aurait pu en déceler dès 1914 les motifs intellectuels et politiques.

Le pacifisme pur ne se manifesta à l'origine que par des gestes isolés, sans retentissement, de quelques irréductibles anarchistes réfractaires, tels Le coin, Béranger, Faucier, Ruff. Il fallut les premières batailles, les premières défaites, les lourdes pertes de Charleroi et des batailles de l'Est, pour que les sentiments humains percent la carapace de l'état de siège et la peau de tambour du jusqu'au-boutisme.

Des femmes courageuses s'opposèrent aux amazones de salons et aux « filles publiques auxquelles un drapeau tenait lieu de chemise » (4). Aux institutrices que nous citons dans le dernier numéro de la *R.P.* (5), on pourrait ajouter quelques noms :

(4) L'expression est de Georges Chennevière, poète, ancien combattant, qui remplaça pendant quelque temps Marcel Martinet à la direction littéraire de *l'Humanité*.

(5) Julia Bertrand fut « internée » dans un camp de concentration en 1914. Lucie Colliard, alors institutrice savoyarde à Saint-Gingolph, assura, avec un courage modeste, des liaisons interfrontières dont l'une au moins en 1917 appartient à l'histoire.

Hélène Brion fut arrêtée et condamnée par un conseil de guerre en 1918 avec sursis, peut-être parce que ses amies, en particulier Marthe Bigot et Marthe Pichorel, surent « organiser » la solidarité des

Madeleine Vernet (la fondatrice de l'Avenir Social d'Épône), Nelly Roussel, Berthe Duchêne, Marcelle Capy, Jeanne Alexandre, Mme de Saint-Prix (fille du président Emile Loubet, mère du poète libertaire Jean de Saint-Prix emporté en 1918 par la tuberculose à qui Marcel Martinet consacra un admirable article nécrologique), l'actrice Lara qui promenait dans les couloirs de la Comédie-Française, épinglée sur son corsage, une symbolique colombe, Séverine la vieille frondeuse, héritière de Jules Vallès qui fouettait les vieux bonzes de la Ligue des Droits de l'Homme de cette apostrophe frémisante : « *Nous parlons et d'autres meurent...* ».

Ce n'était pas là sentimentalité vague. C'était au contraire la réaction du réalisme humain contre la légende dorée de la guerre. *Le Feu* de Barbusse (publié d'abord en feuilleton dans *l'Œuvre* de Téry), témoignage vivant, bouleversa des consciences que la haute protestation intellectuelle de Romain Rolland *Au-dessus de la mêlée* ne pouvait atteindre. Il faut encore se placer plus haut et plus loin pour que le témoignage de Barbusse prenne sa place — pas la première — à côté de ceux de Dorgèlès, de Duhamel, d'Andréas Latzko, d'Erik Maria Remarque — pour ne citer que les plus populaires — tandis que l'attitude de Romain Rolland symbolise l'éternelle révolte de l'humanisme contre la barbarie nationaliste.

C'est cependant cette « réalité de la guerre » qui élargit l'opposition pacifiste et l'enfonça dans les masses du front et de l'arrière.

Pierre Brizon, un des trois pèlerins de Kienthal (6), lança à son retour, avec la collaboration de Marcelle Capy, un hebdomadaire populaire — nettement pacifiste — *la Vague* dont le succès dans les tranchées inquiéta fort le haut commandement.

Aristide Briand a prétendu que son inspection — en qualité de président du Conseil — des champs de massacre de Verdun avait déterminé ses velléités pacifistes de 1917, et l'espèce « d'apostolat avorté » qui, pendant l'entre-deux-guerres, le mena de Genève à Locarno, Berlin et au seuil de l'Élysée. Ce n'est pas invraisemblable. Parce qu'il n'était dominé par aucune idée solide, ce politicien de grande classe était particulièrement sensible aux réactions humaines. Ce qui explique ses reniements, ses défaillances, ses « turlupinades » et aussi ses quelques impulsions généreuses.

LES RESPONSABILITES DE GUERRE DEVANT LE DROIT ET LA POLITIQUE

Mais le pacifisme dès 1914 se nourrissait d'autres concepts.

Il prit très rapidement un aspect juridique, par la discussion sur les responsabilités de guerre.

Dès 1914, des intellectuels anglais et français — groupés plus tard dans la « League of Democratic Control » et « la Société d'études documentaires et critiques sur la guerre », étudiaient les causes immédiates du déclenchement avec la passion scientifique des premiers dreyfusistes. C'est d'ailleurs l'un des fondateurs de la Ligue des Droits de

institutrices syndicalistes... Marie Mayoux était encore en prison avec son mari à la fin de la guerre.

C'est grâce à ces institutrices, à la tête desquelles Marie Guillot, grâce aussi aux hommes comme Loriot et Bouët que la Fédération des Syndicats d'Instituteurs constitua, avec la Fédération des Métaux, le noyau de l'opposition syndicale.

(6) La conférence internationale de Kienthal suivit à un an de distance celle de Zimmerwald. Trois députés socialistes : Pierre Brizon, Raffin-Dugens et Alexandre Blanc y représentaient la France. Ils furent les seuls avec Roux-Costadeau, socialiste dissident, à voter contre les crédits de guerre dès 1916.

l'Homme : Mathias Mohardt, qui discuta les charges contre les empires centraux avec la rigueur dont Bernard Lazare et Jaurès avaient usé pour réfuter les charges contre Dreyfus. On pourrait citer aussi Ermenonville (Gustave Dupin), Georges Demartial, le vieux radical pacifiste Lucien Le Foyer et notre Michel Alexandre dont la vigilance et la probité intellectuelle — qui nous furent si précieuses en 1938 et en 1939 — atteignirent la haute sérénité de la sagesse antique lors des persécutions raciales.

Cette revendication du Droit trouva naturellement un écho favorable dans le personnel politique qui avait voulu le rapprochement « franco-allemand ». Joseph Caillaux en était le représentant le plus remarquable et le plus illustre. En face, il y avait le parti de la Revanche, qui n'aurait certes pas été nocif s'il n'avait compris que les fidèles de la Ligue des Patriotes, les survivants du boulangisme, rassemblés par le clairon de Déroulède, chantre puéril, souvent grotesque, toujours sincère et pur.

Mais il y avait aussi « les politiques », d'autant plus dangereux que leurs manœuvres intérieures se prolongeaient en alliances extérieures. Le jacobin Clemenceau et le Lorrain Poincaré, qui devaient personnifier le jusqu'aboutisme de guerre, furent séparés jusqu'au delà de la mort par une haine que des incompatibilités personnelles ne suffirent pas à expliquer.

Ces deux « grands patriotes » apparaissent, en réalité, l'un comme l'homme du parti anglo-saxon, l'autre comme l'homme du parti russe — avec cette différence essentielle que chez le premier, c'était attachement mûri et solide qu'une longue retraite n'a pas affaibli, — chez l'autre, nécessité occasionnelle et provisoire. Seul des deux, l'auteur de la *Mêlée sociale* — si néfaste que fût son rôle — était capable comme Caillaux de s'élever à une conception du monde et de l'histoire, par delà les servitudes de l'actualité et les mesquineries nationalistes.

Poincaré appartenait au contraire à cette classe de politiciens d'où émergea, pour la honte de la France, un Delcassé, gnome malfaisant, à qui son passage aux Affaires étrangères valut le surnom de petit... Con dorcet (en deux mots), anglophile au temps de Fachoda et des débuts de l'Entente cordiale, qui faillit provoquer la guerre, lors de la conférence d'Algésiras, et que Poincaré envoya à Saint-Petersbourg en janvier 1913 pour remplacer le trop clairvoyant ambassadeur Georges Louis.

C'est dans ce conflit entre deux tendances dominant la politique française de 1911 à 1914 qu'il importe de chercher la cause de l'Union sacrée, de l'unanimité de façade d'août 1914.

L'alignement de la France entière, l'anéantissement de toute opposition — au moins publique — ne s'expliquent pas par un mouvement spontané et accidentel. C'est le résultat d'une machiavélique opération, le succès d'une des plus gigantesques escroqueries morales dont l'histoire doit garder le souvenir.

LES MENSONGES TRIOMPHANTS

Quelle fut la thèse officielle en 1914 ? Consultez les journaux de l'époque.

Le 28 juin 1914, un patriote serbe tue à Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine, l'archiduc François-Ferdinand et sa femme. Manifestation spontanée de l'irréductible serbe, protestation largement motivée contre l'annexion en 1908 de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie en violation des traités de Berlin de 1878. Le voyage officiel de

L'héritier de la couronne impériale pouvait être interprété comme une véritable provocation.

Après une assez longue attente, prenant prétexte du rassemblement de patriotes bosniaques sur le territoire serbe, le gouvernement de Vienne adressa, le 23 juillet, un ultimatum au gouvernement serbe, qui l'accepta intégralement, sauf une clause impliquant une enquête de la police autrichienne en territoire serbe. Vienne déclara la guerre et attaqua Belgrade. Le gouvernement russe annonça qu'il ne laisserait pas écraser la Serbie, nation slave. Le gouvernement allemand annonça qu'il soutiendrait son allié autrichien. Le gouvernement français annonça qu'il remplirait fidèlement les obligations de l'alliance franco-russe.

Le gouvernement anglais propose une médiation. Paris et Saint-Petersbourg acceptent. Berlin refuse et laisse toute initiative à Vienne qui consent à une médiation n'impliquant pas la suspension des hostilités. Mais l'Allemagne mobilise, la Russie mobilise à son tour. L'Allemagne déclare la guerre à la Russie. La France, qui a reculé ses troupes à dix kilomètres de la frontière franco-allemande, rejette un ultimatum allemand lui réclamant une affirmation de neutralité, et décrète à son tour la mobilisation générale. L'Allemagne déclare la guerre à la France et pour tourner « la barrière des Vosges et de la Meuse » envahit la Belgique, dont la neutralité avait été soigneusement garantie par une convention internationale que le chancelier Bethmann-Hollweg traita de « chiffon de papier ».

La « loyale » Angleterre décidée à garantir la neutralité belge déclare la guerre à l'Allemagne. La Triple Entente s'engage totalement, tandis que la Triple Alliance est amputée de l'Italie que la politique balkanique de l'Autriche inquiète quelque peu et qui semble revenir à son amitié traditionnelle pour sa « grande sœur latine ».

Si l'on fait abstraction de l'antithèse ouvrière et révolutionnaire, si l'on reste sur le terrain strictement national, une telle présentation des faits pouvait légitimement entraîner l'adhésion de tous, vaincre les réticences, les hésitations, dissiper les méfiances.

Seulement la vérité était bafouée, mutilée, déformée. On pouvait ne pas en avoir la certitude en août 1914, par manque d'informations. Ce qui n'est pas excusable, c'est d'avoir « marché », alors que tout commandait au moins le doute. Ce qui nous semble déconcertant, c'est que l'on hésite encore aujourd'hui à instruire une cause jugée depuis longtemps par tous les honnêtes gens du monde.

Reprenons simplement tous les faits énumérés ci-dessus et discutons-les.

1° Il est vrai que l'annexion de la Bosnie-Herzégovine était contraire à l'esprit et à la lettre des traités de Berlin. Mais il est également vrai qu'elle avait été acceptée par tous les grandes puissances, par la France occupée à « coloniser » le Maroc, — par la Russie qui espérait une compensation du côté des Détroits et de Constantinople.

2° La visite de l'archiduc, loin d'être une provocation, se présentait sous le signe de l'apaisement. L'héritier impérial accordait une audience favorable aux revendications des Slaves de l'empire. On a même soupçonné la police de Vienne et de Budapest — aux mains d'éléments réactionnaires et féodaux — d'avoir été avertie de l'attentat et de n'avoir pris aucune mesure préventive.

3° L'attentat a été préparé en territoire serbe, par une organisation panslaviste, ouvertement protégée par le gouvernement du roi Pierre de Serbie — qui devait son trône à un coup d'Etat et à l'assassinat du couple royal précédent, perpétré dans des conditions ignobles.

4° Pour que la médiation anglaise fût acceptable, il aurait fallu que la Russie renoncât à toute

mobilisation même partielle — car on savait que le plan franco-russe arrêté au cours d'entretiens d'états-majors projetait de gagner du temps, afin que soit accomplie la longue mise en place des armées russes.

5° La mobilisation générale russe a non pas suivi, mais précédé la mobilisation générale allemande.

6° La violation de la neutralité belge était prévisible et prévue. Sa probabilité était assez établie pour que Londres ait pu avertir *préalablement* Berlin qu'il y avait là matière à « casus belli ».

Cette discussion n'innocente pas les bellicistes des cours de Berlin et de Vienne — mais ceux-ci pouvaient s'illusionner sur les réactions des puissances antagonistes, et ils n'étaient pas seuls à agir sur les gouvernements allemand et autrichien. Tout semble avoir été prémédité, du côté de la Triple Entente, pour entretenir les illusions des bellicistes de la Duplice et leur fournir des prétextes, pour justifier la passivité des éléments modérateurs.

Des tracts paciistes — qui ne furent pas plus soumis à la censure que l'organe officiel de la Fédération des Métaux : *l'Union des Métaux* — portèrent pendant quatre ans ces vérités à travers des groupes de plus en plus denses. Ils furent presque tous rédigés, imprimés et diffusés par les éléments syndicalistes et révolutionnaires. Ce furent en particulier *les Lettres aux abonnés de la Vie Ouvrière* (7), les publications du Comité pour la Reprise des Relations internationales fondé au lendemain de la Conférence Internationale de Zimmerwald.

Nous avons déjà étudié dans la *R.P.* les conséquences de celle-ci. Ce serait une autre affaire que de suivre l'évolution du mouvement paciiste, de ses courants et ramifications, des tendances purement ouvrières et internationalistes qui le soutinrent ou s'en dégagèrent.

Ce qu'il faut examiner plus à loisir, c'est la genèse de « l'opération de 1914 » dont le machiavélisme implique la préméditation.

POINCARÉ-LA-GUERRE !

On aurait pu soupçonner la vérité en 1914. Depuis 1914, des témoignages difficilement récusables, sortis des secrets des chancelleries ou des papiers d'hommes politiques, permettent d'établir la conviction :

En pleine guerre, les documents belges publiés d'abord par les Allemands et en particulier les lettres du baron Guillaume, ambassadeur de Belgique à Paris ;

Les *Carnets de Georges Louis*, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg jusqu'en janvier 1913 ;

Les archives impériales ouvertes par le gouvernement des Soviets dont on a tiré la matière du *Livre Noir*, publié en 1925 par la Librairie du Travail ;

Enfin les *Mémoires de Caillaux*. Il ne faut pas s'étonner du peu de retentissement de cet ouvrage capital dont le tome III n'a été publié que cinq ans après la mort de son auteur, soit après la « victoire » de 1945.

Sans doute peut-on exprimer des réserves sur la sincérité, ou au moins sur l'objectivité de Caillaux. Mais le témoignage posthume de cet octogénaire garde en ses dernières pages la sérénité d'un testament. Il est postérieur à ceux de Poincaré et de

(7) C'est Alfred Rosmer qui en assurait la publication. N'oublions pas que les premiers opposants furent syndicalistes, que le premier document important fut la lettre de démission de Pierre Monatte du Comité confédéral, en décembre 1914... qui valut à son auteur d'être versé dans le service actif et envoyé au front. Cette lettre a été publiée dans la « R.P. » en février 1951.

Clemenceau que Caillaux a pu connaître et réfuter. Outre que dans la plupart des cas, ses révélations confirment ce que l'on savait ou soupçonnait déjà, il est remarquable que personne, parmi les amis ou les héritiers des politiciens mis en cause, n'ait tenté une sérieuse contradiction.

On pensera ce que l'on veut du personnage, grand bourgeois, d'un orgueil démesuré confinant à la mégalomanie, démagogue parfois très astucieux, ne dédaignant pas les moyens douteux, conservateur autoritaire hostile aux revendications syndicales. Ce qui n'est pas discutable, c'est qu'il a dominé — comme Clemenceau — un « destin hors série ». C'est qu'il a été incontestablement de 1911 à 1914 et à 1920, l'homme qu'il fallait abattre pour que la guerre passe et se prolonge.

De ses mémoires, le personnage de Poincaré sort réduit au rôle de metteur en scène — médiocre intellectuellement et moralement — d'une tragédie dont il n'a même pas senti la grandeur et dont ce politicien pusillanime et avocat retors n'a jamais tiré qu'une affaire à entreprendre et un dossier à plaider.

En 1911, Caillaux était au pouvoir. La France était engagée dans l'affaire du Maroc — c'est-à-dire qu'elle y poursuivait une politique d'annexion contraire à l'esprit et à la lettre de la convention internationale d'Algésiras qu'elle avait signée. Il n'est pas mauvais de rappeler à ce sujet les propos accusateurs de Jaurès :

« J'ai été stupéfait à maintes reprises depuis des années de la facilité avec laquelle nous violions nos engagements les plus formels... Si un autre peuple s'était conduit ainsi envers nous, s'il avait violé aussi continuellement et aussi cyniquement un traité qui le liait en nous liant, nous aurions débordé de l'indignation la plus véhémement. »

Jaurès justifiait ainsi la réaction de l'Allemagne, qui avait d'importants intérêts au Maroc et qui réclamait la part promise en 1909 dans la colonisation économique, c'est-à-dire dans l'exploitation du Maroc.

Ce fut le coup d'Agadir, jugé à l'époque comme le signe précurseur de la guerre. On sait comment Caillaux arrangea l'affaire, en cédant à l'Allemagne — contre la pleine liberté d'agir au Maroc — des territoires du Congo, dont on envisageait l'exploitation par un consortium franco-allemand à cheval sur le Congo et le Cameroun. Marcel Sembat dans *Faites un roi, sinon faites la paix*, Jaurès dans des articles et des discours, Jules Romains dans les *Hommes de bonne volonté* (8), Félicien Challaye dans une étude publiée dans la *R.P.* en 1930 et diffusée en brochure spéciale, ont décrit ou dénoncé la scandaleuse affaire de N'Goko Sangha, compagnie concessionnaire dont les privilèges exorbitants permirent à André Tardieu de prouver sa virtuosité politique et ses appétits de requin.

Le traité de 1911 qui s'est révélé particulièrement avantageux pour la France — ce qui excita la colère des pangermanistes et de fortes déceptions dans tous les partis bourgeois allemands — provoqua ici contre Caillaux une campagne de presse alimentée sans doute par la N'Goko Sangha et par les fonds russes, qui se prolongea en une manœuvre parlementaire de Clemenceau et porta finalement Poincaré au pouvoir, à la présidence

(8) La relation des affaires est assez exacte. Mais la fumisterie de Jules Romains y apparaît, en ce qu'il mêle des personnages réels à des personnages inventés, dont l'un occupe au Quai d'Orsay la place du médiocre De Selves. Refaire l'histoire... selon ses idées, c'est bien dans la manière d'un Knock... qui s'est pris au sérieux.

du Conseil en 1912, à la présidence de la République en janvier 1913.

Le baron Guillaume avertit confidentiellement le gouvernement belge que la chute de Caillaux préparait une dangereuse évolution de la politique française. Et le 16 janvier 1914, son message porte comme une conclusion prophétique : « *MM. Poincaré, Delcassé, Millerand ont inventé et poursuivi une politique nationaliste, cocardière et chauvine. J'y vois le plus grand péril qui menace aujourd'hui la paix de l'Europe.* »

Mais ce n'était pas une politique française, c'était une politique franco-russe, c'était la politique russe poursuivie avec une diabolique persévérance par Isvolsky, l'ancien ministre des Affaires étrangères du tsar, devenu ambassadeur à Paris.

Que représentait exactement ce principal animateur des marionnettes de Paris et de Saint-Petersbourg ? Les historiens n'ont guère montré d'excessive curiosité à cet égard. Poincaré qui « *le voyait presque quotidiennement à Paris* » a évidemment profité de la mort de ce complice compromettant pour le charger rétrospectivement.

Cette « canaille d'Isvolsky » — selon le mot de Jaurès — se vantera à Bordeaux, en octobre 1914, d'avoir réussi son entreprise et déclenché « sa » guerre.

On a trouvé dans les archives russes la preuve que l'arrivée de Poincaré au pouvoir assurait à la Russie « *non seulement le concours armé de la France, mais son assistance diplomatique la plus énergique et la plus efficace dans toutes les entreprises du gouvernement russe en faveur des Etats balkaniques.* »

Premier voyage de Poincaré à Saint-Petersbourg en 1912. Résultat diplomatique : les guerres balkaniques se déclenchent. Serbie, Bulgarie, Roumanie, Grèce contre Turquie ; Serbie, Roumanie et Grèce contre Bulgarie.

Résultat militaire : le gouvernement français sur l'injonction de l'état-major russe proposera de porter à 3 ans — au lieu de 2 — la durée du service militaire.

Des gens de bonne foi ont cru que cette mesure répondait à un doublement plus ou moins secret des effectifs des troupes actives allemandes. Caillaux pense le contraire (9).

Il suffit d'ailleurs de lire *l'Armée Nouvelle* de Jaurès pour comprendre qu'il s'agit là d'un alibi pour l'état-major français responsable de la défaite de Charleroi (comme la cinquième colonne a servi d'alibi à l'état-major de 1939 coupable comme en 1914 d'aveuglement et d'imprévoyance).

Jaurès pressentait une attaque massive par la Belgique et préconisait un système de « réserves instruites » et l'organisation de la « nation armée ».

Mais on craignait les « civils » mobilisés et on voulait surtout assurer une couverture suffisante pour tirer les armées allemandes vers l'Ouest, cependant que se groupaient à l'Est les armées russes « *selon un plan militaire d'offensive et non de défensive* » (déclarations de Soukhomlinoff, ministre de la Guerre du tsar).

Deuxième voyage de Poincaré en Russie en juillet 1914, dont Georges Louis, ancien ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, disait en mai 1914 : *Il en sortira la guerre.*

On est, en effet, dans la période décisive, alors que l'on attend les réactions autrichiennes, au lendemain de l'attentat de Serajevo. Il semble que Poincaré ait eu pour objectif d'accélérer le processus, de prévenir toute tentative d'apaisement,

(9) Il rapporta à ce sujet dans ses « Mémoires » une confidence de Piou, le chef du parti catholique.

de « remonter » les maîtres de la Russie. Selon des témoins, c'est lui qui parlera un langage de souverain, beaucoup plus ferme que celui du tsar. Il ira même — contrairement à tous les usages — jusqu'à apostropher le représentant de l'Autriche, au cours d'une réception officielle.

Une telle démarche, à un tel moment, n'a pas un simple caractère symbolique. Et à Paris, une foule nationaliste, dont le rassemblement ne semble pas spontané, salue à son retour le président, de ces deux cris qui se complètent et se confondent : « Vive Poincaré ! Vive la guerre ! »

Est-ce l'événement qui inspira l'homme ou l'homme qui détermina l'événement ?

Le limogeage de Georges Louis, préparé dès 1912, s'était accompli quelques jours après l'entrée de Poincaré à l'Élysée. Le circuit était fermé, d'Isvoisky à Poincaré et à Delcassé, successeur de Georges Louis. En 1914, Poincaré déclara à Ernest Judet, directeur de *l'Éclair* — à qui son amitié pour Georges Louis vaudra des poursuites judiciaires pendant la guerre — que « *tout va bien avec Isvoisky. Les troupes russes sont merveilleusement entraînées. La force russe est en plein développement. Dans deux ans, la guerre aura lieu, tout mon effort va tenter à nous préparer* ».

Et cependant l'échéance fut anticipée. Est-ce par la volonté allemande, conforme à une prédiction de Marcel Sembat : « *la pensée de se défendre peut conduire à attaquer* » ?

Ou bien, a-t-on craint le développement des oppositions françaises, anglaises et russes ?

Poincaré a certainement voulu abattre Caillaux, revenu au pouvoir au début de 1914, dans un gouvernement Doumergue.

On peut, à juste titre, le soupçonner d'être à l'origine de deux affaires montées contre Caillaux : le réveil de l'affaire Rochette (qui ressemble assez à l'affaire Hanau en ce qu'elle abattit un financier entreprenant, échappant au contrôle des grandes banques) ; la publication dans le *Figaro* de lettres intimes de Caillaux, qui aboutit au meurtre de Calmette, directeur du *Figaro*, par Mme Caillaux.

Mais un politicien comme Poincaré ne pouvait apprécier l'importance du mouvement populaire contre « les trois ans » déclenché par l'ardente campagne de la C.G.T. et l'action parlementaire de Jaurès et des socialistes.

Les élections de mai 1914 permettent d'en mesurer les effets. La majorité est foncièrement antitroisanniste, antipoincariste. Pour la première fois, cent députés socialistes entrent à la Chambre, qui renverse le jour de sa présentation le ministère Ribot formé par Poincaré.

Il n'y a donc plus de temps à perdre. Les intrigues pour dissocier la majorité ne suffisent pas. L'attentat de Sarajevo n'a pas produit le choc escompté.

Un homme a compris le jeu. C'est Jaurès. Son dernier discours en France, prononcé à Lyon-Vaise (10) le 25 juillet 1914, énumère toutes les causes du conflit avec une clairvoyance que l'avenir justifiera pleinement, et qui condamne l'aveuglement volontaire de ceux « qui ne furent que ses restes ».

Son assassinat le 31 juillet 1914 n'a jamais été jugé sérieusement. Au procès de son assassin Raoul Villain, ouvert en 1919, on n'a pas osé poser la question des motifs et des inspirateurs. Selon Caillaux, le procureur général Lescouvé aurait fait disparaître du dossier des aveux de Villain prouvant un dessein intelligemment prémédité.

(10) Le texte en a été publié en tract pendant la guerre. On le trouvera dans le « Jaurès » de Ch. Rappoport.

Caillaux rapporte encore des confidences de Malvy, ministre de l'Intérieur, de Messimy, ministre de la Guerre, dans le gouvernement de 1914, qui établissent que l'intervention de Poincaré fut décisive pour « *approuver la mobilisation russe, sans consultation de l'Angleterre* » et briser brutalement avec l'ambassadeur d'Allemagne, en préconisant même « *la provocation d'incidents de frontière* ».

Emile Ludwig a écrit « *qu'il n'existait aucune nécessité tragique en 1914* ».

Il paraît invraisemblable qu'un petit bonhomme comme Poincaré ait ainsi forcé le destin. Et cependant, en cédant la place à son successeur, le président Fallières confiait à Briand : « *Je crains bien que la guerre n'entre derrière moi à l'Élysée* ».

LA FINANCE FRANÇAISE CONTRE LE PEUPLE RUSSE

Il serait évidemment quelque peu puéril de chercher uniquement les causes — même immédiates — de la guerre dans les secrets des chancelleries et les intrigues politiques.

En réalité la revendication de Constantinople appartient à l'héritage des tsars. Depuis Pierre le Grand, les Romanov ont été animés par cette nécessité « impériale » des ouvertures sur la Baltique et sur la Méditerranée. La protection des peuples slaves des Balkans et de l'Europe centrale n'avait pas d'autre motif. Ce fut la résistance persévérante de l'Angleterre qui pendant tout le XIX^e siècle empêcha la réalisation de ce projet, soit par l'intervention militaire (guerre de Crimée en 1855), soit par l'action diplomatique (congrès de Vienne de 1814 et 1815, congrès de Berlin de 1878).

Qu'Isvoisky ait servi cette politique n'est pas extraordinaire. En promettant Constantinople à la Russie, au nom de Poincaré, Delcassé agissait certainement à l'insu de l'Angleterre. Celle-ci dut consentir cependant, au cours de la guerre, à des accords secrets par lesquels la Russie et... l'Italie se partagèrent les dépouilles de l'Autriche et de la Turquie. La Révolution russe de 1917 annula ces accords.

Mais la politique de Poincaré relevait de motifs beaucoup plus sordides. Elle représentait simplement les intérêts des capitalistes français — colonisateurs financiers de la Russie — en même temps d'ailleurs que les intérêts des « maîtres de forges » de l'Est attirés par le charbon de la Sarre et de la Ruhr.

Le terme de colonisation est-il excessif ? En 1900 on évaluait à un peu plus de 7 milliards de roubles le total des capitaux étrangers prêtés à l'État russe ou placés dans les industries russes — sur lesquels 4.400 millions de France et 1.920 millions d'Allemagne.

En 1912 la France possédait 7 milliards de roubles de valeurs russes. En 1914, *quelques mois avant la guerre*, on émettait en France un emprunt de l'État russe de 2 milliards et demi de francs, soit approximativement 1 milliard de roubles. 500 millions de francs étaient souscrits la même année soit environ 150 milliards en francs 1954.

Il est bon de noter que la dette de la Russie à la France se répartissait en 4.520 millions d'emprunts extérieurs et intérieurs de l'État, 160 millions pour les gouvernements régionaux et 1.900 millions pour les industries.

L'alliance franco-russe pouvait donc légitimement être symbolisée par deux drapeaux plantés sur un coffre-fort.

Seulement si la France était la principale commanditaire de l'État russe, elle ne jouait pas le principal rôle dans l'économie russe.

L'industrialisation de la Russie fut principalement l'œuvre des capitaux étrangers. Elle avait été menée à la fin du XIX^e siècle à un rythme dont la rapidité se mesure à la croissance des compagnies étrangères d'exploitation industrielle : 16 en 1890 et 573 en 1913 contre 774 compagnies à capital en majorité russe. Mais la moyenne des capitaux-actions s'établissait à 1.736.000 roubles pour les compagnies étrangères, contre 1.222.000 roubles pour les compagnies russes.

Le capital étranger — exclusivement européen — dominait dans la métallurgie, les charbonnages, les tissages.

Dans le bassin du Donetz en 1900, on comptait 17 aciéries dont 2 seulement étaient russes, les 15 autres étaient exclusivement étrangères ou à prédominance étrangère. 45 pour cent du pétrole et des sous-produits tirés du bassin de Bakou étaient extraits, raffinés et exportés par 5 grandes sociétés étrangères.

Les capitaux anglais, puis français et belges exploitaient la région du Donetz.

Des capitaux anglais et suédois dominaient dans l'industrie du pétrole de Bakou.

Les capitaux allemands exploitaient les mines de métallurgie de Pologne. Au XIX^e siècle, c'est un Allemand qui avait créé 122 tissages dans les régions de Pétersbourg et de Moscou.

Seulement cette colonisation économique de la Russie par l'Allemagne se révélait particulièrement efficace et rentable.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les échanges de la Russie avec l'Allemagne augmentèrent selon le rapport de 11 et demi — tandis que ceux de la Russie avec la France triplaient à peine.

Si l'on examine la progression des importations en Russie, la comparaison est encore plus saisissante. Les exportations allemandes en forment 35,3 pour cent pour la période 1901-1905 ; 39,5 % pour la période 1906-1910 ; 42 % en 1911 ; 50 % en 1912 ; 52,7 % en 1913 — tandis que la part de la France monte de 4,3 % en 1901 à 5,3 % en 1912 pour retomber à 4,6 % en 1913.

Les exportations russes en Allemagne de 1908 à 1913 montent de 278,9 millions de roubles à 452,6 — tandis que les exportations russes en France de 64,6 millions de roubles en 1908 n'atteignaient que 100,8 millions en 1913.

C'est-à-dire selon la thèse de Georges Alexinsky (député de gauche à la Douma), qui publia au début de la guerre un livre fortement « ententophile » auquel nous empruntons la plupart de nos données numériques, « que l'Allemagne était en passe de monopoliser le marché russe à son profit ».

Poincaré représentait la France des grandes banques, liée non au peuple russe, mais à l'Etat tsariste, dont la survivance dépendait d'une bureaucratie, d'une police et d'une armée minées par la corruption, les intrigues de cour et les révoltes de clans, dont la base économique et sociale s'aminçissait chaque jour, qui avait levé contre lui toutes les forces saines du pays : aussi bien la classe ouvrière (fortement concentrée dès son apparition) que la bourgeoisie industrielle embryonnaire et la « classe des intellectuels ». La guerre allait tirer les moujiks de leur passivité. La figure romanesque du moine thaumaturge et vicieux Raspoutine s'accroche aujourd'hui à la légende du pacifisme paysan.

L'influence économique allemande semblait au contraire imposée par des nécessités naturelles. Et l'influence politique allemande s'exerçait par la corruption de ministres du tsar, dont ce fameux Soukhomlinoff, ministre de la Guerre, champion de l'offensive.

Il est des cadavres qu'il faut tirer de leur panthéon. C'était une honte pour la France qu'un Poincaré eût pu jouer de 1912 à 1914 son rôle efficace et néfaste — honte accrue, par le retour de Poincaré au pouvoir de 1922 à 1924, de 1926 à 1930, alors que l'on connaissait ses antécédents.

Qu'il ait accepté ou voulu la guerre, c'est un crime pour nous, mais l'Histoire n'a cure de nos réactions humaines. Qu'il ait associé la France à un pays où le défaitisme est apparu, non comme une construction doctrinale, mais comme un phénomène normal (car si des agents ennemis influençaient les plans de l'état-major russe — les plus clairvoyants partisans de l'Entente ont salué avec soulagement la défaite de l'Etat tsariste dont ils escomptaient le renforcement de l'alliance avec les démocraties occidentales)... c'est là pour un homme d'Etat la pire des trahisons — et pour le peuple qui continue à l'honorer, par delà la tombe, un signe de décadence et de déchéance.

Roger HAGNAUER.

(à suivre)

Solidarité internationale...

Nous ne sommes pas de ceux qui prouvent la supériorité du syndicalisme français non par des actes, mais par des sarcasmes visant la « rentabilité » du syndicalisme anglo-saxon.

Le labourisme britannique a prouvé sa solidité et son efficacité, que des expériences gouvernementales discutables n'ont guère amoindries.

Mais son « internationalisme » est quelque peu fragile. Et son action — sur le plan mondial — reste trop souvent soumise aux intérêts du Commonwealth.

En 1925, la délégation travailliste à Moscou conduite par Walter Citrine prépara le traité anglo-russe, favorable à des intérêts impériaux quelque peu dérangés par la guerre de 1914-1918. Elle revint avec un « rapport » sur les Soviets, où le bourrage de crânes fleurissait parmi d'évangéliques naïvetés.

L'histoire recommence. Attlee et Bevan, à l'escabe de Moscou, ont été triomphalement accueillis par Malenkov et ses lieutenants.

Préparer la résurrection de la puissance anglaise en espérant que la classe ouvrière en profitera... c'est normal, sinon ambitieux.

Mais en gentlemen recevoir les compliments des bureaucrates et des bourreaux de Moscou, et ne pas entendre les plaintes des peuples opprimés et les appels des syndicalistes, socialistes, libertaires, communistes qui crèvent dans les camps de concentration... c'est beaucoup plus moche.

Si chatouilleuse lorsqu'un sans-galon s'adresse à elle, la C.I.S.L. rappellera-t-elle à l'ordre les gallonnés britanniques ? Car il y a un précédent. Déat, Zoretti, Albertini, Dumoulin étaient peut-être de bonne foi, lorsqu'ils parlaient de reconnaître la puissance hitlérienne et sacrifiaient ainsi les anti-hitlériens allemands et les résistants des pays occupés. Par souci de ménager la puissance et le marché soviétiques, Attlee et Bevan sacrifient délibérément les proscrits de Russie et des démocraties populaires. Il est vrai que nous ne connaissons pas les toasts échangés aux festins de Moscou. — R. H.

Notes d'Economie et de Politique

POLITIQUE

DEUX VICTOIRES, DEUX ECHECS ET UN POINT D'INTERROGATION

La grande bataille, qui est l'une des caractéristiques de ce milieu du XX^e siècle, entre les peuples colonisés et les Etats colonisants, vient d'enregistrer en ces derniers mois, presque simultanément, deux victoires des colonisés et deux victoires des colonisateurs ; en outre, en un cinquième point, la bataille connaît une suspension d'armes qui fait bien augurer de son issue.

C'est en Indochine et en Egypte que les colonisateurs ont dû s'avouer vaincus ; c'est au Guatemala et en Iran qu'ils ont, au contraire, consolidé leur domination, cependant qu'en Tunisie nous nous trouvons en présence d'un point d'interrogation. Ailleurs, au Maroc, au Kenya, la bataille continue à battre son plein.

**

En Indochine, une guerre dont le résultat, pour nous, n'avait jamais fait de doute, vient de se clore par un armistice qui consacre la défaite de l'armée française. La France est ramenée à peu près sur ses positions d'il y a 90 ans, alors qu'elle s'était déjà emparé, sous le Second Empire, de la Cochinchine, mais n'avait pas encore pris pied au Tonkin, ce qu'elle ne devait faire que sous la Troisième République, une quinzaine d'années plus tard.

Les deux questions qui se posent désormais sont les suivantes :

1) la division du Viet-nam en Viet-nam du Nord et Viet-nam du Sud n'est-elle que passagère, ou sera-t-elle amenée à se stabiliser ?

2) Le nouveau Viet-nam sera-t-il réellement indépendant, ou bien le colonisateur n'aura-t-il fait que changer de nom ? La France aura-t-elle seulement cédé la place à la Chine et à la Russie ?

Essayons, non point de répondre définitivement à ces deux interrogations, mais de rappeler simplement quelques faits qui peuvent aider à voir comment les choses se présentent.

Il existe, sans aucun doute, un Viet-nam du Nord et un Viet-nam du Sud. Le Tonkin et la Cochinchine ne sont pas identiques (je ne parle pas de l'Annam proprement dit qui n'est qu'un pont étroit jeté entre les deux régions qui comptent).

Malgré l'identité de leur cadre géographique (dans les deux cas un delta, celui du fleuve Rouge au Tonkin, celui du Mékong en Cochinchine) et malgré l'identité de leur culture et de leur mode de culture (riz obtenu par irrigation), Tonkin et Cochinchine ne sont pas absolument semblables, non seulement du fait que mille kilomètres les séparent, non seulement du fait que leur passé est différent, mais surtout parce que le Tonkin c'est « le Nord » et que la Cochinchine c'est « le Midi ».

Depuis bien avant les débuts de l'ère chrétienne, les Annamites, qui avaient été refoulés

par les Chinois de ce qui est aujourd'hui la Chine du Sud, occupent le Tonkin, alors que ce n'est qu'au XV^e siècle de notre ère que, par la destruction de l'Etat autochtone du Tchampa, ils deviennent les maîtres de la côte d'Annam, et qu'au XVII^e siècle qu'ils s'emparent de la Cochinchine sur les Cambodgiens. Une occupation qui, dans le Nord, est donc plusieurs fois millénaire, alors qu'elle n'a même pas trois siècles dans le Sud, à tout naturellement fait du delta du fleuve Rouge un territoire beaucoup plus purement annamite que ne l'est celui du Mékong. Et cela d'autant plus qu'il ne s'agit pas seulement ici de peuples, mais de civilisations, les Annamites ayant été tout pénétrés de la civilisation chinoise, alors que les anciens occupants de la Cochinchine, les Cambodgiens, et même les Tchams du Tchampa, avaient au contraire reçu leur civilisation de l'Inde. Car l'Indochine mérite tout à fait son nom ; c'est chez elle que vinrent se heurter, par expansion graduelle, les deux grandes civilisations de l'Asie, celle de la Chine et celle de l'Inde. Et si la ligne sur laquelle elles s'affrontent aujourd'hui est la frontière du Viet-nam et du Cambodge, cette ligne passa durant des milliers d'années à travers ce qui est aujourd'hui le Viet-nam, se déplaçant par bonds successifs du Nord au Sud au fur et à mesure de la progression de la colonisation annamite.

Cependant, ces facteurs historiques semblent être de peu de poids aujourd'hui. Les anciens occupants du Viet-nam du Sud ont été à peu près complètement éliminés ou assimilés, si ce n'est dans l'extrême ouest de la Cochinchine où les ethnologues signalent encore la présence de Cambodgiens mêlés aux Annamites. D'autre part, le bouddhisme, bien que venu dans le Sud, presque directement de l'Inde, par Ceylan et la Birmanie, alors qu'il n'est parvenu dans le Sud que par le grand détour de la Chine, ce qui l'a altéré davantage, a revêtu néanmoins toute l'Indochine d'un manteau culturel à peu près uniforme.

Mais, et c'est là l'essentiel, les Cochinchinois sont des « méridionaux », tandis que les Tonkinois sont des « septentrionaux ». Les premiers représentent l'homme type du Midi, nonchalants et se laissant vivre, tandis que les seconds sont typiques de l'homme du Nord, actifs, vigoureux, courageux, toujours portés par leur tempérament à « en mettre un coup ». C'est sans aucun doute à cette différence de caractère qu'il faut attribuer le fait que le Viet-minh fut toujours beaucoup moins fort dans le Midi que dans le Nord. Les Cochinchinois désirent sûrement, autant que les Tonkinois, se libérer du joug de la France, mais ils étaient moins prêts à accepter les sacrifices que l'opération exigeait.

Cependant, cette différence est-elle telle qu'elle puisse entraîner une séparation politique définitive entre les deux régions ?

Il ne le semble point. La progression des Annamites vers le Sud ayant duré quelque deux mille ans à, par sa lenteur même, du fait de l'assimilation profonde qu'elle a eu le temps de réaliser, créé le sentiment d'une unité nationale, d'une unité ethnique qui ne peut pas être rompue simplement par une différence de tempérament ou par les termes d'un armistice !

D'autre part, bien que possédant une base éco-

nomique identique, la culture du riz, les deux régions n'en sont pas moins quelque peu complémentaires. Le Nord, en effet, possède une industrie : il a du charbon dans le delta, et certains minerais dans le haut pays ; il y existe d'importantes distilleries, des scieries, des filatures. De sorte que, malgré sa forte production de riz, le Tonkin doit importer du riz de la Cochinchine, et plus il s'industrialisera et plus il lui faudra en importer ; c'est là un lien qui n'est pas négligeable.

La France, au bout de quinze ans d'occupation de la Cochinchine, a cru nécessaire d'occuper le Tonkin ; il est à présumer qu'il faudra encore moins de temps pour que l'unité politique des deux deltas soit à nouveau réalisée, mais, cette fois, sous le signe de l'indépendance.

En ce qui concerne la seconde question : le Viet-nam deviendra-t-il un pays réellement indépendant ou prendra-t-il place parmi les satellites de l'autre côté du rideau de fer — on ne peut être encore que moins affirmatif, car la réponse que l'avenir apportera ne dépend pas seulement des conditions locales, mais aussi, et surtout, des événements internationaux. Entre autres, de la politique plus ou moins « intelligente » de l'Amérique. Si l'on continue à jeter les nationalistes vietnamiens dans les bras de Moscou, comme la France l'a fait durant huit ans, en les obligeant à chercher à l'extérieur un appui contre le colonialisme occidental, il va sans dire que l'Etat vietnamien n'aura d'autre choix que celui de se faire le vassal de Moscou et de Pékin.

Mais s'il n'en est pas ainsi, les perspectives me paraissent assez encourageantes.

Notons d'abord un élément psychologique qui, comme tous les facteurs psychologiques, ne saurait être déterminant, mais qui a cependant son importance.

L'Annamite est le voisin du Chinois ; les Annamites, et tout particulièrement ceux du Tonkin, ont été longtemps et à plusieurs reprises sous la domination des Chinois ; dans ce pays agricole, les immigrants chinois, très nombreux, ne sont pas des cultivateurs, mais des commerçants et des intermédiaires de toutes sortes, donc, aux yeux du paysan annamite, des parasites et des exploités. Trois raisons pour que l'Annamite « n'aime pas le Chinois » ; il s'en méfie et il en peur. Or comme la domination de Moscou sur Hanoï ne pourrait sans doute s'instituer que par l'intermédiaire de Pékin, cette domination rencontrerait certainement une répulsion instinctive, sentimentale, passionnelle, dont il faudrait de fortes « raisons » pour qu'on puisse en triompher.

En second lieu, et c'est là, à mon sens, le point décisif, il ne faut pas oublier que le véritable motif pour lequel la Russie et la Chine ont institué chez elles leur Etat monolithique, leur capitalisme d'Etat et leur idéologie dite « communiste », se trouve dans la capacité d'expansion de leurs peuples. Les Russes et les Chinois crévent, pour des motifs divers, à l'intérieur de leurs frontières ; ils éprouvent un besoin incoercible de s'étendre au dehors. Ce qui n'était, il y a encore peu de temps, que le Grand-Duché de Moscou est devenu en deux siècles et demi un immense empire couvrant tout le nord et l'ouest de l'Asie et atteignant le centre de l'Europe. A l'extension de la domination politique de la Russie a correspondu une extension démographique comparable des Chinois. Au cours des derniers siècles l'immigration chinoise a recouvert tous les pays du Sud-Est asiatique, faisant de villes situées à mille kilomètres ou plus des frontières de la Chine des agglomérations presque exclusivement peuplées

de Chinois, telles Cholôn en Cochinchine ou Singapour en Malaisie.

Que, portée par son élan, la Russie veuille élargir encore la sphère de sa domination politique, que la Chine veuille consolider par une emprise politique les situations économiques occupées au dehors par ses nationaux, voilà ce qui les rassemble ! C'est à la fois la raison d'être de leur régime économique-politique, qui est un régime convenant remarquablement à la conquête, et l'explication de leur alliance politico-militaire conclue contre les Etats à conquérir. Alliance de grands fauves !

Il va de soi que la situation du Viet-nam n'est nullement comparable. Le Viet-nam n'a et ne peut avoir, étant donné ses dimensions en tous domaines, aucune visée expansionniste. Il rentre, au contraire, dans la catégorie des Etats qui ont à craindre l'expansion de leurs puissants voisins. Si le Viet-nam a demandé aide à Moscou et à Pékin, c'est parce que cette aide lui était indispensable pour obtenir son indépendance, mais non pour réaliser des conquêtes. A ce point de vue, la situation du Viet-nam est assez analogue à celle de la Yougoslavie qui, pas plus que le Viet-nam, n'a et ne peut avoir de visées expansionnistes (1). La Yougoslavie s'est servie des Russes pour se délivrer des Allemands comme le Viet-nam s'est servi des Chinois pour se débarrasser des Français, mais cela n'implique pas le maintien, au delà du temps qu'exige la politesse à l'égard de gens qui vous ont rendu service, d'une union que la poursuite d'aucun but commun ne réclame et qui est, au contraire, incompatible avec l'opposition des buts.

Je ne veux certes pas affirmer par là qu'Ho Chi-minh deviendra nécessairement un Tito, je veux simplement noter qu'il y a un trait de structure comparable dans les conditions où se trouvent les deux pays et que, par conséquent, si d'autres facteurs plus puissants n'interviennent pas, il peut en résulter des événements semblables.

* *

Au lendemain du massacre des volontaires égyptiens en leur caserne d'Ismailia par les canons des Centurions britanniques, nous écrivions que ce massacre rappelait celui d'Amritsar aux Indes au lendemain de la première guerre mondiale, et que, pas plus qu'Amritsar n'avait empêché la libération de l'Inde, Ismailia n'empêcherait le départ des troupes anglaises de Suez. La seule différence était qu'entre le massacre et la victoire des massacrés il s'écoulerait, cette fois, beaucoup moins de temps.

Or, en effet, tandis que plus de vingt années eurent à s'écouler entre le massacre d'Amritsar et la proclamation de l'indépendance de l'Inde, il ne se sera guère passé que le cinquième de ce temps entre le massacre d'Ismailia et le moment où le dernier soldat britannique quittera le sol égyptien.

Cet abandon de Suez par les Anglais est un événement capital. Il marque le point final à la libération de l'Asie.

Répondant au discours de réception de Ferdinand de Lesseps à l'Académie française, Renan lui disait : « En perçant l'isthme de Suez, vous avez marqué l'emplacement des grandes batailles de l'avenir ».

(1) Des rectifications de frontières du côté de l'Italie, de la Grèce ou de quelque autre voisin ne sont pas de l'« expansionnisme » au sens où il faut entendre ce mot quand on parle de la Russie ou de la Chine.

A l'âge de la guerre atomique, les batailles ne se livrent généralement pas sur l'emplacement des lieux qui sont à conquérir ; il n'est donc pas particulièrement probable que la prophétie de Renan se réalise, que Suez soit le théâtre de grandes batailles, mais Suez en constituera, néanmoins, l'un des plus gros enjeux.

Car le canal de Suez fait communiquer deux continents, l'Europe et l'Asie ; il est, par là, susceptible d'assurer à celui qui l'occupe la maîtrise et de l'Europe et de l'Asie.

L'occupation de Suez par les Britanniques était à la fois le symbole et la garantie de la prééminence de l'Angleterre en Europe, et de la domination de l'Europe en Asie. La Libération de l'Asie a pour corollaire nécessaire la libération de Suez. Il est significatif que c'est presque au même moment que l'Europe, par l'accord de Genève, abandonnait virtuellement le seul territoire important qui lui restait en Asie, que l'Angleterre s'engageait à quitter Suez. Cessant d'espérer de pouvoir dominer l'Asie, l'Europe n'a que faire désormais de monter la garde à la porte de l'Asie.

En reprenant le canal, les Arabes (au sens général du mot) vont reprendre sous une nouvelle forme leur rôle du moyen âge, celui d'intermédiaires entre l'Europe et l'Asie, de gardiens neutres du lieu de passage entre les deux continents.

**

Les deux échecs qu'il nous faut maintenant enregistrer en face de ces deux victoires n'appellent pas beaucoup de commentaires car ils se traduisent simplement par la consolidation d'un état de choses antérieur.

Bien que s'étant produits en deux mondes différents, distants de dizaines de milliers de kilomètres, ils sont identiques dans leur nature et dans leurs conséquences politiques et sociales.

En renversant au Guatemala, par la vertu du bombardement aérien de la population civile, le gouvernement du seul Etat d'Amérique centrale qui ne fut pas à ses ordres, les Etats-Unis ont renforcé leur domination politique sur toute l'Amérique latine et assuré ainsi la paisible exploitation de travailleurs maintenus dans un état proche de la famine par les féodaux modernes de l'*United Fruit*.

Les premières mesures prises par le Quisling guatémaltèque sont caractéristiques à cet égard.

Armaz venait à peine d'entrer dans la capitale qu'il abolissait la loi agraire édictée par son prédécesseur. Il dissolvait, en même temps que les partis politiques, tous les syndicats. Il attribuait à la seule « junte » formée de lui-même et de deux complices tous les pouvoirs, y compris même le pouvoir judiciaire ! Il supprimait le droit de vote — pour le jour... inconnu où l'on croirait devoir procéder à des élections — à tous les illettrés, soit 70 % de la population, ce qui comprend, naturellement, la totalité des travailleurs, ouvriers et paysans.

En même temps, des milliers et des milliers de Guatémaltèques étaient arrêtés, mis en prison ou parqués en des lieux de concentration et un régime de terreur totalitaire se trouvait ainsi institué dans le pays qui jusque-là était le seul Etat d'Amérique centrale à jouir de libertés.

Enfin, pour ajouter l'odieux à l'odieux et pour témoigner de sa servilité à l'égard du nouvel ami de ses maîtres, le dictateur ordonnait l'expulsion immédiate de tous les réfugiés républicains d'Espagne, particulièrement nombreux au Guatemala, ce qui amena le gouvernement républicain espagnol en exil, qui entretenait des relations diplomatiques officielles avec le gouverne-

ment précédent, à rompre ces relations par la ferme et fière déclaration que voici :

Une fois de plus nous avons assisté au triomphe de la tactique totalitaire qui consiste à renverser les gouvernements légitimes au moyen d'une rébellion factieuse déclenchée d'un pays voisin avec l'aide et au service de puissants intérêts étrangers.

Restant fidèle à ces principes de la civilisation occidentale qui sont aussi cyniquement invoqués que méconnus dans la pratique par ceux qui devraient en être les plus fidèles défenseurs, le gouvernement républicain espagnol déclare au nom de son peuple héroïque, une fois de plus implacablement sacrifié, qu'il n'admet ni ne reconnaît la légitimité d'aucuns autres pouvoirs que ceux qui émanent de la volonté de peuples indépendants et qui respectent les droits de la personne humaine.

Etant donné que la Junte factieuse du Guatemala ne satisfait pas à ces conditions, le gouvernement de la république espagnole déclare rompues les relations diplomatiques qu'il entretenait au temps du gouvernement légal.

On ne saurait mieux dire.

**

C'est aux antipodes du Guatemala, en Iran, que, presque simultanément « tout était rétabli », par l'octroi d'une concession pour l'exploitation des riches gisements de pétrole du golfe Persique aux successeurs de l'Anglo-Iranien.

Concession qui signifie que continuera à régner sur l'Iran l'oligarchie féodale des propriétaires fonciers, généraux et gens de la Cour, employant les redevances versées par le concessionnaire pour payer les gages des mercenaires chargés d'assurer par la force l'exercice de leurs privilèges.

Dans tous les pays colonisés ou semi-colonisés, le même pacte non écrit, mais extrêmement solide, est passé entre les cadres indigènes de la vieille société et les représentants de la technique étrangère la plus évoluée : les premiers livrent aux seconds les richesses naturelles de leurs pays, moyennant quoi ces derniers leur fournissent de quoi maintenir debout la société croulante dont ils sont les bénéficiaires.

Un seul point à noter dans le nouvel acte de concession : le concessionnaire n'est plus une société anglaise, mais un consortium international dans lequel les Anglais ne sont même pas majoritaires et où une place de premier plan a été faite aux sociétés américaines. Ainsi se manifeste une fois de plus le recul de l'Europe au profit de l'Amérique. Même sur ses chasses réservées, comme l'Iran, Londres est obligé de faire une place à New York.

Chassé-croisé à l'intérieur d'un même monde, le monde occidental, et qui n'a donc qu'une importance toute relative. A en juger par la manière dont les concessionnaires yankees se comportent dans leurs autres semi-colonies, notamment en Amérique latine, la substitution partielle des Américains aux Anglais n'apportera aucun soulagement au sort des Iraniens.

**

Reste le point d'interrogation.

Le point d'interrogation, c'est la Tunisie.

La déclaration de Mendès-France au bey signifie-telle que les Tunisiens ont maintenant définitivement vaincu, que la France leur accordera l'autonomie ; ou bien ne sera-ce qu'une de ces promesses pompeuses dont tous les gouverne-

ments français sont toujours prodigues, mais qui ne sont jamais suivies d'effet dès le moment où il s'agit de les traduire en actes ?

Je ne sais.

Une chose, par contre, est certaine. C'est que le peuple tunisien a fait la preuve de sa force ; il a démontré d'une façon péremptoire qu'on ne le vaincrait pas ! Par conséquent, un jour ou l'autre, mais en tout cas un jour assez proche, le colonialisme devra s'incliner à Tunis, comme il s'est incliné à Hanoï.

Lorsque, il y a un peu plus de trente ans, nous étions quelques-uns à mener en Tunisie un combat sans espoir, le dos au mur, pour la liberté de la presse tunisienne et qu'en un tournemain nous fûmes emprisonnés, puis expulsés, que trois ans plus tard, un groupe un peu plus nombreux que celui de 1922 menait un combat non moins désespéré pour la liberté syndicale et le droit de grève des travailleurs tunisiens, et qu'en un nouveau tournemain, un peu moins rapide cependant, il était à son tour abattu et que ses membres, Finidori en tête, se voyaient octroyer 10 ou 5 ans d'exil, et que, encore il y a quinze ans, j'étais poursuivi, en France même, pour un article intitulé « la Tunisie aux Tunisiens », considéré comme une attaque contre l'intégrité de l'« empire français », nous pensions bien, Finidori et moi, que le mouvement national tunisien était déjà trop ancré, trop solidement et trop largement répandu dans toutes les couches de la population pour ne point risquer de mourir, qu'au contraire il grandirait... et vaincrait.

Cependant, pour ma part, et je pense qu'il en était de même pour Finidori, je ne croyais pas que la victoire qui aujourd'hui se dessine viendrait aussi vite, en moins d'une génération !

Car si le mouvement tunisien avait déjà des racines profondes, combien plus enraciné paraissait le colonialisme ! La France était alors encore presque un colosse. La Tunisie contre la France ? Cela semblait être un peu comme David contre Goliath. Mais le vieux mythe sémite est demeuré vrai : David a vaincu Goliath.

Cette victoire est due, sans aucun doute, avant tout aux qualités de David, au courage et à la ténacité dont les Tunisiens ont fait preuve sur une échelle toujours plus grande, mais la relative rapidité avec laquelle elle s'est affirmée est due aussi à la dégénérescence de Goliath. La défaite française de 1940 a joué le rôle d'un accélérateur dans la lutte pour l'indépendance des peuples colonisés, notamment en Afrique du Nord. Lorsqu'ils ont vu leur « protecteur » abattu, lui aussi, en un tournemain, lorsqu'ils ont vu ses soldats refuser de se battre et sa population civile fuir éperdue, lorsqu'ils eurent constaté que les seules troupes qui tenaient ici et là, tels les Sénégalais de Tours, étaient des troupes « indigènes », ils n'ont plus pu comprendre pourquoi ils devaient rester asservis, la preuve étant faite que c'étaient eux désormais qui avaient le courage, et non pas leurs maîtres. On ne peut rester soumis qu'envers ceux que l'on respecte. Après 40, il n'était plus possible pour l'Africain de respecter le Français. D'où, au lendemain de la guerre, la montée en flèche du sentiment national et l'emploi, désormais, des « grands moyens ». Le diable même a, comme l'on sait, son utilité. L'utilité d'Hitler aura été de renforcer le sentiment de confiance en eux-mêmes des peuples soumis à la domination française.

Tout changement dans les rapports entre les hommes, que ce soit entre des classes ou entre des peuples, est dû, d'une part, à l'affaiblissement du groupe jusqu'alors prédominant, et, d'autre part, au renforcement de la conscience et de la volonté dans le groupe jusque-là dominé. Ce

dernier facteur est le facteur primordial en l'absence duquel rien ne se produit, mais ses effets se font sentir d'autant plus vite que le premier facteur se manifeste davantage. C'est à la dégénérescence française qu'est due la rapidité de l'évolution du rapport des forces en Afrique du Nord.

TECHNIQUE

LE NOUVEL EFFET DE LA BOMBE H

On commence à savoir pourquoi ces pêcheurs japonais qui se trouvaient à 120 kilomètres du lieu de la dernière explosion d'une bombe à hydrogène ont été soumis, contrairement à toute prévision, à une pluie de poussières radio-actives.

La raison en est, paraît-il, celle-ci :

L'explosion d'une bombe atomique racle la surface du sol et en fait un nuage de fine poussière que l'on voit s'élever dans l'atmosphère aussitôt après l'explosion. Or dans le cas d'une bombe à uranium ou à plutonium, cette poussière est tellement fine qu'elle s'élève jusque dans la stratosphère et s'y maintient longtemps, poussée par les vents et finissant par ne retomber sur le sol que très loin et après un très long temps, alors que la radio-activité qu'elle avait contractée au contact de l'explosion a pratiquement disparu.

Par contre, l'explosion d'une bombe à hydrogène, tout au moins de celles du dernier type, produit un nuage de particules sensiblement plus grosses qui s'élèvent moins haut, retombent moins loin et... plus tôt, alors qu'elles sont encore radio-actives. C'est de ces particules du sol radio-activées de l'île, sur laquelle s'est produite l'explosion, que les pêcheurs japonais ont été arrosés au printemps dernier.

Il en résulte que les effets directs de la bombe à hydrogène qui s'étendent, comme on le savait déjà, sur plusieurs dizaines de kilomètres, se doublent d'effets indirects qui se manifestent, eux, sur une centaine de kilomètres ou peut-être davantage, dans une direction plus ou moins déterminée, car dépendant des vents.

On savait qu'avec la bombe à hydrogène on pouvait détruire une ville, on sait maintenant qu'on atteindra toute une province.

ÉCONOMIE

L'AUTO-FINANCEMENT NE LESE QUE LES BANQUES ET L'ÉTAT

De même que dans tout bon film il faut un « vilain », nous avons besoin à tout moment de trouver dans la société un diable à qui attribuer tout « ce qui ne va pas ». Tantôt c'est le spéculateur, tantôt le marché noir, tantôt la fraude, tantôt les intermédiaires, etc... Pour l'instant le bouc émissaire principal est quelque chose de nouveau, ou plutôt de très ancien, mais qu'on vient de « découvrir » et qu'on a baptisé d'un nom quelque peu mystérieux, ce qui le fait apparaître d'autant plus redoutable : l'« auto-financement ».

Qu'est-ce donc que l'auto-financement ?

On dit qu'il y a auto-financement lorsqu'une société ne distribue pas à ses actionnaires, sous forme de dividende, tous les bénéfices qu'elle a

réalisés dans l'année, mais en conserve une partie pour payer les travaux neufs qu'elle se propose d'exécuter.

C'est là un procédé vieux comme les rues. Bien avant la création des sociétés anonymes, tout patron qui économisait une partie de ses bénéfices pour agrandir son « affaire » faisait de l'auto-financement. Les sociétés industrielles du siècle dernier l'employèrent sur une vaste échelle. Il y a une cinquantaine d'années, les *Acieries de la Marine* — la plus importante entreprise sidérurgique d'alors — étaient célèbres pour le fait que l'ensemble de toutes leurs « immobilisations », c'est-à-dire de tous leurs bâtiments et de tout leur outillage, était porté à leur bilan pour la somme symbolique de 1 franc, ce qui signifiait que tous les travaux neufs, tous les agrandissements, améliorations, modernisations, étaient, chaque année, payés exclusivement sur les bénéfices.

Eh bien ! je me demande en quoi cette pratique peut bien avoir des conséquences néfastes pour les travailleurs !

Que leur importe que les bénéfices qui sont gagnés sur leur sueur soient distribués aux actionnaires pour que ceux-ci puissent faire la noce, ou qu'ils soient utilisés dans l'usine pour l'agrandir ?

Ce qui importe au prolétaire c'est de réduire au minimum les bénéfices de son patron, de diminuer la plus-value qui lui est extorquée, en obtenant par de meilleurs salaires une plus grande part de la valeur du produit qu'il fabrique, mais de ce qui est fait de cette plus-value, de la manière dont sont répartis les bénéfices, pourquoi s'en soucierait-il ? L'auto-financement ne le lèse pas.

Ceux qu'il lèse sont, en premier lieu, mais dans une très faible mesure, les actionnaires qui se voient ainsi privés du libre emploi des bénéfices que rapporte leur capital. Ils préféreraient utiliser cet argent pour leurs besoins personnels ou le placer à leur goût, alors qu'ils se trouvent condamnés, par l'auto-financement, à le replacer dans la même entreprise.

Mais les vrais lésés sont les banques et l'Etat. Car si une société veut procéder à des travaux neufs et qu'elle ne les paye pas avec tout ou partie de ses bénéfices, il lui faut, pour le faire, trouver de l'argent, soit en émettant de nouvelles actions, soit en émettant des obligations, soit par des emprunts d'une autre sorte.

Or dès qu'elles atteignent une certaine ampleur, toutes ces opérations ne peuvent se faire que par l'intermédiaire de ces grands rassembleurs de capitaux que sont les banquiers. Mais, naturellement, ceux-ci ne fournissent pas gratuitement leurs services ; ils se font payer de grosses commissions. Et c'est, bien entendu, la société qui a à les leur payer.

En outre, toutes ces opérations donnent lieu à la perception par l'Etat d'impôts importants, et c'est la société qui doit les payer. Nouvelles dépenses supplémentaires. Nouveaux frais généraux.

Grâce à l'auto-financement, les sociétés évitent donc ces dépenses absolument improductives que sont les commissions de banque et les impôts d'Etat. Qui d'autre pourrait s'en plaindre que les banquiers et l'Etat ?

Une observation supplémentaire : si l'auto-financement est devenu une pratique plus générale que jadis, c'est parce que l'Etat lui-même l'a, en fait, rendu obligatoire.

Autrefois, en effet, les émissions d'actions et d'obligations étaient libres. Ce n'est plus le cas aujourd'hui ; elles nécessitent une autorisation gouvernementale. Et c'est une autorisation qui est fort rarement accordée car l'Etat cherche à réserver toute l'épargne disponible pour ses propres émissions et celles des compagnies nationalisées. Si bien qu'en fait, il n'est, pour l'immense majorité des industriels, d'autres moyens de s'agrandir ou de se transformer que l'auto-financement. La fin de l'auto-financement signifierait pratiquement pour eux un arrêt total de leur développement. Est-ce cela que l'on cherche ?

R. LOUZON.

MAROC

LES RATISSEURS A L'ŒUVRE

La revue américaine « Time » a publié un article de son correspondant au Maroc.

Ce correspondant, Frank White, a assisté à l'opération dite de ratisage de Port-Lyautey, dans le quartier indigène, comme repréailles après le meurtre de sept Européens.

Les Français, écrit White, entourèrent la medina d'un cordon de troupes. A l'intérieur du quartier, il y avait des détachements de légionnaires avec des tanks, des goumiers et des agents de police français armés de matraques.

Le quartier fut divisé en une douzaine de secteurs. Les légionnaires ouvrirent de force toutes les portes de toutes les maisons, emmenant tous les hommes, à l'exception des petits garçons. Pour faire rentrer les femmes, qui hurlaient, elles furent rouées de coups.

Les Arabes furent emmenés dans le marché local. « Entrez donc, monsieur, la séance va commencer », dit le commissaire de police en réserve.

Il sourit et ensuite frappa un Arabe d'âge

moyen avec son poing droit, au-dessous de la ceinture. Comme l'Arabe tombait, le commissaire lui donna un coup dans les reins. Un policier lui donna deux coups de pied lorsqu'il était déjà à terre...

Plus de 20.000 Arabes furent traités de la sorte pendant cette journée. « Ce fut un travail fatigant », dirent les policiers. Après « le travail », tous les Arabes passèrent devant un pacha, qui, d'un geste, les désigna pour un des deux groupes : dans un groupe allèrent tous ceux qui étaient « suspects ». Ils partirent en prison, et les policiers tirèrent au-dessus de leurs têtes — au-dessus de la foule des femmes, venues en hurlant.

Le contrôleur civil de Port-Lyautey, Jean Husson, dit à White qu'il n'aimait pas cette opération, mais que tout cela était nécessaire. Il espérait, ajouta-t-il, que le correspondant ne sera pas « trop sévère pour nous ».

« La prochaine fois, dit le pacha aux gens de la médina, ce seront des avions qui tireront sur vous. »

Vingt Arabes sont morts pendant l'opération de ratisage.

Les pleins pouvoirs économiques DE MENDÈS-FRANCE

Pour la cinquième fois, le Parlement de la IV^e République a renoncé à ses pouvoirs pour laisser Mendès-France assurer le relèvement économique que lui-même n'a pu provoquer.

Certes, ainsi que nous l'avons déjà signalé, la production française est en lente progression. L'indice officiel, base 1938, est passé de 156 en avril, à 158 en mai et à 159 en juin, mais cette progression n'atteint que quelques branches d'activité et ne se manifeste que dans le Nord-Est du pays et la région parisienne ; l'Ouest et le Sud-Ouest glissent vers un déclin que souligne l'augmentation du nombre de demandes d'emploi non satisfaites. Dans la première région la modernisation aboutit au plein emploi ; dans la seconde les essais partiels de modernisation entraînent le chômage. Ainsi, l'augmentation de la production s'accompagne de nouveaux déséquilibres qui posent avec plus d'acuité le problème de la reconversion des entreprises.

De grands obstacles se dressent dès qu'il s'agit de réorganiser la production et le commerce. On se heurte aux situations acquises, à tous ceux qui jouissaient d'une douce sécurité sous la protection de l'Etat et des organisations professionnelles. Et on a à résoudre le problème du reclassement et du déplacement des ouvriers victimes des mesures de reconversion.

Il faut donc prendre des mesures qui heurteront une partie importante de la population et de puissants groupes d'intérêts qui ont leur rôle à jouer lorsqu'il s'agit d'élire de nouveaux députés. Voilà qui explique pourquoi nos incapables et peu courageux parlementaires se sont démis de leurs fonctions en accordant les pleins pouvoirs à Mendès-France pour deux cent trente jours.

Le régime démocratique est bien compromis, en France. Le suffrage universel, tel qu'il fonctionne, assure l'avènement au pouvoir de trop de démagogues bien plus préoccupés de plaire aux foules que d'amener les électeurs à prendre conscience des problèmes qui les intéressent et à choisir ensuite, en connaissance de cause, les hommes capables de gérer la chose commune.

L'Etat, si l'on ne considère que ses attributions économiques, est le plus grand des banquiers et le plus grand des patrons. Or on ne s'improvise pas banquier ni chef d'entreprise. On n'est pas particulièrement qualifié pour gérer une affaire de 3.000 milliards parce qu'on a fait des études de droit ou de philosophie ou qu'on a passé sa vie active à intriguer pour arriver secrétaire local ou départemental d'un parti, puis conseiller général et, enfin, député.

Il ne peut y avoir de démocratie réelle que si les électeurs ont une vue d'ensemble objective de la situation économique et sociale et si les équipes qui se disputent le pouvoir ont une connaissance suffisante des grands problèmes qui se posent à l'Etat. Or qu'est-ce qui détermine le choix des parlementaires chez les électeurs ? Et qu'est-ce qui détermine le choix des gouvernants chez les parlementaires ? Ici, ce sont des considérations doctrinales, c'est-à-dire le souci d'avoir une attitude conforme à une conception de la vie ou des rapports sociaux mise au point il y a plus ou moins longtemps par des penseurs ou des

rêveurs qui ne pouvaient prévoir les caractéristiques de la société du moment. Là, ce sont des raisons purement sentimentales et le choix est surtout déterminé par l'aptitude des candidats à flatter les foules, ou par le prestige du courant spirituel ou idéologique dont se réclame le candidat. Ailleurs, c'est la tradition, c'est l'intérêt, l'intérêt personnel ou l'intérêt du groupe dont on fait partie... Quoi d'étonnant que le suffrage universel amène au pouvoir les hommes de paille ou les représentants directs des féodalités qui peuvent financer des élections ou subventionner des partis ? Des incapables ou des démagogues à qui des bureaucrates ou les agents des maîtres de l'économie dictent leurs décisions ? Ils avaient une ambiance des plus favorables, les grands chefs de la IV^e République, pour réaliser les réformes réclamées par la majorité du peuple. Ils n'ont rien fait.

Deux hommes ont cependant bénéficié du préjugé favorable, jusque dans certaines couches de travailleurs : Pinay avec son histoire de baisse et, aujourd'hui, Mendès-France.

Chef d'entreprise, Pinay semblait avoir quelques qualités pour gérer l'entreprise Etat, mais il y a loin de la petite entreprise de cuir de Saint-Chamond à la vaste entreprise Etat, aux dimensions et aux attributions considérables, entravée par l'intervention d'une bureaucratie de plus en plus envahissante et par des organisations professionnelles habituées à protéger d'abord les médiocres. Et il considérait le facteur travail comme un élément passif au service des intérêts patronaux. Il a enrayé la hausse, mais il n'a pu ranimer l'économie.

Mendès-France s'est acquis de nombreuses sympathies par la netteté et la fermeté de ses déclarations, et il a conquis l'opinion par son assurance et sa ténacité dans le règlement des conflits indo-chinois et tunisien. Et puis, il semble connaître son affaire : il ne se borne plus à répéter des formules en vogue comme la plupart de ses prédécesseurs ; il donne l'impression de pouvoir orienter lui-même le travail de ses conseillers et de ne pas se contenter des discours ou projets préparés par des inspecteurs des finances diplômés en économie, après consultation de Gिंगembre, de Villiers ou du nonce apostolique.

Oh ! il ne dit rien de nouveau. Tous les sous-titres de son programme se retrouvent dans les discours d'investiture de ses prédécesseurs ou dans les résolutions d'organisations aux buts les plus divers, mais il a le mérite de ne pas les avoir noyés dans une collection de slogans contradictoires destinés à satisfaire une clientèle électorale recrutée dans toutes les catégories sociales.

Il a une idée directrice. Il s'agit de sortir l'économie française de l'immobilisme, de la sclérose où l'inflation, le dirigisme étatique et corporatif l'ont plongée. Il faut cesser de protéger les formes d'activités coûteuses et non productives, laisser périr les entreprises inadaptées aux techniques modernes et encourager celles qui acceptent les risques d'une réorganisation ou d'une nouvelle orientation leur permettant de se frayer une place sur le marché intérieur et sur le marché mondial, sans protections particulières. Ainsi on

peut arriver à la libération des échanges, à l'équilibre de la balance des comptes, à l'expansion assurant l'augmentation du revenu national, le plein emploi, un pouvoir d'achat accru, la sécurité de l'emploi.

C'est simple, mais il faut de l'argent.

De l'argent pour alimenter le Fonds de reconversion prévu pour favoriser la modernisation des entreprises et indemniser les défaillants.

De l'argent pour alimenter le Fonds de reclassement de la main-d'œuvre rendue disponible par la reconversion.

Or le déficit budgétaire était de 652 milliards en 1953 ; il est évalué à 700 milliards en 1954, à 1.000 milliards en 1955 (sans mesures nouvelles). Certes, l'équilibre budgétaire n'est pas indispensable pour conserver une monnaie saine, et une inflation contenue peut provoquer la mise en mouvement d'une économie figée par les charges fixes énormes qu'ont à supporter les grandes entreprises et les Etats modernes ; mais la permanence et l'accentuation du déséquilibre budgétaire peuvent engendrer la méfiance chez les épargnants, aboutir à la dépréciation de la monnaie et à une hausse accélérée des prix, c'est-à-dire à une inflation comme celles que nous avons connues depuis 1936, avec toutes les perturbations économiques et sociales qu'elles entraînent.

Retenons simplement, pour le moment, que la Banque de France a dû accepter, en 1953, le relèvement du plafond de ses avances au Trésor de 175 à 440 milliards, ce qui, avec d'autres pratiques, tel l'escompte d'effets cautionnés par le Trésor, amène sur le marché des centaines de milliards de fausse monnaie.

On pourrait diminuer les dépenses, au moins celles qu'on peut qualifier d'improductives.

Diminuer notamment les dépenses militaires, maintenant que la guerre d'Indochine est arrêtée... mais ce ne sera pas sans difficultés en raison de la situation internationale, de l'opposition des militaires qui auront toutes sortes d'objections techniques à formuler et de celle des fabricants de matériel de guerre.

On pourrait supprimer les subventions économiques contraires au but que s'est assigné le gouvernement. Mais les betteraviers, meuniers, viculteurs, les bénéficiaires des taxations et protections diverses sont forts et ont de forts appuis au Parlement.

On pourrait réaliser rapidement la réforme fiscale et imposer les fraudeurs du fisc ? Mais les privilégiés ont de nombreux moyens de résistance.

On pourrait même emprunter ? Mais c'est alourdir la dette et, d'un autre côté, gêner les investissements privés en raréfiant les capitaux et en maintenant un taux d'intérêt trop élevé.

Que d'obstacles ! Que d'oppositions qui se dessinent.

Pourtant Mendès-France a donné des garanties aux conservateurs sociaux. Il ne demande rien aux profiteurs de la reconstruction et des prix élevés basés sur le prix de revient des entreprises marginales. Il indemniserait les incapables qui n'ont pas pu ou pas voulu s'adapter aux conditions actuelles de la production, et il ne donnera rien aux salariés qui ont pourtant participé à l'augmentation de la production ; il leur fait seulement la vague promesse d'une « adaptation efficace des rémunérations à l'évolution de la production » et il leur imposera des reclassements et des déplacements alors qu'ils ne portent aucune responsabilité dans le chaos actuel.

Le départ s'effectue tout de même dans des conditions favorables pour lui. Le démarrage de l'économie et les reconversions se dessinent ; un accueil favorable à la base permet d'avoir rai-

son, pour un certain temps, des oppositions irréductibles des professionnels de l'intrigue parlementaire ; les initiatives de chefs d'entreprise acquiescentes à une meilleure organisation de la production ont ouvert la voie à la reconversion. Des concentrations opérées annoncent déjà des réductions de prix de revient de 25 % ; des ententes entre producteurs pour les approvisionnements, les recherches et certaines applications techniques ont donné de bons résultats ; des usines textiles fermées ont rouvert leurs portes pour fabriquer des récipients en celluloïd moulé ; sept entreprises de petite mécanique de Châtelleraut, sous-traitants de la Manufacture d'armes, ont créé une union pour « étudier, acquiescer des brevets nouveaux, conclure tous marchés de fabrication et les répartir de façon à utiliser rationnellement l'outillage. Un service d'études et un service technique communs examineront les questions de prix, les conditions de fabrication et proposeront un plan d'équipement » ; des chapeliers de l'Aude se sont mis à travailler les matières plastiques ; onze entreprises de chaussures ont décidé de rénover leurs méthodes de travail ; dans le Jura des entreprises s'orientent vers les appareils ménagers et le matériel de télévision ; depuis trois ans dix mille points de vente ont disparu dans le commerce tandis que se multiplient les groupements d'achat chez les petits commerçants. Des grossistes disparaissent tandis que se créent des associations de grossistes et de détaillants.

Toutes ces mesures contribuent à préparer le terrain pour des réadaptations plus vastes et généralisées. Et, fait important, la classe ouvrière n'a pas manifesté trop d'impatience et les organisations syndicales ne sont pas contrariées. La C.G.T. tente de remuer, mais c'est contre la C.E.D.

Mendès-France, bourgeois intelligent, va pouvoir redresser les affaires de la bourgeoisie et rajeunir — pour combien de temps ? — le système capitaliste en France. Le rajeunir et lui redonner de l'efficacité.

Il n'est pas des nôtres. Il ne fait pas une politique ouvrière, orientée d'abord vers l'amélioration des conditions de travail et de vie des salariés. Il veut augmenter le gâteau destiné à l'ensemble du peuple et qu'on appelle revenu national, mais il ne laisse entrevoir que des miettes pour les salariés, s'ils les ont méritées par un meilleur rendement.

Dès le départ, nous élevons une véhémence protestation, d'abord contre le refus d'un rajustement préalable des bas salaires justifié par le relèvement de la production et le niveau des prix ; ensuite contre l'imprécision de la participation à retardement à l'accroissement de la production et de la productivité.

Et nous nous préparons à l'action. Même un Mendès-France de bonne foi ne se résoudra à donner une part de l'augmentation de la production aux salariés que s'il y est obligé. Il sera d'abord poussé à réduire la part en question du fait qu'il est un défenseur éclairé du système capitaliste et que dans ce régime le profit est le meilleur stimulant de l'économie ; et il le sera parce qu'il subira la pression de tous les conservateurs sociaux.

A nous donc d'agir sur le bourgeois éclairé et de contrebalancer la pression des conservateurs sociaux ; de le faire avec vigueur et en toute indépendance, sans souci de ménager qui que ce soit et sans chercher à faire le jeu des incapables d'hier ou des impérialistes de l'extérieur qui ne manqueront pas de chercher à utiliser la classe ouvrière pour la défense de leurs propres intérêts.

U. T.

Après le congrès du S. N. I.

Ceux, qui, comme les membres de la délégation de la Loire, assistaient à un congrès pour la première ou deuxième fois et n'avaient pas cette habitude des assises nationales qui donne à certains et l'aisance et l'astuce, rentrèrent dans leur département avec un brin d'étonnement et d'insatisfaction. N'en déplaise à Caps et à d'autres, rompus à la gymnastique des commissions et des congrès, il existe encore des naïfs, des sincères et quelques secrétaires de section ou délégués assoiffés de bon sens, d'idées pures et dégoutés des combinaisons partisans et parfois simplistes. Notre étonnement fut grand dès la mise en place de la commission d'organisation. Il s'agissait de recenser les noms des orateurs et de répartir les interventions. Grande gymnastique !... Il y avait ceux qui étaient **pour** et ceux qui étaient **contre** le rapport moral. Mais dans ceux qui étaient **pour** il y avait les majoritaires et ces nouveaux « ultra-majoritaires » de l'an de grâce 1954 que sont devenus les camarades cégétistes. Et alors quelles passes d'armes ! L'Ecole émancipée demandait qu'il n'y ait que deux courants, les « pour » et les « contre », et que le temps de parole soit réparti à partir de là. Les ex-cégétistes demandaient, logiquement, doucement et avec une touchante conviction à être assimilés aux « pour ».

Caps, tout sourire dehors, s'appliquait à contrecarrer les uns et les autres et à éviter une équivoque qui, de toutes manières, a pesé sur le congrès. Mais le problème se compliqua, quand la délégation de la Loire (Folcher-Franc) et d'autres sections intervinrent pour manifester leur étonnement. Il y avait dans ce maquignonnage quelque chose d'inacceptable. On apprenait que chaque chef de délégation avait fait inscrire **tous** les membres de sa délégation non pas parce qu'ils avaient forcément quelque chose à dire, mais pour sauvegarder un temps de parole, voler quelques minutes à l'adversaire, satisfaire l'intérêt de telle ou telle tendance. Chacun des trois courants se montrait d'une égale habileté et d'une même vélocité à user de la tactique. Chacun se glorifiait hautement d'être aussi « à la page » que les deux autres. Il s'agissait seulement d'harmoniser au mieux ces petites combines. Mais que faisait-on des non-combinards, des naïfs ? Et que faisait-on des secrétaires de section dans cette histoire ? Comment savait-on à l'avance que tel délégué, parce qu'il s'appelait X ou Y, allait parler « pour » ou « contre » ? Je mettais Caps au défi de savoir ce que j'allais dire ! Dans quel clan allait-on me situer ? Est-on arrivé au S.N.I. à n'avoir plus que des interventions monolithiques ? Chacun ne pense-t-il vraiment que par sa tendance, voyant tout mal ou tout bien dans ce que fait le B.N., sans nuances d'aucune sorte, et pour la seule raison qu'il est lui-même Ecole émancipée ou majoritaire ? L'esprit de parti a-t-il remplacé définitivement l'intelligence ?

La cristallisation existe, hélas ! et à l'avance on la développait, classant les hommes suivant leurs noms et non suivant leurs interventions. Mais un secrétaire de section peut-il, doit-il faire une in-

tervention strictement « pour » ou « contre » ? Représentant de plusieurs courants qui immanquablement existent dans sa section, ne doit-il pas justement traduire **toutes** les opinions et surtout **toutes** les nuances, parfois difficiles, d'une pensée syndicale ? Ces nuances ne sont-elles pas justement beaucoup plus importantes souvent que le fait de voter brutalement **pour** ou **contre** ? Nous pensions, Folcher et moi, à toutes les nuances entrevues dans la Loire au moment du vote du rapport moral ou au cours de l'année, à l'occasion des divers événements syndicaux, et nous nous demandions dans quel clan on allait nous mettre dans ce congrès, nous qui allions en majorité voter « pour », mais allions aussi parler « contre ». Il fallut s'incliner. La commission d'organisation « organisa ». Du moins la Loire obtint-elle un temps de parole suffisant et eut-elle la possibilité de développer ses interventions comme elle l'entendait.

Autre sujet d'étonnement : la commission des résolutions. Le bureau en donna la composition, toujours en tenant compte des **seules** tendances. Il fut interdit aux délégués non désignés d'aller à cette commission. Caps m'a donné des raisons : une année cette commission était devenue le congrès lui-même et le congrès avait été au contraire déserté. Mais le plus clair de l'histoire, c'est que l'on arrête ainsi toutes les motions que l'on veut arrêter. Question de dosage de la commission ! Les motions de la Loire, dont deux ou trois étaient, à mon sens, importantes, ne revinrent pas de cette commission. Que Caps ne s'étonne plus si cette commission des résolutions connaît un attrait certain. Tout serait réglé si, là encore, au lieu de tenir compte seulement des tendances, on agissait syndicalement. La Loire avait envoyé plusieurs projets de motions. La Loire **devait** être présente à cette commission.

La chose nous apparaît normale. D'ailleurs, la commission des résolutions ne devrait avoir pour but que de classer, de lier, de faire les synthèses possibles, d'étudier et de **présenter**. Mais aucune motion ne devrait être cachée au congrès. On éviterait ainsi les manœuvres trop fréquentes, les envois avant congrès d'une section aux autres sections, ces dialogues par-dessus le bureau désagréables et dangereux. Il y a toute une organisation à mettre au point, un sens de la démocratie réelle à développer, un esprit à faire renaître. Pire encore que la foi au parlementarisme serait l'intrusion dans l'organisation syndicale des méthodes parlementaires.

Quel étonnement aussi devant l'attitude des ex-cégétistes ! Sans broncher, avec une patience et une passivité qui paraissent incroyables, ils ont accepté les sarcasmes, les moqueries, les coups de fouet d'un Forestier en grande forme et de quelques délégués qui ne les ménagèrent point. Ils firent parfois pitié. Fidèles à une consigne reçue, à une tactique donnée ils approuvèrent, justifièrent, louangèrent, applaudirent, découvrant Forestier, Durand et les autres, retrouvant et citant des textes lointains des uns et des autres,

associant le grand Jaurès et le nouveau grand Durand, prêts pour combattre la C.E.D. à voter n'importe quoi et à dévider des louanges si énormes qu'elles firent se dresser ceux à qui elles étaient destinées. Burlesque qui en dit long sur la mentalité et les méthodes d'un parti acharné à détruire l'homme dans lui-même. En vain Forestier essaya-t-il de lever l'équivoque. Sans ambages, en vain essaya-t-il de parler net. En vain montra-t-il l'attitude des cégétistes résultant de décisions et de textes conçus en dehors du syndicat. En vain donna-t-il le sens exact de notre opposition à la C.E.D., le sens exact de notre conception syndicale et de la dignité humaine, en vain précisa-t-il notre opposition aux deux blocs !... Fournial en fin de congrès, aux applaudissements de ses amis, précisa qu'il était d'accord « avec tout ce qu'avait dit Forestier » et le dit de façon catégorique et avec une netteté plus grande encore que celle de Forestier. L'équivoque est posée. Le S.N.I. la portera longtemps. Mais le bureau porte, à notre avis, une part de responsabilité dans cette équivoque. Il y a chez trop de nos camarades, il y a, au bureau même, trop de goût et trop d'espoir dans le parlementarisme.

Des textes de Forestier, ses affirmations répétées que la laïcité était « la ligne de démarcation entre la droite et la gauche », affirmations sujettes à caution et démenties par Forestier lui-même quand il évoqua l'attitude antilaïque du P.C. et des communistes de 1946 repoussant la nationalisation de l'enseignement réclamée par 72 états généraux départementaux, ces textes et ces affirmations firent lever l'espoir chez certains d'un nouveau front populaire qui permettrait au P.C. de revenir à la surface et au pouvoir.

Dans leur passivité, avec une sorte de courage effrayant qui leur faisait accepter sans broncher toutes les insultes, les cégétistes conscients, préparaient (et l'avouèrent) les élections législatives prochaines. Puisse le S.N.I. ne pas se laisser prendre à des manœuvres puissamment menées et camouflées et ne pas abandonner son indépendance dans une participation à des élections ou à des coalitions qui signifierait sa fin définitive.

Nostalgie de l'Etat ! Cette nostalgie se retrouve partout. On fait appel à lui et l'on préfère une audience à la présidence du conseil plutôt que l'organisation d'une manifestation d'action directe proposée par l'E.E. contre la guerre d'Indochine et l'envoi du contingent. Même nostalgie de l'Etat à propos de la culture populaire. Barangé fit un rapport fouillé, consciencieux, minutieux, mais pour remettre en fin de compte la culture populaire aux mains de l'Etat comme si l'Etat pouvait organiser cette culture sans l'orienter, c'est-à-dire sans la détruire. Si les conclusions du congrès devaient voir une application, ce serait la faillite de notre action en faveur de la liberté individuelle, l'abandon de ce à quoi ont cru des générations de militants laïcs qui ont vécu leur enseignement hors de leur classe avec la même vigueur et la même foi que dans les horaires de leur métier. La majorité du congrès a-t-elle voulu se soulager d'une charge ? A-t-elle, comme il est d'usage, hélas ! de plus en plus, voulu aller à la sécurité plutôt qu'à la liberté ? Je crois qu'elle n'a pas vu. Et elle n'a pas vu parce que la préparation même, les questionnaires envoyés au sujet de la culture populaire poussaient nos camarades dans un sens déterminé.

Beaucoup sont venus nous dire, au congrès, que nous avions, dans la Loire, raison. Beaucoup ont vu, après coup. Ils étaient, hélas ! mandatés et nous avons commis l'erreur de ne pas envoyer,

avant le congrès, à toutes les sections, les conclusions de la Loire. Nous le saurons pour une autre fois. Certes, il y a au bureau national des hommes de valeur, capables d'un travail énorme, d'un dévouement sans limites, compétents et honnêtes. Tout le congrès a été dominé par la personnalité de Forestier, personnalité puissante.

Forestier est un grand bonhomme et nous le disons comme nous le pensons. Ses interventions portent et marquent. Elles sont courageuses, larges et viennent d'un orateur certain. Contrairement à beaucoup, nous ne reprochons pas à Forestier de ne pas tenir compte des décisions de congrès. Nous lui reprochons presque le contraire. Ce grand bonhomme serait un très grand militant syndical s'il se souvenait qu'il ne faut pas craindre parfois d'aller à contre-courant. Au lieu de suivre la masse et sa facilité, il fallait lui montrer les rudes voies difficiles de la gestion à propos de la culture populaire, comme il fallait, à propos du problème colonial, rompre avec le sentiment facile, les camaraderies agréables et les préjugés nationaux. « L'Union française » est une jolie chose pour discours pathétiques ou pour ceux qui, de près ou de loin, inconsciemment parfois, espèrent un profit, même minime, du maintien de cette « union ». Elle n'a rien à voir avec le mouvement syndical. Réclamer l'indépendance de l'Afrique du Nord n'est pas bafouer le travail remarquable parfois qu'ont pu faire ou que font certains Français, c'est voir une réalité, satisfaire à un principe, aller à un avenir. En mettant sur un pied d'égalité les fellagha de Tunisie et les « bandits de grand chemin », Forestier a commis une erreur grave qui fit courir un mouvement de protestation jusque dans la majorité !

Le S.N.I. manque de combativité. On veut l'assurance. On recherche l'efficacité et on délaisse les principes. A propos de la modification des statuts on est allé encore au plus facile. Désormais les permanents peuvent l'être à vie. Pourquoi rechercher de jeunes militants ? Pourquoi chercher à régler des situations matérielles difficiles, que personne ne sous-estimait et qui étaient réglables ? On garde les mêmes sans voir que **quelle que soit la valeur de ces militants et leur bonne volonté on va vers l'engourdissement et le fonctionnarisme.**

L'Ecole émancipée a défendu des principes syndicaux et la Loire a souvent voté avec elle. Nous reprochons cependant à l'E.E. la forme de ses interventions. Trop d'acide souvent dans les mots. Trop d'attaques personnelles de part et d'autre. On vise plus les hommes que les idées et ceci je le répète n'est pas particulier à l'E.E. On attend certaines interventions avec l'état d'esprit de la foule venue au cirque pour voir dévorer le dompteur. On n'écoute pas certaines autres, même lorsque comme celles de Petiot et d'un collègue de la Seine elles font état courageusement de positions non conformistes concernant l'angoissant problème de la C.E.D. !

Faut-il être connu pour avoir raison ? Il aurait fallu si peu de chose pourtant pour que ce congrès fût un grand congrès. Il y a les hommes. Il y a les connaissances, la liberté, les amitiés aussi. Il y a chez nous des réalisations certaines. C'est pourquoi malgré tout nous revenons lourds d'espoir, désireux de trouver surtout la génération qui prendra la relève et saura faire entendre, dans les prochains congrès, clairement et fermement la grande voix du syndicalisme traditionnel de l'enseignement.

G. FOLCHER-F. FRANC.

POUR UNE POLITIQUE OUVRIÈRE

A la suite de son article (R.P. juillet-août), consacré au prochain congrès de la C.G.T. Force Ouvrière, Louis Mercier a reçu les observations ci-après de notre camarade Fontaine, du Rhône :

Permettez que je vous transmette les réflexions que m'inspire votre article : « Le Congrès confédéral Force Ouvrière définira-t-il une politique ouvrière ? » J'approuve entièrement votre préambule qui résume votre pessimisme et notamment la phrase suivante qui devrait être présente à l'esprit de tout militant syndicaliste sincère : « Le bilan d'impuissance que le mouvement ouvrier établirait s'il en avait le courage mesurerait l'inefficacité de son combat. »

Mais je suis loin d'être d'accord avec vous sur le programme que vous proposez au congrès comme définition et but d'une politique ouvrière. Par exemple, la création de points de vente concurrentiels est à mettre au rang des mesures sans efficacité réelle et dont le danger est de détourner l'attention des travailleurs des solutions conformes à leurs intérêts immédiats et lointains. La concurrence, comme la liberté, ne se décrète pas. Elle est ou elle n'est pas. Actuellement, la lutte sur le terrain économique n'est plus entre individus, elle est entre groupes, entre coalitions d'intérêts particuliers et seul un Etat fort peut imposer un ordre, une discipline. Le malheur, c'est qu'un Etat fort — l'expérience de ce demi-siècle le prouve d'une façon éclatante — n'est qu'un outil aux mains des forts, des privilégiés pour satisfaire leur volonté de puissance, consolider leurs privilèges et asseoir leur domination sur les masses abruties, ignorantes et impuissantes. Le rôle d'une classe ouvrière, style d'autrefois, serait de prendre en main les leviers de commande et d'organiser un régime d'égalité et de justice. Mais où est la classe ouvrière ? Dans l'ensemble, elle a été gagnée par la mentalité capitaliste bourgeoise. Pour les salariés d'en haut, c'est fait. Pour les salariés d'en bas, le pourrissement petit-bourgeois les atteint par le poison du servage, par l'esprit de mendicité : primes, salaires au rendement, étrennes, allocations et faveurs de toute nature, etc. Partout où l'on discute encore, nos réunions sont de petits parlements ; on s'écoute parler ; on oppose des phrases à des phrases, des affirmations à des affirmations, mais il n'en sort rien de positif, rien qui soit un programme d'action, une ligne de conduite qui répondent aux besoins des ouvriers, à l'idéal proposé par la Ligue syndicaliste sur la couverture de la R.P.

Le contrôle ouvrier. — Le fait, pour les ouvriers, de contrôler le financement des entreprises ne peut avoir en soi que des avantages, mais à la condition que le contrôle ait pour but de veiller à ce que les entreprises remplissent bien leur rôle économique et social, qui n'est pas seulement de distribuer des bénéfices et des salaires, mais de produire mieux, plus et à meilleur marché. Or est-ce bien là le but que vous donnez au contrôle ouvrier ? Vous écrivez : « Les modernisations d'outillage, les achats de matériel, la construction de nouveaux bâtiments sont, en fait, financés par des salaires non payés. La propriété nouvelle peut être considérée comme propriété du personnel... » C'est là une conception capitaliste de la vie des entreprises. D'abord, les bénéfices, les profits et les salaires n'ont pas seule-

ment pour origine l'action interne de l'entreprise. La vie de celle-ci dépend aussi des clients, c'est-à-dire des consommateurs. Donc, eux aussi auraient droit au titre de propriétaire. Où allons-nous si nous entrons dans cette voie de discussion ! C'est pour le coup qu'on se perdra sur le chemin des utopies, des idéologies. En réalité, la question de la propriété de l'entreprise est sans grande importance. Il ne faut pas, à mon avis, s'hypnotiser sur les formalités et les avantages juridiques qui ont trait à la notion de propriété. Du point de vue où nous nous plaçons ici, ce qui importe c'est ceci : qui doit disposer des moyens de production et qui détermine la mesure et la manière de leur utilisation ? Aujourd'hui, il est facile de constater que, dans l'économie générale, le fait d'être propriétaire compte à peu près pour zéro dans la direction de l'économie.

Alors, pourquoi cette idée complètement périmée de vouloir que l'ouvrier soit propriétaire de l'entreprise où il travaille ? La mine aux mineurs, ça n'existe plus. Au fond, la grande masse des salariés reste parfaitement indifférente aux propositions de ce genre comme à celles qui l'attachent, qui la rivent à l'usine. Que veulent les travailleurs ? Que l'usine, le chantier, le magasin, le bureau, l'atelier leur servent un haut salaire qui leur permette de vivre le mieux possible. Et ils ont raison.

Pour en revenir au contrôle ouvrier, voici comment, à mon avis, il faut le comprendre. Une fois les bénéfices et les salaires établis en fonction des forces en présence, forces patronales, forces de l'Etat, forces ouvrières (situation variable d'un jour à l'autre, cela va de soi) toute augmentation de production due à une plus grande productivité doit se traduire par une baisse des prix de vente au sens absolu du mot, ou bien, si les prix de vente peuvent être maintenus, par des investissements ayant toujours pour but une augmentation de production avec baisse future des prix.

C'est aux ouvriers groupés dans leurs comités d'entreprise d'exiger la mise en pratique rigoureuse de ces principes. La mise en poche des profits, par les patrons ou les ouvriers, doit être considérée comme un vol. Ce vol est en même temps une absurdité, une hérésie économique, car il a pour conséquence l'arrêt total du progrès économique ; il est cause du chômage technologique et de la formation d'une classe de privilégiés de plus en plus riches, mais de moins en moins nombreux et, par là, de plus en plus inhumains et féroces.

J'aurais encore beaucoup d'autres objections à présenter sur d'autres points de votre intéressante étude, mais il faut savoir se limiter. Voici, en conclusion, les propositions que je soumettrais au congrès C.G.T.-F.O., si j'étais délégué :

1^o) Augmentation des salaires sans répercussion hiérarchique de manière à réduire l'éventail des salaires de tous ordres.

2^o) Baisse des prix de vente consécutive à toute augmentation de productivité due au progrès technique, seul moyen d'augmenter le niveau de vie général. Ralentissement du rythme de la production en cas de non-observation de ce principe par l'Etat ou le patronat.

3^o) Retour au salaire direct professionnel, avec suppression des primes ou faveurs de toutes sortes.

4^o) Prise en charge par l'Etat et les collectivités

publiques du budget de la Sécurité sociale. Financement par l'impôt général et progressif sur le revenu, le seul impôt qui, bien réparti, est pris sur la croûte de chacun pourrait-on dire.

5°) Etablissement du salaire annuel en vue d'éviter le chômage dû aux revenus insuffisants ainsi qu'à la baisse de la demande de main-d'œuvre.

6°) Création d'un revenu social en faveur des économiquement faibles, revenu au moins égal au salaire de base. Ce revenu créera un pouvoir d'achat qui permettra d'écouler les produits de première nécessité accumulés dans les magasins et les entrepôts, ou qui pourrissent sur place un peu partout, faute d'acheteurs.

FONTAINE.

La réponse de Mercier

Avant de discuter avec le camarade Fontaine du détail des revendications proposées, précisons le sens et la portée d'un programme d'actions immédiates.

Je crois que nous sommes d'accord pour constater :

1° Que le fonctionnement de l'économie française est défectueux, tant pour la production (entreprises marginales trop nombreuses, subventions d'Etat coûteuses) que pour la distribution (pléthore de commerçants, système d'ententes industrielles).

2° Que les travailleurs en pâtissent, mais qu'ils n'interviennent pas de façon volontaire et lucide pour imposer des solutions aux problèmes posés par la stagnation et le désordre économiques.

3° Que cet état de choses ne durera pas éternellement et que d'autres couches sociales (technocratie par exemple) finiront par imposer des solutions, où les intérêts immédiats ou lointains des travailleurs ne seront pas pris en considération.

4° Que la question essentielle qui se pose présentement aux militants syndicalistes est de savoir où et comment intervenir pour rendre, ou pour donner, un rôle de moteur social à la classe ouvrière.

Venons-en maintenant aux choses pratiques et possibles. « La classe ouvrière style d'autrefois » n'existe pas, et peut-être faudrait-il se demander si elle a jamais existé autrement que par l'espoir, la volonté, l'esprit de sacrifice, l'audace de quelques équipes militantes. C'est la classe ouvrière d'aujourd'hui qui affronte la décadence capitaliste et la montée totalitaire. Ce sont les syndicats libres, minoritaires, numériquement faibles, qui ont à rassembler leurs forces pour frapper ensemble, en choisissant soigneusement leurs objectifs, de façon à ce que la nature de ceux-ci leur donne l'appui de l'ensemble des salariés et la sympathie de certaines couches de la population.

Les propositions de Fontaine sont excellentes en soi. Mais je ne vois guère le copain F.O. ou autonome, où C.F.T.C. qui est parvenu à créer une petite section dans une boîte de métallurgie s'armer de ce programme pour créer un nouvel état d'esprit chez les travailleurs de son entreprise, s'en servir pour les regrouper et les faire agir. Sauf le point I, qui constitue le pain quotidien de l'activité militante, ces revendications ne fournissent pas au salarié une raison de secouer sa méfiance, ni un attrait suffisant pour qu'il se risque à marcher. C'est pour bien des revendications un programme gouvernemental et non un programme d'action ouvrière.

Cela ne signifie pas que les propositions que j'ai énumérées dans le dernier numéro de la R.P. soient excellentes. Je les crois pourtant capables de susciter un certain intérêt chez tous les salariés, parce qu'elles ne heurtent aucune catégorie, rassemblent le maximum de travailleurs autour des questions les plus immédiates.

L'idée des points de vente concurrentiels peut provoquer des quantités d'initiatives locales, régionales d'entreprises. Elle lie les intérêts de tous ceux qui, en ce moment, se bagarrent pour que les coopératives de fonctionnaires ne disparaissent pas, de ceux qui tentent d'empêcher la bureaucratization ou l'embourgeoisement, ou la politisation des coopératives existantes ; elle permet à des unions locales de lutter pour que disparaissent les interdictions frappant certaines formes de vente directe. Elle présente, sous un jour simple et vrai, le problème des subventions fournies à des industries en grande partie inutiles, et celui de l'utilisation de ces fonds à des œuvres d'intérêt général. Elle met les gouvernements dans l'obligation d'appliquer leurs promesses. Elle donne la possibilité aux militants, à tous les échelons, d'intervenir. Elle encourage l'échange des expériences tentées dans d'autres pays. Depuis 1945, quantité d'essais ont eu lieu un peu partout, dans le sens d'établir des circuits directs. Les centrales syndicales ont eu le tort de ne pas les faire connaître, de ne pas les étudier et les critiquer, jusqu'à transformer la multitude d'efforts en un courant national et de le faire déboucher sur la réalité nationale par des mesures générales. On peut et on doit discuter de la technique proposée, mais je suis convaincu qu'il y a là un domaine où l'intervention ouvrière est possible, et cela dans un climat de sympathie populaire.

Pour ce qui est du contrôle ouvrier, Fontaine voit le danger d'un esprit « propriétaire » chez les salariés d'une même entreprise. Ce danger existe. Encore faut-il dire qu'il existe même quand le personnel n'a aucun droit de regard, de contrôle ou de participation. Le premier but c'est d'attirer l'intérêt du salarié sur sa boîte, et de lui faire perdre son habitude d'être « objet ». S'il comprend que les salaires non payés ont servi à l'acquisition de nouvelles machines, la construction de nouveaux bâtiments, mais que sa condition n'en a pas changé et que cette frustration doit cesser, il s'ouvrira aux questions de prix, de droit du consommateur, etc. Pour l'instant, il n'a aucune possibilité de choisir une politique puisqu'il n'est pas dans la course, et que nul ne tient à ce qu'il y soit.

L. M.

PIERRE LE MEILLOUR

Pierre Le Meillour, militant anarchiste, vient de mourir à l'âge de 70 ans, après une longue maladie qui l'avait contraint à se retirer de l'arène sociale depuis plusieurs années.

Des militants libertaires et syndicalistes, ainsi que des camarades du Livre l'ont conduit au cimetière de Sartrouville, où un dernier hommage lui a été rendu et son ardente activité de lutteur libertaire rappelée.

Situation industrielle de la ville de Montbrison

Nos jeunes camarades de l'U.L. des syndicats F.O. de Montbrison (Loire) ont établi un petit tableau de la situation industrielle de leur ville. C'est une initiative très intéressante, excellente pour la formation personnelle des militants qui y ont participé et très utile pour orienter l'action des syndicats. Nous avons cru devoir la reproduire avec l'espoir que le même travail sera entrepris dans tous les centres ouvriers. — U. T.

I. — MAIN-D'ŒUVRE

1° I.N.S.E.E. donne les chiffres de salariés suivants (entreprises de plus de 10 salariés) :

	Métaux	Textile	Divers
Moingt	214		283
Montbrison .. .	287	80	141
Savigneux	517		15
	<u>1.018</u>	<u>80</u>	<u>439</u>

2° Evolution de la main-d'œuvre dans les deux usines importantes de la métallurgie :

	1951	1952	1954
Chavanne	460	460	430 (1)
Meudon	140	220 (2)	140 (3)

3° Industrie de la mèche et de l'outillage.

En diminution constante de quelques unités depuis 1951.

En 1954, se manifeste une certaine stabilisation qui, toutefois, paraît extrêmement précaire du fait du mauvais équipement de ces petites usines.

4° Textile : Pratiquement disparu.

5° Industrie du jouet : s'est développée jusqu'en 1952.

Stationnaire depuis cette date (Etablissement Giroux-Gégé).

Occupe environ 400 personnes jusqu'en juin, 800 personnes de juillet à décembre (main-d'œuvre essentiellement féminine).

Industrie qui apparaît assez bien équipée. Salaires très bas, faute d'organisation syndicale solide, et ce, malgré une grande prospérité économique.

6° Industries de moins de 10 ouvriers.

Occupent plus de 300 salariés dans les trois communes de l'agglomération, salariés répartis dans une multitude d'activités : métallurgie, bâtiment, scieries, minoteries, commerce de gros ou demi-gros, etc.

7° Main-d'œuvre disponible.

Début 1954, 200 salariés se trouvaient sans emploi, dont 50 % de main-d'œuvre féminine. Sur les 100 femmes disponibles, 30 % sont soutiens de famille.

Une série de grands travaux municipaux (H.L.M., station d'épuration de l'eau, égouts, etc.) ont résolu provisoirement le problème, mais dès l'automne la fin des travaux va libérer une importante main-d'œuvre dont la récupération dans les industries existantes sera difficile.

Depuis le 1^{er} août, un fonds de chômage a été ouvert ; ce qui n'est qu'un palliatif.

8° Déplacement de la main-d'œuvre.

Une centaine de salariés se déplacent journal-

(1) Ce licenciement provient de la disparition d'une fonderie.

(2) Embauchage massif, les biens d'équipement étant alors très demandés.

(3) La crise générale de 1952-53 se répercutant en 1954 sur les biens d'équipement.

lement vers Saint-Etienne, ce qui est une anomalie importante.

II. — ETAT DES FABRICATIONS ET POSSIBILITES

1° Métallurgie.

Main-d'œuvre disponible dans la fonderie (Chavanne) et l'industrie de la mèche à bois : deux fabrications en voie de disparition pour des raisons différentes. D'une part, disparition de la fonte ; d'autre part, dans la mèche à bois, mauvais outillage qui ne permet pas d'autres fabrications. Type même de l'entreprise marginale (mauvais équipement, bas salaires, etc.).

2° Mécanique. Grosses entreprises Chavanne-Brun et Meudon.

Après une crise en 1953, les Forges de Meudon semblent en voie de reprise sérieuse.

Dans ces deux entreprises, outillage moderne, constamment amélioré, pouvant répondre d'une façon intéressante à un accroissement de production et, éventuellement, un accroissement de main-d'œuvre.

Nous voyons, quant à nous, dans le développement de ces deux usines modernes un premier élément de solution à la crise de la main-d'œuvre montbrisonnaise.

3° Implantations nouvelles.

L'implantation d'industries nouvelles nous apparaît comme un deuxième élément de solution.

Nous notons, en ce sens, l'existence de vastes terrains disponibles à Savigneux et à Moingt, dans un rayon inférieur à 3 km. du centre de la ville.

Nous notons encore l'existence de voies de communication importantes (chemins de fer, ligne Saint-Etienne-Clermont. Routes dans toutes les directions).

III. — LOGEMENTS

Comme partout, la crise du logement sévit à Montbrison, non pas à cause d'une augmentation sensible de la population, mais suite à la vétusté de vieux bâtiments très nombreux qui deviennent inhabitables. Montbrison est une vieille ville.

Depuis 1948, une centaine d'habitations individuelles ont été construites.

En 1955, un immeuble H.L.M. de 18 appartements, puis un autre de 12 logements seront habités.

L'usine Chavanne-Brun se préoccupe de la construction prochaine de 15 à 20 appartements.

Cela contribue à résoudre la crise immédiate, mais est loin de donner à tout habitant de Montbrison un logement digne de ce nom. Un programme assez vaste de logements nous apparaît être un troisième élément de solution à la crise actuelle.

L'UNION LOCALE
DES SYNDICATS C.G.T.-F.O.

INDÉPENDANCE ET LIBERTÉ

Comment de l'attitude de l'Eglise vis-à-vis des tyrans on en arrive à éprouver le besoin de préciser en quoi consiste l'indépendance du syndicalisme

La R.P. a, avec juste raison, signalé la collusion de l'Eglise catholique avec Franco, mais ce n'est pas un fait isolé. En la personne du nonce apostolique, Mgr Generao Verolino, l'Eglise a pris une part active à la conquête violente du pouvoir par le dictateur fasciste : le colonel Castillo Armas, au Guatemala. Aussi, Mgr Generao Verolino, le 5 juillet dernier, a-t-il été tout particulièrement acclamé par la foule versatile assemblée pour accueillir son nouveau maître.

Tout comme le capitalisme yankee, avec d'autres moyens, mais plus ouvertement, l'Eglise s'est rangée du côté de l'homme qui venait pour écraser le mouvement ouvrier « au nom de Dieu, de la patrie et de la liberté ».

Pour ne pas retomber dans ce que certains appellent l'anticléricalisme étroit de la fin du siècle dernier et du début de celui-ci et pour ne pas contrarier les militants chrétiens du mouvement ouvrier, on a tendance à passer sous silence les méfaits et les compromissions de l'Eglise, cette puissante force de conservation sociale et d'asservissement de la pensée qui a repris avec plus de souplesse sa marche vers la conquête du pouvoir temporel.

Je dis avec plus de souplesse parce que, dans le même moment où elle inspire des Franco ou des colonels Armas, elle utilise des partis ou mouvements qui se présentent comme les partisans les plus vigilants de la démocratie et de la libération du peuple, elle pousse à la constitution d'équipes de militants ouvriers chrétiens dévoués et actifs — qui se hissent à la tête des luttes ouvrières — et semblant jouir de la plus complète indépendance de pensée.

— Mais que peut objecter à cela un syndicaliste ? me dira-t-on.

— Il peut d'abord faire remarquer aux syndicalistes à appellation chrétienne — avouée ou camouflée — qu'ils ne sont pas des syndicalistes au sens donné à ce mot au début du siècle. Au temps de Pouget un syndicaliste était un homme libre, complètement libre, dégageant sa conception du monde et d'une société meilleure de la vie telle qu'elle se manifestait ou s'était manifestée, n'éprouvant pas le besoin de se confier ou de demander conseil à un directeur de conscience extérieur au mouvement, n'ayant personne ni aucun groupement à ménager...

— Tu veux dire alors que les militants chrétiens ne sont pas libres ?

— En général, ils ne le sont pas entièrement, pas plus que le militant communiste qui jouit d'une certaine liberté de mouvement pour appliquer les décisions qu'on lui impose, à qui on permet des tolérances de langage ou de comportement pour pénétrer dans les milieux non convertis, mais qui n'a pas le droit de faire quoi que ce soit qui porte atteinte à l'intérêt ou au prestige des chefs de la religion nouvelle. Leur conception du monde leur vient de l'extérieur ; ils sont plus ou moins contrôlés de l'extérieur, selon les positions qu'ils sont amenés à prendre ; ils ont une

force à ménager : l'Eglise ou, tout au moins, le mouvement spirituel entretenu par l'Eglise.

— Et la C.F.T.C. ?

— Elle n'est pas davantage libre.

» Quelques éléments de gauche s'octroient une grande liberté de pensée et de mouvement, mais, en fin de compte, ils ne jouissent que de la liberté limitée, orientée, dont je parlais tout à l'heure. L'énorme majorité veut une centrale chrétienne, inspirée directement ou indirectement par l'Eglise. Ce ne peut donc être une centrale libre, indépendante, du fait qu'à certains moments son attitude peut être déterminée par la position ou les réactions possibles d'une force extérieure, ou inspirée par les textes saints et encycliques qui n'ont de valeur que pour certains croyants.

— Le mot indépendance a donc pour eux le même sens que pour les communistes, les trotskistes, certains socialistes et même certains anarchistes, c'est-à-dire le sens d'indépendance organique, ou liberté de percevoir les cotisations comme ils l'entendent, de tenir leurs livres de comptes comme ils veulent... ou encore, liberté de voter en fin d'A.G., groupant un centième des adhérents, une motion politique.

— Exactement. Il s'agit d'une liberté corporelle, si l'on peut dire. L'âme est importée de l'extérieur. D'ailleurs, vois-tu, du fait que tu es un croyant, un croyant de l'Eglise catholique, ou stalinienne, ou autre... c'est-à-dire du fait que tu crois détenir la Vérité, une vérité codifiée dans les Testaments ou dans le Capital ou les œuvres d'un penseur quelconque, tu ne peux être un partisan sincère de l'indépendance du syndicalisme. Tout mouvement qui n'admet pas ta Vérité, tout homme qui n'admet pas ta Vérité sont dans l'erreur et tu éprouves le besoin de les ramener dans la bonne voie. Admettre qu'il y a une Vérité sacrée, c'est être prédisposé à l'intolérance, à la fixation de limites à la liberté et à l'indépendance des organisations et des militants. J'allais dire c'est être prédisposé à admettre l'oppression, une oppression juste, puisqu'elle doit assurer le règne de la Justice.

Le mouvement syndical est en déconfiture parce qu'il n'a pas su garder son indépendance et sa liberté, parce qu'il a supporté qu'on lui importe son âme de l'extérieur, se liant plus ou moins à des forces temporelles ou spirituelles ou tout au moins acceptant de les ménager, même lorsqu'elles portaient atteinte à la liberté et à la dignité de l'homme, ou qu'elles composaient avec des tyrans.

Il n'y a pas de Vérité absolue parce que tout est mouvement ; rien n'est fixe, rien n'est immobile, toute situation ou toute ligne d'évolution envisagée pouvant être modifiées par l'intervention d'un fait nouveau imprévisible. Un système conçu à un moment donné ne peut être valable pour toutes les situations ; même les lois générales qu'on établit par-dessus les systèmes ne peuvent avoir une valeur éternelle puisqu'elles ont été élaborées par des hommes ne disposant que de connaissances et de moyens d'investigation incomplets.

Au-dessus des vérités sacrées, des conceptions définitives du monde, nous pouvons trouver assez

de points communs nous permettant de sceller une unité durable et de donner une âme à notre mouvement. Ne serait-ce que notre volonté de comprendre le monde par l'étude objective de la réalité, étude qui se trouve rejoindre la recherche objective de la vérité, c'est-à-dire, pour un incroyant comme moi, la recherche d'une explication aussi juste que possible des faits économiques et sociaux et de leur évolution, avec un effort permanent de dégager des lois, donc le sens possible de l'évolution de la société. Notre volonté d'influencer la vie économique et sociale dans le sens de la justice et de la liberté... avec, au bout de tous ces efforts et des luttes qui les accompagnent nécessairement, l'homme libre, le producteur libre que nous créerions si la vie n'était pas un mouvement sans fin produit par le heurt de forces qui s'opposent, mais qui existe tout de même puisqu'il symbolise la permanence de notre effort... et qu'il nous donne

ainsi une âme commune dans une ambiance de liberté.

Si nous acceptions de travailler et de lutter avec un tel état d'esprit, nous pourrions reconstruire un mouvement syndical uni et indépendant, mais tant que certains d'entre nous viennent au syndicat avec une conception bien arrêtée du monde, avec une Vérité absolue et avec la volonté d'utiliser le mouvement syndical pour les faire accepter par le monde ouvrier, ne parlons pas d'Unité.

L'unité ne peut être que la conséquence de la prise de conscience d'un prolétariat décidé à déterminer lui-même les buts et l'orientation de son action, d'après les conditions de travail et de vie du moment, telles qu'il les constate et non d'après les lois immuables importées de l'extérieur par des croyants ; d'un prolétariat libre qui n'a aucune force temporelle ou spirituelle à ménager.

RECONVERSION ET SALAIRES

La reconversion est à la mode. Et pourtant ce n'est point un phénomène nouveau. Ce n'est rien autre que l'adaptation des entreprises aux techniques nouvelles et aux conditions nouvelles du marché. Dans le régime de la libre concurrence elle s'imposait naturellement ; les entreprises qui ne s'adaptaient pas étaient éliminées. Dans les économies dirigées, les plans l'assurent par voie d'autorité à courts intervalles. En France, les réglementations et les protections stupides de l'Etat et des organisations professionnelles l'avaient empêchée et avaient, par répercussion, imposé aux consommateurs les prix de revient élevés des entreprises les plus routinières, grevés d'un coût élevé de distribution.

Le mal est profond, mais les grands maîtres de la IV^e République : la bureaucratie dirigiste et les représentants des classes moyennes et des patrons arriérés, ne voulaient pas toucher aux situations acquises. Nous avons bien assisté à quelques tentatives de réorganisation, dans la métallurgie notamment, avec les concentrations opérées au cours de ces derniers mois (Usinor, Sidenor, Lorraine-Escaut), dans l'automobile (absorption de Ford par Simca), dans les chapelleries de l'Aude qui se sont orientées vers la fabrication de produits en matières plastiques ; dans les houillères par la fermeture de puits de mines non rentables... Nous avons même connu quelques essais de décentralisations (caoutchouc-métallurgie alpine, ateliers Renault en province).

Cependant, l'ensemble du patronat et des classes moyennes reste rebelle aux grandes transformations et persiste à chercher son salut dans les mesures protectionnistes et dans une politique sociale rétrograde. D'où le recours de Mendès-France aux pleins pouvoirs pour imposer son plan d'expansion qui implique certaines reconversions non consenties par les intéressés.

Mais la classe ouvrière est également frappée par ces réorganisations importantes qui entraînent des déplacements et un reclassement de milliers d'ouvriers et qui risquent de s'accompagner d'une intensification du travail.

Un fonds de reclassement de la main-d'œuvre est prévu pour rééduquer les ouvriers licenciés et les déplacer vers les entreprises nouvelles ou en extension. Des commissions paritaires fonction-

neront, habilitées pour proposer des modifications de salaires.

Déjà, sous la pression des organisations syndicales libres, la Haute Autorité de Luxembourg a consenti une aide de 300 millions pour le reclassement des métallurgistes privés d'emploi ou amenés à changer de travail à la suite des modifications de structure opérées dans les usines regroupées de Firminy, Unieux, Saint-Etienne et Saint-Chamond, sous la nouvelle appellation de Société des Ateliers et Forges de la Loire.

Un gros effort de modernisation a été fait dans le groupe : une seule aciérie avec deux fours perfectionnés de cinquante tonnes remplace les trois aciéries de neuf fours de quarante tonnes ; deux ateliers de cinq fours à arc remplaceront les cinq ateliers de neuf fours à arc ; deux trains de laminoirs dégrossisseurs suffiront pour satisfaire les besoins du groupe à la place des quatre qui fonctionnaient précédemment et sept sur quinze seulement des trains de laminoirs finisseurs subsisteront... Mais sur les 12.500 salariés employés, 1.200 deviennent inutiles dans leur emploi actuel et il faut les reclasser. La société s'est engagée à ne licencier aucun ouvrier dans un délai de quatre ans.

Les délégués des syndicats ont une tâche délicate à poursuivre ; elle exige de leur part une connaissance précise de la situation des entreprises... et du pool. Elle exige également une connaissance précise de la situation de l'industrie métallurgique de la région. Car, si la Société des Ateliers et Forges de la Loire ne licencie pas de personnel, elle n'en embauche plus. Et il y a des chômeurs dans la région, dont le nombre menace de grandir rapidement si les patrons de la Loire persistent dans leurs anciennes méthodes de travail sous la protection de l'Etat. Ils ont réussi à échapper à la première phase de la libération des échanges, mais il faudra bien, sous peu, se plier à la situation et envisager de nouvelles productions ou une meilleure organisation du travail dans les fabrications en cours. On travaille encore, dans certaines boîtes, dans des conditions lamentables ; on y produit peu et à gros effort dans une ambiance déprimante. Et les nouvelles fabrications s'installent dans le Rhône ou dans l'Allier où des chefs d'entreprise

sont à l'affût de productions nouvelles. La main-d'œuvre de la Loire, qui bénéficie de plusieurs siècles d'expérience, est menacée de chômage.

Un Comité d'étude et d'action pour l'expansion économique et sociale de la région stéphanoise vient d'être créé pour remédier à cette situation. Les conditions dans lesquelles il a été créé et l'état d'esprit du patronat nous font émettre des doutes sur l'efficacité des mesures qui seront préconisées. De ce côté encore les militants syndicalistes doivent ouvrir l'œil. Evidemment, cela exige de leur part un gros effort et une conscience très nette de la situation de la métallurgie et de l'économie de la région, du pays et même du monde entier. Mais tous les problèmes posés appellent une solution ouvrière ; toute mesure de conversion ou de décentralisation a des répercussions sur les conditions de travail et de vie des ouvriers ; leurs représentants doivent être en mesure de les prévoir et de prévoir la défense des intérêts ouvriers dans le cadre où ils se trouvent posés.

C'est tout le problème du syndicalisme dans l'économie moderne qui se trouve posé. Il ne sera pas résolu par la répétition de formules extraites d'un bréviaire quelconque, mais par une intervention opportune et justifiée, appuyée par l'action de l'ensemble des ouvriers, eux-mêmes conscients de la situation nouvelle qui leur est faite.

Ici, la conscience de classe a un contenu précis ; elle n'a rien à voir avec celle des intellectuels du mouvement ouvrier qui ne voient dans le prolétariat qu'une masse de manœuvre qu'on anime avec des slogans de circonstance, pour appuyer des courants idéologiques dominés par des hommes qui n'ont jamais pu quitter le domaine de la pensée abstraite.

La renaissance du syndicalisme sera l'œuvre de ces militants conscients des tâches que la situation économique leur impose, ou elle ne sera pas.

Avec juste raison, Roger Hagnauer parle de réveiller la spontanéité ouvrière. Mais la spontanéité ouvrière ne se provoque pas du dehors, à un moment souhaité ou voulu, elle est la manifestation d'une conscience latente et, lorsqu'elle se manifeste, lorsqu'elle éclate, les ouvriers peuvent seulement être amenés à se ranger avec les militants qui, en permanence, font l'effort de prise de conscience qu'eux n'ont pas la possibilité de faire. Dans l'intervalle des manifestations, des éclatements de spontanéité ouvrière, le mouvement syndical doit favoriser l'effort de prise de conscience chez tous les ouvriers qui en éprouvent le besoin, et nous en arrivons au problème de l'éducation ouvrière qui n'a jamais trouvé de solution satisfaisante ; le jeu des idées a trop souvent le dessus sur l'analyse des faits et la compréhension de la réalité. Ça se comprend, c'est plus facile, cela procure des satisfactions immédiates, les satisfactions de l'homme qui a résolu un problème délicat ou réussi un jeu, tandis que l'analyse objective du monde économique et social, ça n'apporte qu'une lente accumulation de connaissances, et ce n'est qu'après un long et tenace effort qu'on a l'impression de voir clair. Dans cette deuxième voie on s'engage tout entier, on affronte seul la réalité complexe et écrasante ; dans la première on fait seulement acte d'adhésion après un effort de compréhension, et on a seulement l'immédiate satisfaction de redécouvrir la pensée d'un maître qui peut n'être déjà plus dans la course.

LE PROLO.

LIVRES

Robert Louzon : LA CHINE : ses trois millénaires d'histoire. Ses cinquante ans de révolution (Editions de la « Révolution prolétarienne »).

La Chine est un ouvrage qui vient de loin et porte loin.

Comme souvent chez Louzon, les rétrospectives et les perspectives s'étendent sur des millénaires. Il ne pouvait mieux choisir son sujet. L'évolution du peuple chinois de la préhistoire à nos jours explique toute l'histoire du monde. Enfermés dans une chronologie limitée, divisée en chapitres qui ne donnent aucune idée de synchronisme ou de la succession des civilisations dans le temps et dans l'espace, nous enseignons l'histoire comme on enseignerait la zoologie le long des cages et des parcs du jardin zoologique.

L'histoire de la Chine s'écrit sous le signe de la durée, comme celle des Etats-Unis sous le signe de l'espace. Le Français moyen, habitué à enfermer le monde de Jules César à M. Coty, et de Dunkerque à Perpignan est saisi de vertige devant les dizaines de millénaires nécessaires pour fixer les civilisations dans les vallées des grands fleuves, devant les milliers de kilomètres parcourus par les dynasties chinoises pour constituer leur empire, devant la préfiguration en Chine, avec toujours plusieurs siècles d'avance, des activités, des constitutions, des formes sociales, politiques, culturelles, qui ont marqué l'histoire de l'Europe occidentale, de l'Antiquité aux Temps modernes.

Non seulement les Chinois ont connu l'imprimerie plus de 500 ans avant nous, mais ils ont connu, bien avant nous, le système féodal, l'unification nationale, le « bonapartisme », l'économie dirigée, etc.

Les historiens modernes ont tendance à se méfier des lois historiques par lesquelles on veut tout expliquer. Il est vrai que la « philosophie de l'histoire » porte à schématiser avec excès, à ne vouloir voir que ce qui confirme des thèses préalablement établies.

Louzon ne paraît pas « systématique », lorsqu'il explique l'opposition entre l'Hindou croyant et le Chinois athée par la fatalité de la sécheresse et l'efficacité humaine de l'irrigation — la naissance et le développement du bouddhisme, parallèles à ceux du christianisme dans l'Empire romain — l'immobilisme culturel, cause et effet de l'opposition entre la langue parlée et la langue écrite — les deux vocations contradictoires du Chinois : agricole et commerciale...

Un hiatus dans l'histoire du peuple chinois : le passage à « l'âge industriel » — Les « Barbares » de l'Ouest disposaient d'une technique inconnue des Chinois.

Ici les explications de Louzon nous permettent de comprendre des événements contemporains, qui ont retenu notre attention de militants. L'échec de la colonisation de la Chine — par l'Europe, par le Japon — le Kuo-min-tang, la naissance d'un mouvement communiste d'abord relativement libre, puis soumis aux sinuosités de la politique stalinienne.

Partant de loin, l'œuvre de Louzon porte loin. C'est en Asie que peut se jouer demain la partie essentielle. Et le sort de l'Asie est lié à celui de la Chine, au phénomène d'industrialisation de la Chine. Celle-ci est le théâtre d'une révolution qui « faite pour la libérer de l'emprise étrangère a abouti par son développement même à une emprise étrangère renforcée ».

Industrialisée par et pour la Russie, la Chine se libérera-t-elle par l'industrialisation même de la puissance protectrice ?

Louzon pose la question. La réponse dépend de forces qui nous échappent. Mais si la fin est hors de notre portée, la question détermine la tendance de tous les hommes libres du monde : **séparer la Chine de la Russie ! — R.H.**

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12^e

D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUIN, JUILLET ET AOUT 1954

RECETTES :

Abonnements ordinaires	115.390	
Abonnements de soutien	55.300	170.690
Souscription		19.350
Vente « R. P. »		2.040
Vente « Chine »		14.400
Divers (librairie)		1.050

En caisse au 1er juin 207.530
114.262

321.792

DEPENSES :

Impression (mai, juin, juillet-août)	273.512	
Frais d'expédition	21.505	
Frais généraux	220	
Divers (librairie)	600	
Téléphone	4.915	

300.752

En caisse au 31 août 1954 :

Espèces	7.385	
Chèque postal	13.655	21.040

321.792

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Deleau (Gironde) 2.000 ; M. Ducros (Paris) 2.000 ; Gueneac (S.-et-O.) 1.400 ; Fornaro (Suisse) 2.000 ; R. Hagnauer (S.-et-O.) 1.000 ; Mercler (Paris) 1.000 ; Beaunée (Côte-d'Or) 1.500 ; Lebedelle (Belgique) 1.500 ; Bureau (Alger) 1.000 ; Fermanel (Eure) 1.100 ; Maloberti (Seine) 1.500 ; Garnier (Loire) 1.400 ; Dumas (Var) 2.000 ; Varlin (Suisse) 1.500 ; Rigal (Hte-Garonne) 1.200 ; Fradin (Paris) 1.200 ; Jouveshomme (Seine) 1.500 ; Courdavault (Charente-Maritime) 1.500 ; Hélot (Puy-de-Dôme) 700 ; Castets (Landes) 1.500 ; Puyoo (Landes) 1.500 ; Gassies (Landes) 1.500 ; Vautard (Sarre) 1.800 ; Pennel (Pas-de-Calais) 1.500 ; Ruh (Paris) 1.700 ; Lebeau (Paris) 1.500 ; Ruffin (Paris) 1.200 ; Fleuret (Haute-Loire) 1.500 ; Hélot (Puy-de-Dôme) 800 ; Ghibaudo (Alpes-Maritimes) 1.100 ; G. Marie (Paris) 1.000 ; Marcadet (S.-et-O.) 1.000 ; Laval (Loire) 1.000 ; Herrard (Paris) 5.000 ; Garchery (Eure) 2.000 ; Boudet (Paris) 1.200 ; Deyme (Paris) 1.500. — Total : 55.300 francs.

LA SOUSCRIPTION

Rombach (Rhône) 300 ; Le Dantec (Paris) 300 ; Ballereau (Indre) 300 ; Dufour (Aude) 300 ; Caps (Gironde) 300 ; Chalaye (S.-et-O.) 150 ; Barbet (Somme) 300 ; Odin (Rhône) 300 ; Marthe Bigot (Paris) 300 ; Sauzet (Allier) 300 ; Albenque (Alger) 300 ; Lacolomberie (Seine) 300 ; Padros (Rhône) 300 ; Le Coutaller (Finistère) 300 ; Heran (Aveyron) 300 ; Fédération Employés et Cadres (Paris) 300 ; Respaut (Aude) 300 ; P. Martin (Drôme) 100 ; Centene (Paris) 300 ; Robquin (Oise) 300 ; Chartrain (Côte d'Or) 300 ; Faure (Vienne) 200 ; Henry (Côte d'Or) 100 ; Wippf (Paris) 300 ; VERNY (Puy de Dôme) 100 ; Berthelemy (Indre-et-Loire) 300 ; Coulic (Finistère) 300 ; Guillot (Pas-de-Calais) 300 ; Muratet (Paris) 300 ; Saumonneau (Seine) 300 ; Petit (Paris) 300 ; Vermeersch (Belgique) 150 ; Germain (Ain) 100 ; Noe (Pyrénées-Orientales) 300 ; J. R. (Paris) 300 ; Parrot (Doubs) 80 ; Fabre (Alpes-Maritimes) 300 ; Gionta (Paris) 300 ; Chestier (Cher) 300 ; J. Marie (Seine) 300 ; Gorce (Gironde) 300 ; U. D. syndicaliste (Indre-et-Loire) 300 ; Hélène Brion (Paris) 300 ; Provost (Paris) 400 ; Durel (Loire) 300 ; Perrier (Rhône) 300 ; Muglloni (Seine) 100 ; Berthoin (Isère) 300 ; Marquis (Paris) 300 ; Barrué (Gironde) 300 ; Lavenir (Rhône) 300 ; Fédération Graphique (Suisse) 150 ; Habouzit (Rhône) 300 ; Ploquin (Seine) 300 ; Garrivet (Côtes-du-Nord) 100 ; Vaquez (Oise) 100 ; Boyer (Loire) 300 ; Jean Cornec (Paris) 300 ; Bouquet (Paris) 300 ; Mons (S.-et-O.) 300 ; Buissonnière (Allier) 200 ; Dupuy (Seine) 300 ; Perrin (Loire) 300 ; Aubin (Paris) 300 ; Besse (Alpes-Maritimes) 100 ; Fédération Mutilés du Travail (Loire) 20 ; Chéron (Paris) 100 ; U.L. - F.O. Saint-Nazaire 150 ;

P. Rouquet (Indre) 300 ; Delusme (Seine) 300 ; Sigaux (Oise) 300 ; Millot (Paris) 300 ; Delandsheer (Belgique) 150 ; Vedel (S.-et-O.) 300 ; Le Clouërec (Ile-et-Vilaine) 100 ; Laplaud (Charente-Maritime) 150 ; Conti (Alpes-Maritimes) 50. — Total : 19.350 francs.

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 3 JUILLET. — Attaque du Vietminh sur Phuly.

DIMANCHE 4. — Le parti socialiste se prononce pour la C.E.D. par 1.962 mandats contre 1.193.

MARDI 6. — En Tunisie, un combat entre fellagas et troupes françaises, à l'est de Gafsa, fait 10 morts.

Démission du cabinet tunisien.

Ouverture à Paris du congrès du Syndicat National des Instituteurs.

MARDI 20. — Signature des accords d'armistice à Genève.

MARDI 27. — Signature au Caire de l'accord anglo-égyptien sur l'évacuation du canal de Suez.

LUNDI 2 AOUT. — A la suite de manifestations pour l'ancien sultan du Maroc, des troubles à Fez causent dix morts.

MARDI 3. — Nouveaux troubles au Maroc : dix morts à Fez et à Petitjean.

MERCREDI 4. — Grève des Services publics à Hambourg.

Moscou propose une réunion à quatre pour préparer la conférence sur la Sécurité européenne.

JEUDI 5. — Les métallurgistes de Bavière et de la Ruhr se préparent à la bataille pour les salaires, ainsi que la Fédération des Mineurs de la Ruhr.

Publication de l'accord sur le pétrole d'Iran.

VENDREDI 6. — Extension de la vague de grèves dans toute l'Allemagne occidentale.

SAMEDI 7. — Constitution du cabinet tunisien avec 4 membres du Néo-Destour.

DIMANCHE 8. — Les émeutes de Port Lyautey au Maroc ont fait 11 morts et une trentaine de blessés.

LUNDI 9. — Ouverture d'une conférence islamique à La Mecque.

En Tchécoslovaquie, arrestation de plusieurs dizaines d'espions occidentaux.

En Bavière, 20.000 métallurgistes en grève.

Signature à Bled (Slovénie) du traité d'alliance entre la Turquie, la Grèce et la Yougoslavie.

MARDI 10. — L'Assemblée nationale a voté la confiance sur les pouvoirs économiques et sociaux par 362 voix contre 90.

LUNDI 16. — Mise hors la loi du parti communiste au Nicaragua.

MARDI 17. — Réception des délégués travaillistes à Pékin.

JEUDI 19. — Ouverture de la conférence de Bruxelles sur la C.E.D.

DIMANCHE 22. — La conférence de Bruxelles est close, après constatation du désaccord.

LUNDI 23. — Les terres distribuées aux paysans au Guatemala sont reprises par l'Etat.

MARDI 24. — Suicide du président brésilien Vargas.

JEUDI 26. — La Pologne propose à la France un traité d'alliance et d'assistance mutuelle.

Le Conseil général des Trade-Unions se prononce contre tout contact avec les syndicats communistes.

VENDREDI 27. — L'Assemblée de l'Union Française repousse la C.E.D. par 100 voix contre 68.

Message du général de Gaulle contre la C.E.D.

L'Assemblée nationale approuve par 451 voix contre 122 la politique gouvernementale en Afrique du Nord.

SAMEDI 28. — M. Vincent Auriol et le comte de Paris se prononcent contre la C.E.D.

LUNDI 30. — Ordre de grève générale lancé par les syndicats de Sao-Paulo au Brésil.

L'Assemblée nationale vote la question préalable, c'est-à-dire repousse la C.E.D. par 319 voix contre 264.

Le Comité directeur du parti socialiste exclut Jules Moch, Daniel Mayer et Max Lejeune pour leurs rapports contre la C.E.D.

Collection de la « Révolution Prolétarienne » - III

R. LOUZON

LA CHINE

— Ses trois millénaires d'histoire

— Ses cinquante ans de révolution

Prix de l'ouvrage : 400 fr. franco.

Pour les commandes de plus d'un exemplaire : 300 fr. franco

« A son habitude, Louzon est clair, schématise les évolutions, rappelle la nature des moteurs sociaux, ramène les détails et le pittoresque à leurs dimensions, en soulignant les forces essentielles. »

LE COUPE-PAPIER.

(L'Alliance ouvrière.)

« L'auteur s'est surtout proposé de mettre en lumière le mécanisme d'une évolution qui a conduit la Chine à la russification actuelle, en attendant, une nouvelle phase dont il est prématuré de prévoir les effets. »

SERGE.

(Défense de l'homme.)

« Le livre de Louzon soulève tous les grands problèmes de notre temps. Tous ceux qui ont les yeux ouverts sur le devenir historique doivent le lire. »

Maurice LIME.

(Après l'boulot.)

*Prière d'adresser les commandes, avec leur montant, à
La Révolution Prolétarienne, 14, rue de Tracy, Paris-2.*

C.C. postal PARIS 734-99